



Mémoire

Pour obtenir le diplôme de Master 2 Professionnel Métiers de la Coopération et du développement en Amérique latine

Master de l'Université Sorbonne-Nouvelle – Paris 3

Master 2 Professionnel

Mention : Etudes Internationales et européennes

Spécialité : Etudes latino-américaines

Présenté par

Zoé Partouche

Dirigé par

Cynthia Ghorra-Gobin, directrice de recherche émérite CNRS-CREDA

**Titre : La transformation des quartiers informels de Buenos Aires,
entre intégration et exclusion.**

Etude des politiques d'intégrations socio-urbaines des *villas* de la ville

Mémoire soutenu le 16 juin 2020

Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine

Campus Condorcet,

Bâtiment de Recherche Sud, 5 cours des Humanités,

93322 Aubervilliers

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	4
GLOSSAIRE	5
RESUME	7
INTRODUCTION	9
Partie 1 – Les quartiers informels à Buenos Aires	22
Chapitre 1 : Contextualisation d'un phénomène urbain en Argentine : les <i>villas</i>	23
1.1 – <i>Caractéristiques d'une réalité urbaine</i>	23
1.2 – <i>La dimension quantitative et géographique des villas en Argentine</i>	26
1.3 – <i>Apparition et développement des villas, une histoire complexe</i>	31
Chapitre 2 : L'intégration : nouveau paradigme	33
2.1 – <i>Le renouveau des politiques envers les villas</i>	33
2.2 – <i>La villa 31-31bis</i>	35
2.3 – <i>La villa Rodrigo Bueno</i>	30
Partie 2 – Pratiques et discours autour des politiques d'intégration	46
Chapitre 1 : La mise en œuvre des politiques d'intégration des <i>villas</i>	46
1.1 – <i>Les institutions impliquées : l'IVC et la SISU</i>	46
1.2 – <i>Les actions de transformation</i>	52
Chapitre 2 - Stratégie discursive d'une politique urbaine ou comment faire accepter la transformation	59
2.1 – <i>L'impératif de l'intervention de la municipalité dans les villas</i>	59
2.2 – <i>La participation comme outil de légitimation</i>	64
Partie 3 – La ville pour qui et pourquoi ? Les politiques de la ville porteña en débats	73

Chapitre 1 : Des transformations au service de qui ?	74
1.1 – Introduction du concept de gentrification	74
1.2 – Une gentrification impulsée par la Municipalité	76
Chapitre 2 : Les politiques dans les villas : entre intégration et évictions	86
2.1 – Une typologie des « modèles de ville »	86
2.2 – Les politiques d’intégrations : stratégie sociale ou stratégie urbaine ?.....	90
CONCLUSION – Intégrer c’est accepter	97
BIBLIOGRAPHIE	103
FIGURES	107
ANNEXES	109

REMERCIEMENTS

Je voudrais remercier les différentes personnes qui, de près ou de loin ont participé au bon déroulement de mon stage, de mon enquête de terrain et au développement de ce travail de mémoire.

Dans un premier temps, je remercie le pôle Ciudades de CIPPEC qui m'a intégré au sein de son équipe, en particulier Gabriel Lafranchi, mon tuteur de stage grâce à qui je peux désormais me prévaloir d'une expérience professionnellement enrichissante dans ce *think-tank*.

Je veux également remercier l'ensemble des personnes qui ont facilité l'entrée et la richesse de mon enquête de terrain. Je pense notamment à M.J, habitant de la *villa 20*, qui a été mon point d'entrée sur le terrain ; je pense aussi à M., sociologue, qui m'a prise sous son aile me permettant d'accéder à la *villa 31-31bis* ; je pense à A.V, habitante de la *villa Rodrigo Bueno* qui m'a accueillie chez elle comme si j'étais chez moi ; et je pense aussi à tous ses habitants des *villas 31-31bis* et Rodrigo Bueno qui m'ont reçu les bras ouverts et m'ont permis de partager une partie de leur réalité.

Je remercie également ma directrice de mémoire, Mme Cynthia Ghorra-Gobin qui a toujours répondu présente et à su me guider dans cette recherche universitaire.

Merci à mon conjoint qui m'a soutenu et supportée pendant la durée de ce travail et à ma belle-famille qui a été mon repère à Buenos Aires. Ma colocataire, Jeanne, qui a toujours été de bons conseils et mes amis argentins qui m'ont aiguillé dans ma démarche de recherche.

Enfin et surtout merci à mes parents qui m'ont toujours soutenus et encouragés et sans lesquels ces cinq années d'études n'auraient pas été possibles.

GLOSSAIRE

A

AABE : Agencia de administración de bienes del estado (Agence d'administration des biens de l'Etat)

ACIJ : Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia (Association Civile pour l'égalité et la justice)

B

BM : Banque Mondiale

BID : Banco Interamericano de Desarrollo (Banque Interaméricaine de Développement)

BCBG : Bon chic bon genre

C

CIPPEC : Centro de Implementacion de Politicas Publicas para la Equidad y el Crecimieto (Centre de Développement de Politiques Publiques pour l'Equité et la Croissance)

CABA: Ciudad Autónoma de Buenos Aires (Ville Autonome de Buenos Aires)

F

FMI : Fond Monétaire International

FADU : Facultad de Arquitectura, Diseño y Urbanismo (Université d'Architecture, Dessin et Urbanisme)

I

IVC: Instituto de Vivienda de la Ciudad

M

MGP : Mesa de Gestion Participativa (Table de Gestion Participative)

N

NHT : Núcleo Habitacional Transitorio (Groupe de Logement Transitoires)

O

ONU : Organisation des Nations Unies

ONG : Organisation Non Gouvernementale

P

PRO : Propuesta Republicana (Parti politique Proposition Républicaine)

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

R

RENABAP : Registro Nacional de Barrios Populares (Registre National des Quartiers Populaires)

S

SISU : Secretaria de Integracion Socio-Urbana (Secretariat d'Intégration Socio-Urbaine)

RESUME

Les *villas* en Argentine, nom donné dans le pays aux quartiers informels, sont depuis toujours appréhendées en tant que problème urbain et ont de ce fait été les cibles de plusieurs projets de transformation. La solution mise en œuvre afin de résoudre ce problème a été pendant longtemps l'éradication violente et massive des populations et la destruction de leur habitat. Cependant loin d'avoir eu un impact positif cette solution s'est montrée insuffisante, les *villas* ne cessant pas de se développer. A partir de 2016 un nouveau paradigme apparaît, il n'est alors plus question d'éradiquer mais d'intégrer ces zones à travers des politiques d'intégration socio-urbaine. Ces dernières sont marquées par l'intervention de la municipalité dans certaines *villas* de la ville de Buenos Aires à travers deux organes : l'Instituto de la Vivienda (IVC) et la Secretaria de Integración Socio Urbana (SISU). L'objectif affiché étant la garantie d'accès à un habitat digne à l'ensemble de la population de la ville et donc l'amélioration des conditions de vie des habitants des *villas*. Or, loin d'être consensuelles, une partie des habitants des *villas* concernées s'érigent contre ces nouvelles politiques.

C'est ce constat qui est au centre de ce mémoire. Nous avons voulu comprendre ce que cette division entre habitants et municipalité voulait dire des politiques d'intégration socio-urbaine et plus généralement de leurs visions de la ville qui s'opposent. Si la première est centrée sur une ville pour tous, la deuxième est tournée vers une ville élitiste support d'intérêt économique et réservée aux classes supérieures de la société. La mairie de Buenos Aires ayant le pouvoir de décision sur la ville va mettre les moyens en place, sous-couvert d'une dimension sociale, pour rendre effective sa perception de la ville. Cela va passer par le développement des politiques d'intégration.

C'est à partir d'une étude à la fois empirique et théorique que nous voulons montrer que loin d'avoir une visée sociale ces nouvelles politiques entendent, à travers l'impulsion d'une stratégie de gentrification menant à la déstabilisation des conditions de vie des habitants des *villas*, évincer petit à petit les secteurs populaires du centre de la ville. Notre étude s'appuiera donc sur deux études de cas qui, de par leur position centrale, ont été les principales cibles des politiques d'intégrations socio-urbaine : la *villa* 31-31bis et la *villa* Rodrigo Bueno.

Ce mémoire est le fruit d'un travail de recherche mené en Argentine en 2019 pendant six mois et s'inscrit dans la continuité d'un mémoire de master 1 portant sur les politiques de réaménagement urbain à Rio de Janeiro pendant les Jeux Olympiques (JO) 2016. Ce premier

mémoire entendait mettre en évidence les processus entrepris par la municipalité de Rio de Janeiro qui, sous couvert de la mise en œuvre de cet événement mondial, a façonné un nouveau centre-ville dédié aux classes moyennes et hautes de la société *carioca* (de Rio de Janeiro) repoussant les populations des quartiers informels (*favelas*) vers les périphéries. C'est le même processus qui est actuellement en cours à Buenos Aires depuis l'apparition des politiques d'intégration socio-urbaine, que nous entendons étudier au cours de ce mémoire. L'intervention des pouvoirs locaux sur les centres-villes et le sort réservé aux quartiers informels et à leur population sont donc des questions qui ont guidé nos recherches universitaires.

INTRODUCTION

« *Nous créons les conditions pour que tous les habitants de la ville, qui habitent où ils habitent, puissent profiter de la ville que nous souhaitons : une ville pour tous* »

Extrait traduit par Zoé Partouche du fascicule explicatif du projet de transformation de la villa 31-31bis publié par la Secretaria de Integración Social y Urbana

Cette citation résume bien le nouveau paradigme lancé par la municipalité de Buenos Aires vis-à-vis de ses quartiers informels : l'intégration socio-urbaine des habitants. Notons dès à présent, que la notion « d'intégration socio-urbaine », que nous utiliserons pour le reste de ce travail, est employée par la municipalité elle-même pour faire référence aux politiques qu'elle mène dans ces quartiers de la ville. En effet, actuellement dans la capitale argentine, aux abords des *villas*, termes utilisé dans le pays pour faire référence aux urbanisations informelles où l'habitat y est précaire, ce que l'on aperçoit ce sont engins de constructions, tracteurs, poussières et grues. Il n'est pas rare non plus de tomber sur des articles de presse ou émissions de télévision rendant compte de l'avancée des travaux en cours dans ces zones. Car ces politiques dites d'intégration entendent en premier et essentiellement transformer les *villas*. Façades de maisons repeintes, rues bétonnées et agrandies, construction d'écoles et de centres de santé, voilà quelques exemples des transformations alors à l'œuvre. Bien que les urbanisations informelles aient été, depuis de nombreuses années, les cibles de différentes politiques, les projets actuels semblent à première vue novateurs dans leurs objectifs d'intégration.

Les *villas* sont perçues depuis de nombreuses années comme un problème urbain à régler et les réponses apportées ont été diverses. Dans les années 1950, le mode d'action était celui de l'éradication basée sur des expulsions et des démolitions. Aujourd'hui il n'est plus officiellement question d'éradiquer mais bien d'intégrer. Les premiers projets d'intégration naissent dans les années 2000 portés principalement par les habitants des *villas* aidés par des experts universitaires. Cependant ce n'est qu'en 2016, date à laquelle la municipalité intervient effectivement dans les *villas*, que ces projets se transforment en politique publique, marquant ainsi le début de la mise en œuvre des transformations des quartiers informels de la ville. C'est à ce moment-là que l'on commence alors à parler d'intégration socio-urbaine pour faire référence à ces politiques.

Il s'agit d'intervenir pour la municipalité *porteña*¹ dans plusieurs zones informelles de la capitale. Bien que le caractère informel de l'urbanité soit une réalité d'autant plus importante au-delà des frontières de la capitale fédérale, les principaux projets d'intégration en cours concernent des *villas* de la ville de Buenos Aires, autrement dit du centre. Cependant, si ces dernières sont toutes situées au sein de la ville, elles se différencient sur plusieurs critères. Certaines sont localisées dans le centre-ville, d'autres plus en périphérie, certaines concentrent une densité importante de population, d'autres beaucoup moins. Si chaque *villa* est particulière les politiques qui les concernent le sont aussi.

En effet, s'il est souvent fait référence à UNE politique d'intégration, en réalité il serait plus pertinent de parler DES politiques d'intégration permettant de souligner qu'aucun projet de transformation de *villa* n'est identique à l'autre. D'ailleurs, cela est visible dès le début des projets. Les bases juridiques de ces derniers sont fondées sur des lois, connues comme des *leyes de urbanización de villas* (des lois d'urbanisations des *villas*). Il n'existe pas une loi englobant les différents projets d'intégration mais bien une loi par *villa* relevant le caractère particulier de ces dernières. La plupart du temps les lois prennent donc le nom des *villas* qu'elles concernent. Nous retrouverons par exemple la *Ley de urbanización de la villa 31-31bis* ou la *Ley de urbanización de la villa 20*. Remarquons que la plupart des *villas* s'identifient et sont identifiées par des numéros. Communément mais aussi officiellement, on fait référence à la *villa 31* ou à la *villa 20*, *villa 1-11-14* etc. Ces numéros existent depuis 1955 et correspondent à un plan d'éradication porté par le gouvernement national. L'Etat argentin avait à cette époque numéroté les zones informelles de la ville afin d'en délimiter les terrains, chacun correspondant donc à un numéro. Plus tard, les habitants se les sont appropriés et c'est pour cela qu'aujourd'hui on fait référence à des numéros pour les nommer. Il n'est pas rare non plus de retrouver des noms faisant référence au quartier ou elles se localisent, on dira par exemple la *villa Retiro* pour le quartier de Retiro. Aussi, dans certains cas les habitants décident d'un nouveau nom. Ce dernier a une valeur plus historique ou symbolique. La *villa Retiro* ou 31-31bis par exemple est aussi appelée *villa Carlos Mugica* ou *Padre Mugica*, personnage important de l'histoire de la zone.

Afin de mener à bien ces politiques d'intégration, la mairie de Buenos Aires intervient principalement à travers deux organes : la Secretaria de Integración Socio Urbana² (SISU) et

¹ Le terme *porteños* désigne les habitants de Buenos Aires, il peut être également utilisé pour faire référence à la ville de Buenos Aires, nous dirons donc par exemple pour faire référence à la municipalité de la ville de Buenos Aires la municipalité *porteña*.

² Secrétariat d'Intégration socio-urbaine.

l'Instituto de Vivienda de la Ciudad³ (IVC). Bien que la municipalité soit l'acteur central dans l'élaboration et la mise en œuvre des transformations urbaines, d'autres acteurs y prennent part tels que des associations, des ONG depuis de longues années impliquées dans ces quartiers ; des organismes internationaux tels que la Banque Mondiale (BM) ou la Banque Interaméricaine de développement (BID); le monde académique, notamment universitaire menant des recherches ; le secteur immobilier en charge des constructions ou rénovations de certains bâtiments, et bien sûr les *vecinos*⁴, autrement dit les habitants des *villas*, souvent réunis en association ou groupe de voisins qui sont les cibles de ces politiques. Nous parlons de cibles car la raison d'être des politiques d'intégration c'est bien l'amélioration des conditions de vie des habitants les plus vulnérables de la ville. Cependant si c'est le but affiché par les élus locaux, celui-ci est très questionné et donne lieu à de nombreux débats.

De fait, loin d'être consensuelles les politiques urbaines concernant les *villas* sont très polémiques. Si elles sont mises en œuvre et défendues par les acteurs municipaux elles sont aussi et en même temps décrédibilisées et combattues par une partie des habitants concernés. Habitants souvent soutenus dans leurs luttes par des universitaires et/ou ONG et associations. Deux points de vue s'affrontent. Si tous sont d'accord de la nécessité d'aménager ces quartiers, quand il est question de le concrétiser habitants et acteurs municipaux s'opposent. Ces divisions se fondent sur la forme dont les transformations sont faites et quelles vont être les conséquences de ces dernières sur la vie des habitants. Plus encore, de vives critiques émanent de la part des habitants, ONG ou universitaires quant aux raisons qui poussent la mairie de Buenos Aires à mener de telles politiques urbaines : celles-ci visent bien à améliorer la vie des habitants ou à les évincer petit à petit de leurs quartiers ? Cette crainte est d'autant plus présente dans les *villas* situées dans des zones centrales de la ville où la probabilité d'une gentrification y est importante. C'est précisément cette question qui sera au cœur de notre étude. En effet, notre travail entend analyser ces nouvelles politiques à travers le prisme du territoire, c'est-à-dire lier dimension politique et spatiale afin de questionner les logiques d'intégration des quartiers les plus précaires de la ville.

Il nous intéressera donc d'interroger la stratégie de la municipalité de la ville de Buenos Aires envers ses *villas*. Cela nous amènera à analyser la portée des politiques urbaines mises en

³ L'Institut du logement de la ville

⁴ Littéralement *vecinos* signifie « voisin » en espagnol mais c'est un des termes les plus récurrents qu'utilisent les habitants des *villas* pour dire « habitant de la *villa* » entre eux, ce terme est également repris par la mairie de Buenos Aires pour faire référence aux populations des *villas*.

œuvre, favorisent-elles les conditions de vie des populations les plus vulnérables de la ville ou ciblent-elles l'espace urbain en soi ? Parle-t-on alors d'un développement social ou d'un développement urbain ? Afin d'étudier cette problématique nous nous appuyerons principalement sur deux études de cas : la *villa* 31-31bis et la *villa* Rodrigo Bueno. Ce choix est le résultat d'un terrain d'enquête mené à Buenos Aires qui est au fondement de notre travail.

Enquête de terrain

Notre étude empirique s'est déroulée dans la capitale argentine entre les mois de mars et août 2019 à l'occasion d'un stage au sein du pôle Ciudades (Villes) du *think tank* CIPPEC (Centro de Implementación de Políticas Públicas para la Equidad y el Crecimiento). Il fut question lors de ce stage, de contribuer à l'élaboration, organisation et suivi d'un projet d'une loi d'habitat en Argentine. Le constat de départ était celui de l'absence d'une législation urbaine nationale, conséquence du caractère fédéral du pays. L'idée était de développer et promouvoir une loi au niveau national établissant une législation urbaine que les différentes régions argentines seraient poussées à respecter. Par souci démocratique, cette loi était pensée en relation avec différents acteurs : universitaires, secteurs privés, députés, ONG, associations.

Mais bien plus qu'un stage, ce mémoire est le fruit d'un terrain de recherche mené en parallèle. En effet, ce stage fut très utile en termes d'apprentissage de l'analyse et d'élaboration de politiques publiques urbaines mais l'esprit du projet voulant avoir un caractère national s'est rapidement révélé trop large et inopérant comme support pour un travail de mémoire. Le projet de loi ne s'attardait pas sur les questions d'urbanisation informelles mais y faisait référence parmi de nombreux autres points⁵. La décision de mener un terrain de recherche à part se présentait donc comme plus pertinente.

Avant d'aller en Argentine j'avais entendu parler des politiques de transformation de ces quartiers alors menées dans la capitale. Ayant déjà travaillé sur les questions des quartiers informels à Rio de Janeiro lors d'un mémoire de M1⁶, le sujet m'intéressait. Cependant mon

⁵ Ce projet s'attardait sur les questions de compétences nécessaires à l'Etat national pour réguler l'habitat en général c'est-à-dire des questions relatives au sol urbain ; à la protection de l'environnement ; à la diversité ethnique ; à l'obligation d'usage d'immeubles inhabités ; à développer des partenariats public-privés pour l'urbanisation etc.

⁶ Mémoire de Master 1 « Déplacements forcés à l'heure des Jeux Olympiques de Rio de Janeiro : discours et action publique d'une transformation urbaine » élaboré en juin 2018 qui entendait questionner dans quelle mesure la mairie de Rio de Janeiro, au moment des Jeux Olympiques, a contribué à l'élaboration d'un discours sur la

entrée sur le terrain de recherche a été ralentie en raison, dans un premier moment, de mon besoin d'investissement dans le stage, ce qui me laissait peu de temps pour mener ce terrain. Mais également car j'ignorais quel serait mon angle d'attaque. J'ai finalement décidé de m'intéresser à ces processus non seulement car ils étaient très actuels mais aussi très polémiques. Dans un premier temps je m'interrogeais sur les raisons du caractère polémique de cette politique urbaine : Pourquoi intégrer un quartier informel, ne serait-ce pas bien ? C'est cette question qui m'a poussé à étudier cet objet. En effet, en pensant à mon premier mémoire je savais que ces processus étaient complexes. Cependant les principaux médias argentins relataient un processus positif et bon pour la ville. Alors pourquoi les habitants des *villas* menaient régulièrement des marches ou manifestation pour les contester ? Visiblement cette politique n'était pas consensuelle.

L'entrée sur le terrain a été facilitée par mon stage. En effet, j'ai pu avoir accès à de nombreux contacts par CIPPEC. Dans un premier temps j'ai eu le contact d'un employé de la SISU qui travaillait dans la *villa* 31-31bis. Il était facile, du fait du statut de CIPPEC⁷, d'avoir des liens avec des fonctionnaires de la SISU ou de l'IVC mais beaucoup moins avec des habitants ou des associations/ONG. A ce moment-là, je pensais travailler principalement sur la *villa* 31-31bis car elle était la plus polémique et la plus visible, en tout cas dans les médias. Mais aussi car je n'en connaissais pas d'autres. Afin de pouvoir rencontrer d'autres acteurs, je me suis inscrite à un séminaire de droit organisé par ACIJ⁸ tous les samedis matin à la faculté de droit de Buenos Aires destiné aux référents des quartiers populaires. C'est là que j'ai pu rencontrer un habitant de la *villa* 20⁹, M.J, qui a été un élément central de ma recherche, puisqu'il m'a mis en contact avec plusieurs habitants d'autres *villas* ainsi que des coordinateurs de l'IVC. A cette période je commençais à me dire, après plusieurs lectures et débats auxquels j'ai assisté dans le cadre du séminaire (qui regroupait une quarantaine d'habitants de toutes les *villas* de la ville), que ces processus n'étaient pas si simples et consensuels qu'on pourrait le

modernité lui permettant de mettre en place une politique « d'embellissement » de la ville repoussant les habitants des quartiers populaires vers les périphéries

⁷ CIPPEC est l'un des plus importants *think tank* argentin. Il a des liens étroits avec le gouvernement national mais aussi avec la municipalité de la ville. Son exercice étant l'élaboration et l'analyse des politiques publiques il est donc en lien avec les acteurs politiques, notamment locaux.

⁸ La Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia est une organisation à but non lucratif vouée à la défense des droits des groupes les plus défavorisés de la société et au renforcement de la démocratie en Argentine. Depuis longtemps présente dans les *villas* de la ville, elle accompagne les habitants dans leur capacitation notamment en droit afin qu'ils puissent se défendre contre les possibles outrages à la loi menés par la municipalité ou d'autres acteurs.

⁹ *Villa* du sud de la ville de Buenos Aires. La *villa* 20 est également en pleine transformation. Elle est beaucoup moins connue du grand public et donc moins polémique car elle n'est pas centrale.

croire. Je commençais également à me poser des questions sur les raisons qui poussaient les acteurs publics locaux à mener ces projets. En effet, la *villa* 31-31bis, en pleine transformation, est localisée sur des terres centrales de la ville, terres très convoitées. Lors d'une rencontre avec une sociologue spécialiste des urbanisations informelles, j'apprends l'existence de la *villa* Rodrigo Bueno, une des premières à être presque totalement transformée. Cette dernière est également située dans une zone centrale de la ville, zone où le mètre carré y est le plus cher d'Argentine. Elle m'apprend que la politique d'intégration qui la concerne n'est pas fortuite mais qu'il existe un grand projet immobilier pour les classes hautes/moyennes de la ville situé en face de cette *villa*. Je décide alors de m'y intéresser.

C'est ainsi que je me suis intéressée à mes deux études de cas. Le choix de ces deux *villas* était pertinent dans la mesure où il concordait avec ma première hypothèse qui était celle que ces processus d'intégration étaient entrepris par la municipalité *porteña* non pas pour garantir un habitat digne aux habitants mais pour d'autres intérêts : embellir et moderniser le centre-ville, favoriser un projet immobilier ou faire des partenariats avec le secteur privé. Mes deux études de cas étant localisées en plein centre de Buenos Aires, correspondaient bien à l'analyse de cette hypothèse. Cependant très rapidement, en passant du temps dans ces quartiers et avec les différents acteurs impliqués dans les processus de transformation, cette hypothèse a évolué vers la considération qu'outre des intérêts, c'est une perception de la ville qui guide les politiques d'intégration que le gouvernement n'est pas le seul à défendre. En effet, selon cette hypothèse chaque acteur engagé dans ces politiques les interprète de manière différente, résultat de la représentation de la ville qu'il a ou qu'il se projette, entraînant donc polémiques et conflits entre les différentes interprétations. J'avais déjà lors de mon stage été amenée à travailler avec différents acteurs et pu me rendre compte que chacun d'eux avait des perceptions différentes qu'il tentait de légitimer au cours de chaque réunion et sur mon terrain c'était la même chose. Avec du recul, il me semble qu'avoir deux études de cas est d'autant plus intéressant que chaque *villa* étudiée est actuellement dans un processus de transformation différent : la *villa* Rodrigo Bueno est presque terminée et la *villa* 31 est en cours. Cela permet donc de saisir les différentes étapes de ces projets.

Cadre théorique

Ainsi, ce terrain d'enquête étant notre principale base de travail nous nous appuyerons sur une méthodologie ayant une dimension empirique car nous analyserons des entretiens, certains

enregistrés d'autres non, mais qui seront tous rendus anonymes pour la raison que les politiques d'intégration sont, comme nous l'avons précisé, très actuelles et très polémiques. Ces différents entretiens ont été menés en Argentine avec des argentin(e)(s) et donc dans la langue espagnole, mais pour la bonne compréhension et la fluidité du texte, leur propos seront traduits en français. Il sera également question de l'analyse d'observations, de documents officiels fournis par nos « enquêtés », de réunions ou séminaires mais aussi de conversations quotidiennes avec des acteurs impliqués dans ces politiques urbaines. Précisons que l'implication ne fait pas nécessairement référence aux acteurs qui mettent en œuvre ou sont la cible des politiques en cours dans les *villas* mais aussi à divers acteurs extérieurs qui participent, de manière distincte, à ces projets et aux débats qu'ils entraînent. Nous pensons par exemple aux médias, principaux relais de communication entre les élus locaux, les habitants des *villas* et la société. Il sera d'autant plus intéressant d'étudier ces médias qu'ils vont être les supports principaux de diffusion des débats et conflits que sous-tend la mise en œuvre de telles politiques urbaines. Médias qui vont diffuser différents points de vue qu'il sera intéressant de souligner. En effet, comme c'est le cas dans la plupart des pays, en Argentine les médias ont une affiliation plus ou moins marquée à des partis ou opinions politiques influant ainsi sur leurs contenus. Pour notre objet d'étude cela s'illustrera notamment dans les représentations relayées par ces médias sur les processus d'intégration. Par exemple, les journaux *Clarín*, *La Nación*, ou certaines émissions ou chaînes télévisées, telles que *Canal Trece*, aux mains du groupe *Clarín*, *Telefe* ou *America Tv*, chaînes privées, affichent une proximité au parti politique PRO de Mauricio Macri et du maire de la ville Horacio Rodríguez Larreta. Ils diffuseront donc une opinion positive de ces processus. Bien que cette dimension empirique soit le fondement de notre travail, il nous paraît essentiel d'asseoir cette dernière sur des bases plus théoriques.

En effet, afin de pouvoir saisir les enjeux des politiques visant à transformer les *villas*, il est nécessaire d'avoir un éclairage théorique permettant l'introduction de concepts rendant compte d'un phénomène politique et spatial. Pour cela les notions de centralité, gentrification, éviction seront au cœur de notre travail. Aussi, un concept nous sera essentiel qui est celui de modèle de ville. Plus précisément nous utiliserons ce que fait Tomas Alejandro Guevara de ce concept. Cet auteur argentin, docteur en science sociales, spécialiste de sociologie-urbaine et des processus de production de l'habitat développe dans l'article *Conflictos urbanos y pujas entre modelos de ciudad. Buenos Aires (2001-2011)*¹⁰ une typologie de modèles de ville. Il

¹⁰ Tomas Alejandro Guevara, *Conflictos urbanos y pujas entre modelos de ciudad. Buenos Aires (2001-2011)*, *Cuadernos Geográficos*, vol.53, n°2, 2014

relève quatre modèles de ville à partir de l'étude de conflits liés à la mise en œuvre de politiques publiques urbaines à Buenos Aires entre 2001 et 2011. Cette typologie permettra de mettre en lumière la contradiction entre stratégie urbaine et stratégie sociale en œuvre dans les politiques menées par la municipalité de Buenos Aires. Cet auteur sera également indispensable lors d'analyser le processus de gentrification pensé depuis le contexte argentin.

Nous nous appuyerons également sur d'autres travaux universitaires, souvent argentins mais aussi français qui font sens au sein de notre travail. Bien évidemment, nous ne sommes pas les premiers à étudier ces politiques urbaines, d'autres travaux, souvent ethnographiques, ont fait de ces projets d'intégrations leur thème d'étude. Ces derniers sont intéressants car, de par leur angle d'attaque différent, donnent à voir d'autres dimensions, de nouvelles précisions que nous n'avions peut-être pas saisi au moment de notre enquête de terrain mais aussi car certains nous permettent de saisir ces enjeux sur un temps plus long. Nous pensons notamment au travail de Barbara Morovich, chercheuse de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg qui a publié un article¹¹ conjointement avec Javier Fernandez Castro, architecte argentin qui a développé le premier projet d'intégration de la *villa* 31-31bis au début des années 2000. Cet article est intéressant en ce qu'il contribue à enrichir la production française sur le thème des *villas* argentine mais aussi car il présente des données de terrain mêlées à un développement théorique, qui nous seront précieux tout au long de notre analyse. Les deux auteurs s'intéressent particulièrement à la contribution du projet d'intégration dans le changement d'image stigmatisée de la *villa* 31-31bis. Notons cependant que cette enquête ethnographique n'est pas actuelle mais, publié en 2017 l'article revient sur les premiers projets d'intégration à partir des années 2000 et se conclut sur l'apparition des politiques d'intégration socio-urbaine en 2015 que nous nous proposons d'analyser dans ce travail. Nous prendrons donc temporellement la suite de l'article de Barbara Morovich et de Javier Fernandez Castro.

Car en effet les *villas* ne sont pas des phénomènes urbains récents et saisir les politiques qui les concernent aujourd'hui nécessite un retour en arrière et donc de se pencher sur leurs histoires. Pour cela, l'historienne argentine Valeria Snitcofsky, connue pour être la plus qualifiée pour raconter l'histoire de ces zones sera une ressource très utile. Ayant passé plusieurs années dans des *villas*, elle a su retracer leurs histoires remontant à leur création.

¹¹ Barbara Morovich et Javier Fernández Castro, « Mémoire et mobilisation », *Revue des sciences sociales*, n°57, 2017

Ayant eu l'occasion de participer à sa présentation lors du Séminaire de Droit destiné aux référents des urbanisations informelles, nous nous appuyerons sur cette intervention afin de replacer les *villas* sur un temps long.

Nous nous appuyerons également sur les études de Maria Cristina Cravino, sociologue argentine spécialiste des *villas* ayant notamment participé au premier projet de transformation de la *villa* 31-31bis élaboré par les habitants et d'autres chercheurs universitaires. Elle mène régulièrement des enquêtes auprès des habitants des *villas* en suivant leurs situations. Connaissant bien ces zones elle a également contribué à l'éclairage théorique sur les *villas* en apportant des critères de définitions sur cette réalité urbaine qui nous seront précieux pour les bases de définition de ce travail.

Il nous semble également nécessaire de nous pencher sur les études des politiques publiques, bien que généraux ils sont utiles dans la compréhension des différentes étapes de mise en œuvre d'une politique publique et surtout du discours qui l'accompagne. Nous nous appuyerons, pour cela, sur l'ouvrage de Jacques Maillard et Daniel Kübler, *Analyser les politiques publiques*¹².

Enfin, la dimension spatiale que ce travail induit nous oblige également à introduire des pratiques plus géographiques permettant de donner à voir le territoire étudié, autrement dit l'assise territoriale de cette politique. C'est pourquoi nous intégrerons à ce travail des cartes mais aussi des photos ou vidéos. Bien que ce mémoire ait comme base des données qualitatives, de terrain, il nous sera également utile d'utiliser des données quantitatives qui permettront, elles aussi, d'éclairer le champ étudié.

Ce cadre théorique est largement centré autour d'auteurs argentins, ce que nous aimerions justifier. En effet, il nous semble que de par l'objet d'étude, travailler et analyser la thématique à partir de chercheurs et connaisseurs du contexte national soit plus pertinent. Bien que l'urbanisation informelle soit une réalité qui dépasse l'Argentine, chaque pays se représente et traite ce phénomène de manière différente. Plus encore, il nous paraît difficile de lier des phénomènes urbains qui, s'ils présentent des similitudes, sont chacun spécifique en raison de réalités nationales distinctes. Une *villa* dans le centre de Buenos Aires est différente d'une *favela* à Rio de Janeiro ou d'un *slum* à New Delhi. Ces trois types d'urbanisations sont semblables dans leur caractère informel, cependant leur niveau de précarité, leurs fonctionnements,

¹² Daniel Kübler, Jacques de Maillard, *Analyser les politiques publiques*, 2e Édition Presses Universitaires de Grenoble, 2015

organisations et rapport aux pouvoirs publics sont très différents. Pour cela, bien que nous puissions recourir à certains ouvrages généraux concernant les urbanisations informelles dans le monde et permettant de comprendre ce phénomène à une plus grande échelle ; il nous semble plus pertinent dans l'analyse de nos cas d'études, de nous concentrer sur une bibliographie permettant de rendre compte de phénomènes à l'échelle locale. Enfin, peu de bibliographie existe actuellement hors des frontières argentines sur ces politiques d'intégration. Parmi les ouvrages qui en font leurs objets d'études, peu proposent d'analyser ces projets à travers un prisme spatial, autrement dit de tenter d'expliquer des phénomènes politiques par un ancrage lié au territoire. C'est ce que nous nous proposons de faire.

Pour cela, dans une première partie nous reviendrons sur les *villas* à Buenos Aires. Afin de pouvoir analyser les politiques d'intégration qui les concernent il paraît essentiel dans un premier temps, de saisir ce qu'elles sont. Il sera donc question d'en définir les caractéristiques principales et de les replacer sur un temps plus long. Repartir en arrière pour comprendre l'actualité, c'est cela que nous nous proposons de faire dans cette première partie. Une fois la délimitation des contours des *villas* faite, nous en présenterons une histoire pour en arriver à la place qu'elles occupent actuellement dans l'agenda politique et l'émergence des nouvelles politiques dites d'intégration. Nouvelles politiques qui s'illustrent dans nos deux études de cas qu'il nous importera de présenter. L'apparition de ces politiques s'est accompagnée d'actions concrètes dans les *villas* en question mais aussi de discours tentant de les rendre légitime. C'est ce que nous analyserons dans une seconde partie

Effectivement, ayant comme objectif la transformation des *villas*, les politiques d'intégration supposent des actions de terrain diverses mais ayant comme objectif commun de transformer radicalement leurs physionomies. Nous nous attacherons donc à présenter ces actions mais aussi leurs exécutants. Il nous semble qu'analyser une politique publique ne peut se faire sans s'intéresser aux acteurs qui la mettent en œuvre, c'est pourquoi nous questionnerons la place de la SISU et de l'IVC dans les territoires qu'ils entendent transformer. Enfin, bien souvent, la mise en œuvre d'une politique publique dispose d'un volet discursif. Cette dimension nous paraît importante car elle permet de rendre compte de la stratégie discursive entreprise par les élus politiques locaux et les fonctionnaires de la SISU et de l'IVC, visant à rendre légitimes et impératives les actions menées dans les territoires en question.

Finalement, ces deux premières parties nous permettront de dresser un bilan en interrogeant les motivations des politiques d'intégration socio-urbaine. Nous tenterons alors d'adopter une vision plus large à travers la présentation et la mise en application à nos deux

études de cas de la typologie de modèles de ville de Tomas Alejandro Guevarra. Cela nous permettra d'interroger la portée de telles politiques et ce qu'elles nous renseignent sur la ville imaginée pour demain. Nous introduirons les concepts de modèle de ville et de gentrification afin de montrer que la municipalité de Buenos Aires utilise les politiques de transformation des *villas* en tant qu'instrument d'éviction des classes populaires du centre de la ville.

Une partie de la villa 31-31bis au premier plan et derrière les gratte-ciels du centre-ville de
Buenos Aires



Photo réalisée par Zoé Partouche le 19 juillet 2019 à la sortie de la villa.

L'entrée de la villa Rodrigo Bueno d'un côté et de l'autre la vue sur les gratte-ciels de Puerto

Madero



Photo réalisée par Zoé Partouche le 8 août 2019 à l'entrée de la villa Rodrigo Bueno

PARTIE 1 – Les quartiers informels à Buenos Aires

Ville riche, ville inégalitaire ? Voilà une question qui mérite que l'on s'y attarde. Si pendant longtemps les villes étaient perçues comme des outils potentiels de croissance nationale dans lesquelles les richesses des pays s'accumulaient, actuellement ce modèle montre des failles. Ce phénomène de concentration des richesses est fort de conséquences pour les pays et leurs populations. A l'échelle des Nations, les inégalités se creusent entre grandes métropoles concentrant capitaux (au sens bourdieusien du terme c'est-à-dire culturel, social, économique), flux financiers, emplois, populations, infrastructures et le reste du pays relégué au second plan. Plus encore, à l'échelle même de la métropole la fracture entre riches et pauvres s'exacerbe redessinant les contours de la ville. L'illustration la plus forte de cette fracture est sûrement ce que l'on appelle l'urbanisation informelle ou la « bidonvillisation » pour reprendre l'expression de J.Damon.

« Ce processus d'urbanisation tient, en effet, en deux dimensions opposées. D'abord, une métropolisation accentuée voit la concentration accrue des richesses et des pouvoirs dans les centres urbains ; ensuite une bidonvillisation se déploie avec la forte croissance des formes urbaines les plus dégradées et insalubres. C'est dans ces deux dimensions, qui localement se superposent souvent, que l'urbanisation doit se comprendre »¹³

En Argentine, l'urbanisation informelle est une réalité présente dans l'ensemble du pays mais s'illustre avec force dans la capitale, métropole du pays, à travers un nombre important de *villas*. Les transformations profondes qui leurs sont destinées actuellement à travers les politiques d'intégration sont le résultat d'une longue histoire marquée de conflits, d'éradications et de reconstructions. Ainsi, afin de pouvoir saisir les enjeux des politiques actuelles et une compréhension plus complète de ces derniers il nous semble nécessaire de faire un retour en arrière. C'est le propos de cette première partie.

Pour cela, nous reviendrons sur les termes employés, autrement dit à quoi fait référence une *villa*. Il sera également important de revenir sur leur histoire qui nous permettra de les replacer dans un temps long en gardant une perspective politique. Enfin, si ce retour historique est important c'est parce qu'il permet de saisir les enjeux actuels. Nous

¹³ Julien Damon, *Un monde de bidonvilles Migrations et urbanisme informel*, La République des idées, Seuil, 2017, p. 16

documenterons ce temps plus actuel des politiques d'intégration des *villas* à travers la présentation de nos deux études de cas.

Chapitre 1 - Contextualisation d'un phénomène urbain en Argentine : les *villas*

1.1 – Caractéristiques d'une réalité urbaine

Une première interrogation surgit lors de l'analyse de l'urbanisation informelle : qu'est-ce que c'est ? En effet, s'il est facile de se les représenter, les définir est moins aisé, en témoigne la multitude de termes utilisés pour y faire référence. Selon les contextes nationaux il sera fait référence à des quartiers informels, irréguliers, populaires, bidonvilles, *favelas*, *barriadas* etc. Les gouvernements, ONG, organismes internationaux, associations, le monde académique, les habitants utiliseront chacun des termes différents. En Argentine, les plus utilisés sont ceux de *barrios populares*, *barrios informales*, *asentamientos informales*, *villas*. Bien qu'il n'existe pas de consensus sur le mot à employer, le plus courant est celui de *villa*. Omar David Varela et María Cristina Cravino, chercheurs spécialistes de ces zones, proposent d'analyser ce flou sémantique dans le contexte argentin. Nous nous appuyerons sur leur ouvrage¹⁴ pour poser les bases des définitions de ce mémoire.

Au cours de notre travail nous avons déjà utilisé le terme d'urbanisation informelle. Ce dernier fait référence à la « production de sol urbain hors des normes urbaines et/ou de la légalité »¹⁵. Cette production est entre les mains des habitants qui la peuplent. En d'autres termes, nous utilisons le terme d'urbanisation informelle pour définir ces zones informelles produites par les secteurs populaires qui l'habitent. Cependant en Argentine cette définition fait référence à deux réalités. Si ce travail concerne les *villas*, il nous paraît nécessaire d'évoquer

¹⁴ Omar David Varela, María Cristina Cravino, «Chapitre 2: Mil nombres para mil barrios. Los asentamientos y villas como categorías de análisis y de intervención», in, María Cristina Cravino, *Los mil barrios (in)formales: aportes para la construcción de un observatorio del hábitat popular del área metropolitana de Buenos Aires*, Buenos Aires, Los Polvorines: Univ. Nacional de General Sarmiento, 2008, pp.45-65

¹⁵ *Idem*, p.46

également le cas des *asentamientos* permettant de saisir ce qui les différencie et leurs rapports à l'informel.

La *villa* est une notion très utilisée en Argentine ; dans le sens commun elle fait référence à n'importe quel quartier pauvre ou occupation de terres de la ville. C'est aussi un terme qui a une connotation péjorative et négative. Il n'est pas rare d'entendre des expressions mettant en scène négativement la *villa* et/ou ses habitants les *villeros*. Quand une maison est en désordre, mal peinte ou en mauvais état, il est commun d'utiliser l'expression « *eso se parece a una villa* » (on dirait une *villa* ici). Cependant, au-delà du sens commun qui illustre la représentation qu'a la société de ces zones, la chercheuse Cristina Cravino a souligné, à travers son ouvrage, les traits caractéristiques de la *villa* permettant ainsi une définition¹⁶. Selon elle, les *villas* correspondent à des urbanisations informelles, résultant d'occupations de terres urbaines libres ou de l'affectation par l'Etat de terres fiscales pour installer des familles provisoirement, qui :

1) Produisent des parcelles urbaines très irrégulières, c'est-à-dire que ce ne sont pas des quartiers *amanzanos* (organisés en pâté de maison) mais des couloirs complexes, où les véhicules ne peuvent généralement pas passer.

2) Disposent d'une bonne localisation par rapport aux centres de production et de consommation, dans des zones où le sol urbain est rare.

3) Dans la Capitale Fédérale [Buenos Aires] elles se sont installées majoritairement sur des terres fiscales (terres fiscales faisant référence aux lots, terrains ou parcelles de terres qui forment le territoire d'un Etat, la propriété de ces derniers est exercée par le gouvernement provincial ou municipal à travers des lois, décrets et réglementations).

4) Répondent à l'addition de pratiques individuelles et différées dans le temps, à la différence d'autres occupations qui sont planifiées et faites à un moment donné.

5) Les logements sont construits, à l'origine, avec des matériaux précaires ou provenant des poubelles. Avec le temps, les habitants édifient des murs. Mais les résultats sont toujours des logements précaires.

6) Il y a une haute densité de population.

¹⁶ Omar David Varela, María Cristina Cravino, *op.cit.*, pp.56-58

7) Les habitants, en général, sont des travailleurs peu qualifiés ou informels même si nous trouvons également des personnes ayant des professions formelles tels que des maçons, cordonniers, couturiers.

8) L'origine migratoire [de la population] a fait que beaucoup ont associé les « *villeros* » à « *provincianos* » (venus de la province) ou à des immigrants des pays limitrophes, bien qu'actuellement la population soit généralement née dans la région. Avec les années apparaissent les nouvelles générations nées dans les *villas* et la composition sociale des *villeros* se complète par les nouveaux pauvres urbains de l'aire métropolitaine.

9) Les habitants sont porteurs de stigmates par la société. Il est apparu des surnoms péjoratifs donnés par la société tels que « *villeros* » ou « negros villeros »

10) Il n'y a presque pas ou peu d'espaces verts et d'espaces non édifiés de manière privative. Le seul espace public important est le terrain de foot dont prennent soin les habitants.

11) Les infrastructures ont fait leurs preuves au début, généralement clandestinement, et ensuite ont fait l'objet d'une intervention de l'État. En général la qualité du service est moyenne ou mauvaise

Nous pouvons nous rendre compte, à travers ces caractéristiques, que le caractère informel de la *villa* ne tient pas seulement à son statut illégal mais aussi et surtout à sa trame urbaine qui est très différente de celle du reste de la ville qui l'entoure. Ce point est important car il va être un facteur déterminant dans la représentation de la *villa* par son extérieur mais aussi car il va rendre plus difficile son intégration. C'est notamment ce point-là qui la différencie des *asentamientos*.

De fait et toujours d'après Cristina Cravino, les tracés urbains des *asentamientos* tendent, à la différence des *villas*, à être réguliers et planifiés de la même manière que les quartiers de la ville « formelle », autrement dit en pâtés de maisons. Aussi, les habitants qui peuplent ces zones ne se représentent pas leur habitat comme une solution transitoire, comme ça peut être le cas pour les *villas*, mais plutôt comme une solution d'amélioration de leurs conditions de vie sur le moyen et long terme. Ces zones loin d'occuper, comme c'est le cas des *villas*, des zones centrales, sont généralement localisées dans les périphéries de la ville, la plupart du temps sur des terres privées inutilisées par leurs propriétaires. Ces prises de terres sont organisées collectivement, c'est-à-dire qu'il y a une stratégie antérieure à l'établissement des habitants. Et dès que la terre est prise, ces derniers tentent directement de négocier avec l'Etat cherchant à

légitimer cette prise. Finalement leurs situations urbaines semblables à celle de la ville « traditionnelle » fait que leur future régularisation soit plus envisageable car elle ne suppose pas une transformation profonde mais seulement un processus légalisant la situation existante. Enfin, comme le note Cristina Cravino, dans les discours des habitants des *asentamientos* apparaît l'idée de « no hacer villa » (ne pas être une villa) cherchant à ne pas être définie par les stigmates qu'apporte ce terme.

Ainsi, si ces deux réalités se ressemblent par leur aspect informel, elles sont sûres de nombreux points dissemblables. Un élément important selon nous est celui de la ressemblance avec la ville dite « formelle ». Le fait que la trame urbaine des *villas* ne respecte pas le modèle en *cuadras* ou pâtés de maisons de Buenos Aires va en faire des cibles principales de transformation. Notons que si les *villas* sont concernées par les politiques d'intégration, ce n'est pas le cas des *asentamientos*. C'est pour cela que nous nous sommes intéressés à ces zones.

1.2– La dimension quantitative et géographique des villas en Argentine

Une fois ces définitions établies, il paraît important de se concentrer sur l'importance de ce phénomène urbain en le replaçant à différentes échelles. Actuellement, le PNUD estime, à l'échelle mondiale, que 828 millions de personnes vivent dans des bidonvilles¹⁷. Ce chiffre est plus important dans les pays en développement où selon un rapport de l'ONU publié en 2016 881 millions de résidents des villes vivent dans des bidonvilles. En 1990, ce chiffre était de 689 millions¹⁸.

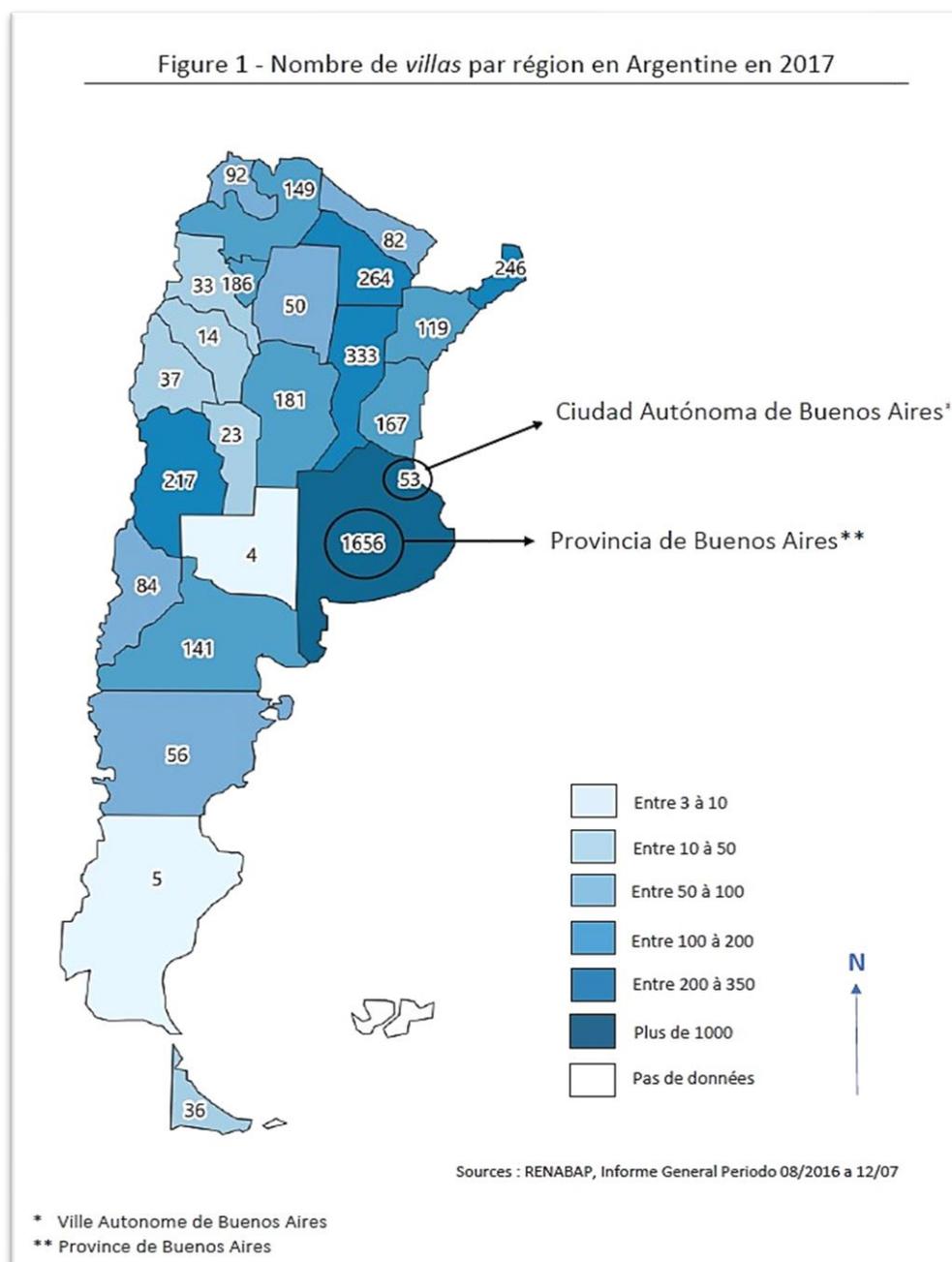
L'Amérique latine n'échappe pas à cette réalité et les inégalités urbaines sont frappantes. Les très riches s'enferment de plus en plus dans des quartiers fermés (*barrios cerrados* ou *gated community*) pendant que les populations les plus pauvres s'établissent dans des urbanisations informelles. Celles-ci continuent d'être un élément significatif des villes latino-américaines, avec au moins 21% de la population urbaine de la région résidant dans des bidonvilles¹⁹.

¹⁷ Voir site officiel du PNUD, « Objectif 11 : Villes et communautés durables ». Disponible : <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals/goal-11-sustainable-cities-and-communities.html>

¹⁸ ONU Habitat, *Almanach des bidonvilles 2015/2016 Suivre l'amélioration de la qualité de vie des habitants des bidonvilles*, p. 8

¹⁹ *Ibid.*

En Argentine, selon le dernier recensement de 2010 6% du nombre total des foyers du pays vit en situation irrégulière²⁰. Entre août 2016 et mai 2017 le gouvernement national avec l'appui d'ONG, s'est lancé dans un processus de recensement des urbanisations informelles sous l'égide d'un nouvel organe crée à l'occasion : RENABAP (Registro Nacional de Barrios Populares). Ce dernier recensait 4.100 urbanisations informelles dans le pays jusqu'à mai 2017, représentant 516.763 logements, 571.815 familles et 1.945.437 personnes, largement concentrés dans la province de Buenos Aires comme le montre la figure ci-dessous (Figure 1).



²⁰ Censo nacional de población, hogares y viviendas 2010: censo del Bicentenario: resultados definitivos, Serie B n° 2. - 1a ed. - Buenos Aires: Instituto Nacional de Estadística y Censos - INDEC, 2012. Disponible: https://www.indec.gob.ar/ftp/cuadros/poblacion/censo2010_tomo1.pdf

L'écart aussi important entre Buenos Aires et le reste de l'Argentine s'explique par la position de métropole que joue la capitale argentine au sein du pays. En 2018 le pays compte 44.494.502 habitants dont 15.057.273 vivent dans la province de Buenos Aires. Le pays entier est tourné vers la capitale qui concentre emplois, postes supérieurs, commerces, culture, grandes entreprises. Cependant si Buenos Aires centralise la richesse du pays elle concentre également, comme nous pouvons le voir, d'importantes inégalités qu'illustrent les formes d'habitat informel. Comme beaucoup de villes dans le monde, et particulièrement en Amérique latine, ces zones informelles se concentrent dans les grandes métropoles qui représentent une possibilité pour les classes populaires de venir trouver un emploi. Un détail est important à relever dès à présent : comme nous pouvons remarquer sur cette figure, les urbanisations informelles se concentrent dans la province de Buenos Aires et non pas dans la ville de Buenos Aires (CABA). Buenos Aires fait référence à la fois à la capitale fédérale du pays mais aussi à la province qui l'entoure, la plus grande province du pays.

[Le fédéralisme argentin](#)

L'Argentine est un Etat Fédéral composé de 23 provinces et de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires. Le peuple élit à la fois les autorités nationales mais aussi provinciales. Les provinces sont autonomes mais pas souveraines car elles reconnaissent un pouvoir supérieur dans les autorités nationales et dépendent du gouvernement national pour certaines questions. Chaque province dispose d'un pouvoir exécutif exercé par un gouverneur élu par les habitants. Il existe au niveau national un pouvoir législatif représenté par le Congrès de la Nation mais ce pouvoir existe également au niveau des provinces représenté par les Législatures dont les compétences sont inscrites dans les Constitutions provinciales mais qui respectent les principes, déclarations et garanties de la Constitution nationale. L'article 126 de la Constitution nationale réserve au pouvoir central les compétences régaliennes (affaires extérieures, défense, monnaies et crédit). Pour le cas de CABA, cette dernière a un régime de gouvernement autonome avec ses propres facultés législatives et juridiques.

La Figure 2 permet de saisir plus finement la distribution des *villas* entre la ville de Buenos Aires et sa province. Ce phénomène n'est pas exclusif de la capitale argentine mais illustre un mouvement commun aux grandes métropoles dont les centres sont réservés aux plus riches, aux classes moyennes et supérieures qualifiées. Les plus vulnérables se rassemblent généralement dans les périphéries. L'accès à la ville pour ces populations se limite donc à leur emploi n'ayant pas les moyens d'accéder à l'immobilier. A Buenos Aires cela s'illustre

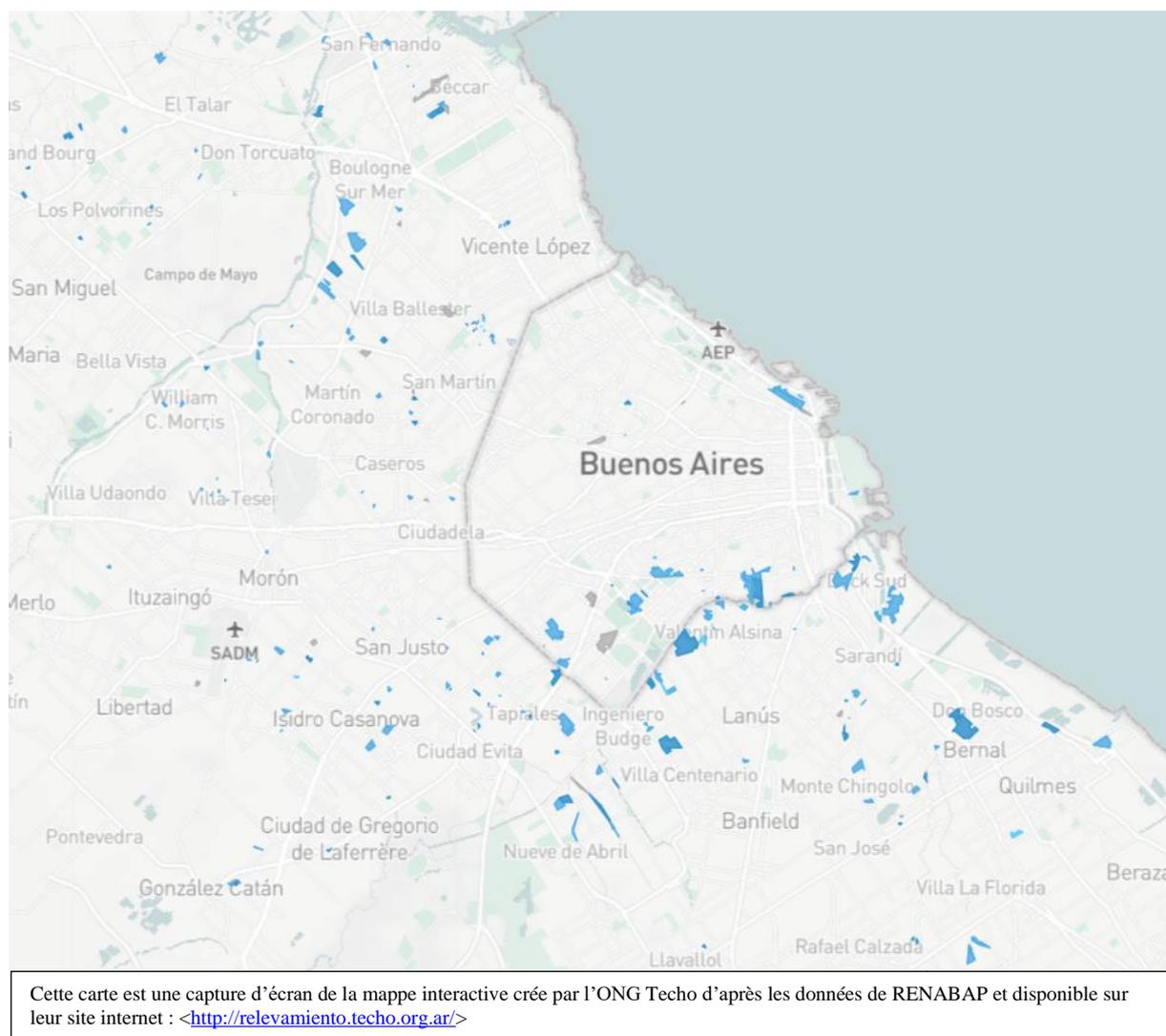
particulièrement, car en effet nous pouvons rendre compte d'une concentration des urbanisations informelles dans la province de Buenos Aires, mais si nous regardons d'un peu plus près nous pouvons nous apercevoir que ces dernières sont en fait surtout présentes aux frontières de la capitale argentine. Elles séparent alors la ville de la province, se localisant dans la périphérie de la capitale aussi appelé le *conurbano*, que l'on pourrait traduire comme la « banlieue ». Le *conurbano* est connu pour être plus populaire et pauvre que la capitale fédérale, où de nombreuses urbanisations informelles sont présentes. Dans la ville de Buenos Aires les *villas* sont beaucoup moins nombreuses et se concentrent dans le sud de la ville, zone la plus pauvre de la capitale en contraste avec le nord qui regroupe les quartiers les plus riches tel que Belgrano ou Nuñez. Avec l'aide du travail de RENABAP nous avons pu avoir accès au nombre exact de *villas* qui était de 53 dans CABA en 2017, au sein desquelles vivaient 79.885 familles. Ce recensement est important car il quantifie pour la première fois le phénomène urbain en Argentine, cependant les critères établis ne permettent pas une analyse fine. De fait, l'étude en question parle de « quartiers informels » définis en termes de manques, notamment ceux concernant les titres de propriétés, les services de base, mettant un point également sur la densité de population vivant sous le même toit. Ainsi, RENABAP recense : « Les quartiers où vivent au moins huit familles groupées ou contiguës et où plus de la moitié de la population n'a pas de titre de propriété ni n'a accès à au moins deux des services de base : eau courante, électricité ou égouts »²¹. Remarquons qu'il n'y a aucun critère quant à la forme de l'urbanisation ne permettant donc pas d'établir une différence entre *villas* et *asentamientos*. Cependant ce registre a permis à plusieurs ONG de publier des données plus détaillées sur la base de ces résultats. C'est ainsi que l'ONG Techo²² a pu élaborer une carte interactive²³ permettant de situer les *villas* dans le pays mais aussi par province ou ville. Cette carte permet d'approfondir les résultats du recensement de RENABAP en différenciant les *villas* des *asentamientos*.

²¹ Voir Relevamiento Nacional de Barrios Populares, Informe General Periodo 08/2016 a 12/2017, p.2

²² Techo est une ONG présente dans 19 pays latino-américains qui entend participer à l'amélioration des conditions de vie des personnes vivant dans des situations précaires dont font partie les habitants des *villas* ou *asentamientos* par exemple.

²³ Disponible sur leur site web, URL : <<http://relevamiento.techo.org.ar/>>

Figure 2 – Répartition des villas entre la capitale et le conurbano de Buenos Aires



Ainsi, grâce à ces différentes figures nous avons pu saisir le phénomène d'urbanisation informelle à différentes échelles mais aussi sa dimension géographique à Buenos Aires. Comme nous avons pu le voir, ce type d'urbanisation se concentre majoritairement dans le *conurbano*, province de Buenos Aires. Cependant, notre travail d'enquête concerne la ville de Buenos Aires car c'est au sein de cette dernière que sont mises actuellement en place les politiques de transformation des *villas* auxquelles nous consacrons cette étude. De ce fait, il nous paraît important à présent de situer les *villas* à l'échelle locale, c'est-à-dire à CABA. Ces dernières pour la plupart sont assez anciennes et se sont plus ou moins consolidées en fonction de la situation économique du pays mais aussi des politiques qui leurs ont été destinées. Afin de comprendre cela il est nécessaire de revenir sur l'histoire de ces zones.

1.3 – Apparition et développement des villas, une histoire complexe

Afin de retracer brièvement l’histoire des *villas*, plus particulièrement de celles de la ville Buenos Aires, nous nous baserons sur notre enquête de terrain. Plus précisément nous nous servirons d’une présentation faite sur ce sujet lors d’un cours du séminaire de droit dirigé aux référents des urbanisations informelles de la ville. Cet exposé²⁴ a été fait par Valeria Snitcofsky, historienne spécialiste de ces zones.

Les *villas* apparaissent dès les années 1930 peuplées pour la plupart d’ouvriers ayant fui les campagnes allant chercher un emploi dans les industries en ville. Cependant, le taux de croissance de la population urbaine dépasse très vite celui des ouvriers, provoquant ainsi une masse d’individus en dehors du système productif. Cela a donc rapidement débouché sur l’apparition de formes précaires d’habitats. Au milieu du XX^{ème} siècle les *villas* prennent donc de l’importance et commencent à s’organiser localement. A partir de ces années, ce ne sont plus seulement des migrants internes mais aussi provenant des pays limitrophes qui rejoignent Buenos Aires et ses *villas* dans l’espoir de trouver une situation professionnelle et économique meilleure. Très vite l’existence de ces urbanisations informelles va être en péril avec l’arrivée des différentes dictatures militaires dans le pays qui ont été particulièrement dures et répressives envers ces zones à travers diverses interventions d’éradication.

En effet, entre la première dictature en 1968 et jusqu’à la dernière en 1983 les *villas* vont connaître un important mouvement d’expulsions et de destructions, les militaires ayant établi plusieurs « Plan d’Éradication ». Dans un premier temps il était question de déplacer les habitants vers des NHT (Núcleos Habitacionales Transitorios ou en français Groupe de Logement Transitoires) construits par l’Etat spécialement dans le but d’accueillir ces populations. Les militaires considéraient que les habitants des *villas* n’étaient pas adaptés à la vie urbaine. Les NHT représentaient donc un logement de transition d’un an en principe pour que les personnes « apprennent à vivre en ville ». Ce plan prévoyait de déloger les habitants des *villas* de la capitale et du grand Buenos Aires dans un premier temps, puis de l’étendre ensuite au reste du pays. Cependant, très rapidement les NHT, faute d’accompagnement, se sont dégradés et transformés en de nouvelles *villas*. Selon l’historienne « L’Etat dans beaucoup de cas à empiré les choses »²⁵. Si cette période représente un moment sombre de l’histoire des

²⁴ Le samedi 3 août 2019 à la Faculté de Droit de Buenos Aires de 8h à 12h.

²⁵ Phrase dite par l’historienne Valeria Snitcofsky lors de son exposé le 3 août 2019

villas, rien n'est comparable à celui connu quelques années plus tard lors de la dernière dictature argentine.

A partir de 1977 les militaires établissent une ordonnance (ordonnance n°33.652) visant l'éradication complète des *villas* de la ville, cette fois-ci sans relogement. Un mouvement massif de déportation des habitants est alors entrepris. Ces derniers sont mis dans des trains et dirigés vers leurs provinces, pays d'origine ou dans certains cas vers la périphérie de la ville. Les *villas* sont complètement détruites. Cependant ces processus sont très contestés et des heurts éclatent entre militaires et habitants avec une importante répression et des morts. L'idée soutenue à ce moment-là par les militaires est celle de façonner une ville débarrassée des classes populaires. D'ailleurs cela est assumé par les dirigeants à l'image de la déclaration du Dr Guillermo Cioppo, alors directeur de l'IVC, en 1980 :

« Vivre à Buenos Aire ce n'est pas pour n'importe qui, c'est pour celui qui le mérite, pour celui qui accepte les règles d'une vie communautaire, agréable et efficiente. Nous devons faire une meilleure ville pour de meilleures personnes »²⁶

Il est estimé qu'entre 1976 et 1983 plus de 60 000 personnes ont été déplacées, représentant 82% de la population des *villas* de la ville. Ces dernières se sont alors vidées et beaucoup ont disparu, en témoigne le nombre de personnes vivant dans ces zones à ce moment-là (voir Figure 3 ci-dessous).

A la fin du cycle des dictatures et avec l'avènement de la démocratie dans les années 1990 les *villas* commencent à se repeupler et aujourd'hui le nombre de personnes y vivant a fortement augmenté. A partir du début des années 2000 il n'est alors plus question d'éradication mais un nouveau paradigme apparaît, celui de *radicación*, ou régularisation de l'habitat informel. Cependant ce nouveau paradigme, loin d'avoir fait ses preuves est encore aujourd'hui en débat : les formes précaires d'habitat persistent.

²⁶*Competencia*, Marzo de 1980. Citation empruntée au Powerpoint « Historia Villa » élaboré par Valeria Snitcofsky à l'occasion de sa présentation le 8 août 2019 et envoyé aux différents participants du Séminaire une semaine avant via Google Drive.

Figure 3 - Nombres de personnes vivant dans les villas dans la ville de Buenos Aires en millions

Années	Population
1960	34.430
1962	42.462
1966	93.554
1970	101.000
1976	213.823
1978	103.939
1979	41.234
1983	12.593
1991	52.000
2001	107.805
2006	129.029
2017	250.000

Source : Elaboré par l'étudiante sur base du powerpoint présenté lors de la quatrième classe du Séminaire de Droit destinés aux référents des quartiers populaires le 03/08/2019 élaboré par l'historienne Valeria Snitcofsky

Chapitre 2 - L'intégration : nouveau paradigme

2.1 – Le renouveau des politiques envers les villas

Au tournant des années 2000 une nouvelle étape dans les politiques destinées aux urbanisations informelles apparaît, celle de la *radicación*. Ce terme est utilisé principalement en opposition à l'éradication. En effet, si l'éradication suppose l'expulsion des habitants de leurs lieux de vies, la *radicación* considère que la solution n'est pas « d'envoyer ailleurs » mais « d'améliorer sur place ». Ce nouveau paradigme suppose l'amélioration de l'habitat, l'accès à la propriété des logements et une participation des populations cibles dans les décisions prises. C'est ce principe qui va être à la base des nouvelles politiques urbaines menées dans la ville à cette période. Principe qui va d'ailleurs avoir une assise juridique puisqu'il se fonde sur l'article 31 de la Constitution de la ville de Buenos Aires qui établit que :

« ARTÍCULO 31.- La ville reconnaît le droit à un logement digne et à un habitat adéquat. Pour cela : 1- elle [la ville] résout progressivement le déficit de logements, d'infrastructures et services, donnant priorité aux personnes des secteurs de la pauvreté extrême et ayant des nécessités spécifiques et/ou peu de moyens. 2- Favorise l'incorporation des immeubles inhabités, promeut les plans d'autogestion, l'intégration urbaine et social des populations marginalisées, la récupération des logement précaires et la régularisation domaniale et cadastral, avec des critères de *radicación* définitive. 3- Régule les établissements de logement temporaire, prenant soin d'exclure ceux qui prennent des locations »²⁷

Cependant si la *radicación* voit le jour en 2000 c'est avant tout et dans un premier temps dans les discours portés par un secteur progressiste de la société argentine autour d'ONG, d'universitaires ou d'habitants des *villas*. Loin d'être consensuel, ce nouveau paradigme va être à l'origine de nombreuses discordes entraînant des conflits entre habitants et municipalité dont nous parlerons dans la présentation de nos études de cas. Barbara Morovich ainsi que Javier Fernandez Castro dans leur article « Mémoire et mobilisation un projet d'urbanisation de la *Villa 31* à Buenos Aires »²⁸ qualifient d'ailleurs cette période de paradoxale car, en même temps que les discours sur la *radicación* se développent, des pratiques menées par la municipalité de Buenos Aires contraire à ce principe surgissent et « les politiques d'expulsion sont donc à nouveau l'un des aspects de ce processus de renouvellement urbain »²⁹.

Finalement, c'est en 2015 que le paradigme de *radicación* est définitivement adopté par les élus politiques locaux. Cela est dû à des changements de gouvernement. A cette date on assiste à l'ascension au deux niveaux de gouvernements, national et de CABA, du même parti politique PRO (Propuesta Republicana) alors bien décidé à donner un nouveau visage à la ville. Mauricio Macri, devient président de la nation après avoir occupé le poste de maire de CABA lors de deux mandats (de 2007 à 2011) et Horacio Rodríguez Larreta prend la tête de la ville³⁰. Ce nouveau visage passe notamment par le début et/ou l'accélération de grands projets urbains dont l'intégration des *villas* fait partie.

²⁷ Constitution de la ville de Buenos Aires, disponible : URL
<https://www.buenosaires.gob.ar/areas/leg_tecnica/sin/normapop09.php?id=26766&qu=c>

²⁸ Barbara Morovich, Javier Fernandez Castro, *op.cit*

²⁹ *Idem*, p. 79

³⁰ Horacio Rodríguez Larreta est élu à un premier mandat à la tête de la ville de Buenos Aires en 2015 et récemment il a été relui pour un second mandat qui prend fonction le 9 décembre 2019

A partir de 2016 la municipalité commence à mener concrètement des interventions dans un premier temps dans quatre *villas* de la ville dont font partie la *villa* 31-31bis et Rodrigo Bueno, qui nous intéressent. Cela se fait via la sanction de lois dite d'intégration socio-urbaine. Chaque *villa* concernée par l'intervention municipale dispose d'une loi établissant sa transformation. Concernant la *villa* 31-31bis la loi est la 3.3343/2009³¹ et pour la *villa* Rodrigo Bueno c'est la loi 5.798/2017³².

Afin de mener à bien ces différentes transformations, la municipalité fait usage de différentes sources de financement. Une partie provient de l'Etat national qui finance notamment grâce à la vente de terres ou d'immeubles dont il est propriétaire, souvent situés proche des *villas*³³. Mais plus encore, ces projets sont financés par un emprunt externe fait auprès du FMI, de la BID et de la BM ou d'autres acteurs tels que le Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento et la Corporación Andina.

Cependant, si 2016 apparaît comme la date du début des actions menées dans les *villas*, cela ne s'est pas fait du jour au lendemain mais correspond plutôt à un long processus vacillant entre conflit et coopération qu'il nous semble nécessaire de souligner. Pour cela il est important de présenter nos deux études de cas que sont la *villa* 31-31bis et la *villa* Rodrigo Bueno, dans une perspective permettant de mettre en avant leurs similitudes dans les processus qui les ont amenées aujourd'hui à devenir les cibles des politiques d'intégration. En effet, bien que très différentes, notamment de par leur importance en termes de grandeur mais aussi de densité de population, leurs histoires se retrouvent sur de nombreux points, notamment celui d'avoir une position centrale dans la ville de Buenos Aires.

2.2 – La villa 31-31bis

La *villa* 31-31bis est créée dans les années 1930/1940 principalement par des populations ayant quitté les campagnes cherchant du travail dans les industries à Buenos Aires. Tout au long de son existence cette *villa* va être la cible d'élus politiques voulant à plusieurs reprises sa disparition. De fait, lors de la dernière dictature militaire dans le pays la *villa* 31-31bis a été

³¹ Disponible : URL <<http://www2.cedom.gob.ar/es/legislacion/normas/leyes/ley3343.html>>

³² Disponible : URL <<http://www2.cedom.gob.ar/es/legislacion/normas/leyes/ley5798.html>>

³³ Par exemple la vente de l'immeuble de Tiro Federal Argentino pour financer les œuvres de la *villa* 31-31bis, la vente des terres du Parc de la Ciudad, à côté de la Villa Olímpica pour les œuvres de la *villa* 20, la vente de terres ferroviaires à côté du Playón de Chacarita pour financer son intégration et la vente des terrains de Casa Amarilla au Club Deportivo Boca Juniors pour faire les œuvres à Rodrigo Bueno.

détruite et ses habitants ont été éradiqués à l'exception d'un petit nombre de familles résistantes restaient sur place. Ce sont ces dernières qui, au retour de la démocratie, ont repeuplé la zone. C'est donc une des rares *villa* à avoir connu des processus d'éradication et pourtant existant toujours aujourd'hui. Plus tard dans les années 1990 un secteur de la *villa* fut également déplacé et plus récemment en 2007 l'ancien maire de la ville de Buenos Aires, Mauricio Macri, a affiché clairement son désir d'éradiquer la zone. Si la *villa* 31-31bis est particulièrement sujette à ces politiques c'est principalement du fait de sa position géographique.

En effet, la *villa* 31-31bis dont le dernier recensement en 2015 donnait à voir son importance en établissant un total de 43.190 habitants, 8.502 logements et 13.015 familles est localisée sur des terres centrales de CABA.

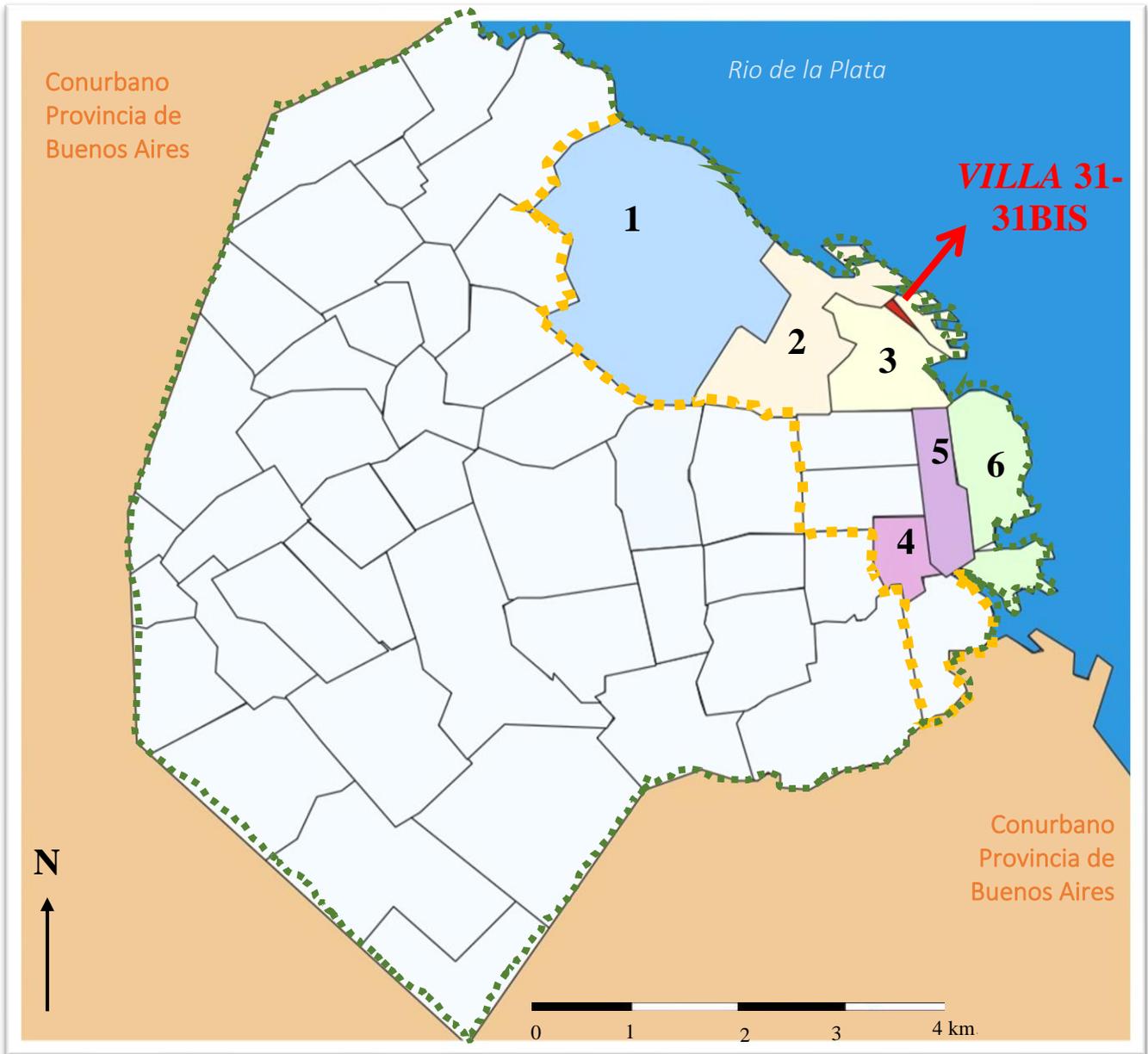
Afin de présenter les zones géographiques de nos deux cas d'études nous nous serviront de deux guides touristiques que sont le Guide du Routard et le Lonely Planet. Il nous semble pertinent de faire usage de ces ouvrages afin de pouvoir illustrer et représenter l'entourage géographique des *villas* qui nous intéressent. Si nous avons notre regard sur les quartiers qui les entourent, un regard est subjectif. L'usage des guides touristiques nous permet donc d'accéder à une vision plus objective, bien que s'adressant spécifiquement à un public étranger et touriste elle donne à voir une représentation de la ville accès sur « le beau ». Et c'est justement cette représentation qui nous intéresse car elle permet de saisir la position privilégiée de nos deux études de cas.

Ainsi, la *villa* 31-31bis, situé face au Rio de la Plata, entourée au nord par le quartier touristique de Palermo, comprenant de nombreux hôtels, auberges de jeunesse, parcs, bars et boutiques de mode, il représente les quartiers dynamiques de la ville avec de nombreux étrangers qui y vivent et une classe moyenne et aisée d'argentins.

Guide du routard : « Palermo est l'un des quartiers les plus résidentiels de Buenos Aires, doté d'un immense parc, de lacs, de magnifiques jardins fleuris, de larges avenues, avec beaucoup de lumière. On comprend pourquoi la grande majorité des ambassadeurs y ont établi leur résidence, dans de somptueux pavillons »

Lonely Planet : « Le sous-quartier de Palermo Viejo (divisé en Soho et Hollywood) abrite d'innombrables restaurants, bars, discothèques et boutiques, ainsi que le plus vaste choix de boutique-hôtels de la ville »

Figure 4 - La villa 31-31bis et ses alentours
Carte de la ville de Buenos Aires divisée par quartiers



Les quartiers centraux de la ville de Buenos Aires :

- | | | | |
|---|------------------------|---|------------------------------------|
|  | 1 – Palermo | | |
|  | 2 – Recoleta | | |
|  | 3 – Retiro | | |
|  | 4 – San Telmo |  | Limite de la ville de Buenos Aires |
|  | 5 – Puerto Madero |  | Centre-ville |
|  | 6 – Réserve écologique | | |

En face, le quartier de Recoleta, l'un des plus chic de la ville abrite musées, parcs, centres culturels et une population aisée. En flânant dans ce quartier nous pourrions facilement se croire à Paris.

Guide du routard : « Recoleta est le quartier à la fois chic et branché de Buenos Aires. On trouve quelques bars très B.C.B.G. mais pas dans le mauvais sens du terme (au contraire) et des restos chic et choc très *fashion* sur la rue Ortiz, entre Quintana et Vicente Lopez. C'est aussi un lieu d'intense activité culturelle et artistique, avec le très actif centre culturel Recoleta et le musée national des Beaux-Arts »

Lonely Planet : « Les habitants les plus fortunés de Buenos Aires vivent à Recoleta, le quartier le plus cossu de la capitale [...] Ici, les demeures sont luxueuses, les cafés élégants et les magasins, haut de gamme. Recoleta regorge de parcs, de monuments et de musées (l'architecture française domine) »

Au sud, nous retrouvons le *Microcentro* avec la place San Martin et la Casa Rosada deux emblèmes de la ville ainsi que le port maritime où de nombreux touristes embarquent pour l'Uruguay. C'est aussi à cet endroit-là, un peu plus au sud, que le quartier de Puerto Madero est localisé, le quartier d'affaires de la ville aux nombreux hôtels et restaurant de luxes. La *villa* est également située derrière Retiro, la principale station de trains et de bus de la ville d'où partent et arrivent les bus de tout le pays. Nous comprenons alors que la position centrale de cette zone en face une cible de premier choix pour de grands projets urbains.

C'est en 2002 qu'un premier projet d'intégration apparaît concernant la zone, celui-ci est mené par deux architectes enseignants Javier Fernández Castro et Jorge Mario Jáuregui dans le cadre d'un projet académique en partenariat entre la FADU, la faculté d'architecture, de dessin et urbanisme de Buenos Aires et la Pontificia Universidade Catolica de Río de Janeiro. Ce projet entend, selon Barbara Morovich et Javier Fernandez Castro questionner « les articulations entre la ville formelle et la ville informelle »³⁴. Etant pensé en étroite relation avec les habitants de la zone, il prévoit la transformation de la *villa* mais à partir de sa structure et *in situ*. Jusqu'en 2006, habitants, ONG et universitaires s'organisent pour inscrire le projet à l'agenda de la municipalité. Cela passe notamment par des manifestations, coupures d'autoroutes, tables rondes et autres rassemblements. Cependant, à ce moment-là cela ne convient pas à Mauricio Macri alors en campagne pour la municipalité de la ville. Ce dernier entend résoudre le cas de

³⁴ Barbara Morovich et Javier Fernandez Castro, *op.cit.*, p.81

la *villa* 31-31bis via le vieux paradigme de l'éradication. Il affirme lors d'un entretien pendant l'émission télévisée *Almorzando con Mirtha Legrand* retransmis par la chaîne télévisée privée Canal Trece aux mains du groupe Clarin :

« On doit petit à petit la relocaliser [la *villa* 31-31bis] car c'est une des rares *villa* qui n'arrive pas à s'urbaniser, parce qu'elle n'arrive pas à s'adapter au développement du port et au développement du reste de la zone immobilière »³⁵

Il réitérera ce discours quelques jours avant son élection en tant que maire de CABA, lors d'un entretien au journal *La Nación*, affirmant : « La 31 [la *villa*] il faut l'éradiquer car c'est une zone vitale pour résoudre les problèmes logistiques du port »³⁶. Or, les terres sur lesquelles se situe la *villa* appartiennent à cette période à l'AABE (Agencia de administración de bienes del estado ou l'Agence d'administration des biens de l'Etat) qui dépend de l'Etat national aux mains du parti kirchnériste alors dans l'opposition à Mauricio Macri. L'AABE se range du côté des habitants élaborant un nouveau projet de transformation de la zone en collaboration avec des universitaires. Ce projet est présenté auprès de la Législature *porteña* en 2008 au moment où le gouvernement de Mauricio Macri, face à la contestation sociale de la part des habitants des *villas* mais aussi face à l'impossibilité de faire profit de ces terres, change de discours et approuve le projet en 2009. C'est donc à ce moment-là qu'apparaît la loi 3.3343 établissant la création de la *Mesa de Gestion y Planeamiento multidisciplinario y participativo* dont la mission est de définir un plan de transformation pour la zone qui est présenté auprès de la municipalité en 2011. Mais cette date marque aussi un abandon progressif du projet par les élus politiques qui se détache petit à petit de cette question ayant résolu le problème des contestations.

C'est seulement en 2013, après deux ans de silence, que les débats concernant cette zone reprennent. Cette fois-ci à l'initiative de la municipalité qui présente un projet demandant à l'Etat national la cession des terrains sur lesquels se trouve la *villa* et affirmant que c'est la condition pour pouvoir octroyer des titres de propriétés aux habitants. D'ailleurs le recours à cette justification va être à la base du discours porté par les élus locaux jusqu'en 2015. Ces derniers affirment que si le projet de transformation n'est pas mis en place effectivement c'est parce que n'étant pas propriétaire des terres ils ne pourront pas octroyer de droits de propriété

³⁵ Extrait d'un entretien du maire de la ville sur Canal Trece. Disponible : URL <https://www.youtube.com/watch?v=PK_c8ypXmSM>

³⁶ Entretien de Mauricio Macri dans le journal *La Nación*, « No voy a permitir que haya cortes de calles », 23 juin 2017. Disponible : URL <<https://www.lanacion.com.ar/politica/no-voy-a-permitir-que-haya-cortes-de-calles-nid919873>>

aux habitants de la zone. Discours relayé dans les médias, en témoigne l'intervention de Horacio Rodríguez Larreta, le 11 août 2016 sur la chaîne télévisée privée Telefe :

« Depuis le premier jour qu'a assumé ce gouvernement on travaille sur l'intégration, c'est très important car avant ça on ne pouvait rien faire, maintenant on travaille ensemble avec le gouvernement national parce que c'est des terres nationales, avant on ne pouvait rien faire mais à peine le nouveau président Macri a pris ses fonctions il nous a signé un *comodato*, c'est-à-dire un permis transitoire pour commencer à travailler »³⁷

C'est finalement en 2015 avec les changements de gouvernements que s'est concrétisée la possibilité d'exécuter ce (vieux) projet de rénovation de la zone dont l'intégration de la *villa* fait partie aux côtés d'autres mégaprojets.

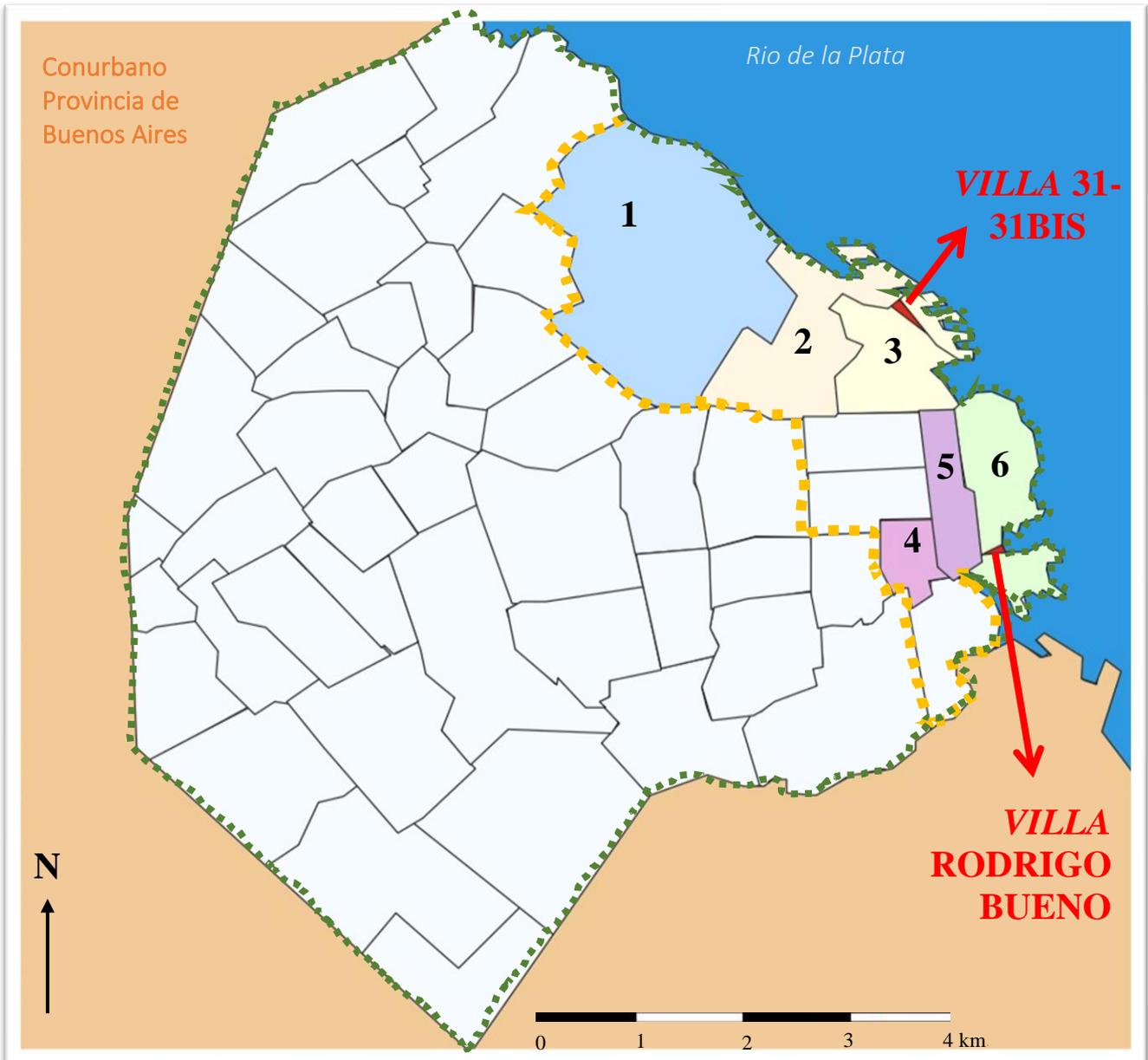
Actuellement la *villa* 31-31bis est donc en processus de transformation. Si nous pouvons nous poser des questions quant à ce qui adviendra réellement de cette zone car les œuvres sont en cours, nous pouvons cependant nous en faire une idée basée sur le cas de la *villa* Rodrigo Bueno. En effet, les habitants de la *villa* 31-31bis ont, pas très loin de chez eux, l'exemple d'une autre urbanisation informelle bien plus avancée dans son processus d'intégration et comparable géographiquement à la leur.

2.3 – La villa Rodrigo Bueno

La *villa* Rodrigo Bueno et la *villa* 31-31bis disposent toutes deux d'un caractère central par rapport à la ville de Buenos Aires. La *villa* Rodrigo Bueno est bien moins importante que la 31-31bis puisqu'elle se concentre autour de deux rues et quatre pâtés de maison où vivent selon l'IVC en 2017 2.665 habitants distribués en 996 familles. Cependant malgré son caractère moindre en comparaison à d'autres *villas*, sa transformation est depuis plusieurs années inscrite dans l'agenda exécutif de la municipalité car tout comme la *villa* 31-31bis, elle est située sur des terres très convoitées et centrales de la ville.

³⁷ Extrait de l'entretien du maire de la ville pour la chaîne télévisée Telefe. Disponible : URL <<https://www.youtube.com/watch?v=ykRwHZtOWZY>>

Figure 5 - La villa Rodrigo Bueno et ses alentours
Carte de la ville de Buenos Aires divisée par quartiers



Les quartiers centraux de la ville de Buenos Aires :

- | | | |
|---|------------------------|--|
|  | 1 – Palermo | |
|  | 2 – Recoleta | |
|  | 3 – Retiro | |
|  | 4 – San Telmo |  |
|  | 5 – Puerto Madero | Limite de la ville de Buenos Aire |
|  | 6 – Réserve écologique |  |
| | | Centre-ville |

La *villa* Rodrigo Bueno est en effet située face au quartier de San Telmo, quartier bohème, d'artistes qui rassemble hôtels et lieux touristique.

Guide du routard : « San Telmo s'étend au sud de la plaza de Mayo. C'était un quartier résidentiel chic jusqu'à la fin du XIXe siècle. Le quartier est ensuite devenu bohème et dans ses bars est né le tango. Ici, des grandes maisons de style colonial, témoins de l'âge d'or de Buenos Aires, même si elles sont aujourd'hui délabrées. Beaucoup d'auberges de jeunesse et d'hôtels bon marché. La boboïsation est en route... avec la présence d'artistes, d'intellectuels suivis d'antiquaires et de brocanteurs »

Lonely Planet : « San Telmo est l'un des plus charmants quartiers de Buenos Aires, avec ses ruelles pavées et ses maisons à l'architecture coloniale »

Mais surtout, elle est localisée au sud de Puerto Madero, quartier d'affaires et résidentiel où le mètre carré est le plus cher du pays.

Guide du routard : « Un quartier aujourd'hui prisé, avec des lofts, de nombreuses entreprises, des bars et des restaurants. La promenade le long des bassins de Puerto Madero est le lieu par excellence pour se montrer

Lonely Planet : « Puerto Madero, le plus récent des 48 barrios (quartiers) de Buenos Aires, abrite d'imposants gratte-ciel et des entrepôts en brique reconvertis en lofts somptueux, en hôtels de luxe ou en restaurants gastronomiques. Prenez le temps de vous balader dans les allées pavées du front de mer et de vous détendre dans les vastes espaces verts »

Elle est également située à l'entrée de la réserve écologique. Cette dernière représente un des plus importants lieux écologiques de la ville. Elle est déclarée parc naturel et zone protégée et a été concernée, ces dernières années, par de nombreux aménagements. Aujourd'hui, elle représente le lieu de promenade d'une grande partie des *porteños* et touristes venant le weekend y faire des pique-niques, promenades ou simplement profiter des différents points de vue qu'elle offre ce lieu.

Cette *villa* apparaît dans les années 1980 et contrairement à la *villa* 31-31bis elle n'a pas connu de processus d'éradication violent pendant les dictatures militaires. Cependant tout comme sa voisine elle connaît actuellement un processus de transformation lié à de grands projets urbains menés dans la zone.

Dans un premier temps ces projets concernent particulièrement le développement du quartier de Puerto Madero. L'édification de ce nouveau quartier se met concrètement en marche dès les années 1990 avec la création de la *Corporacion Antiquo Puerto Madero* créée par le Ministère des œuvres et services publics ainsi que le Ministère de l'intérieur du gouvernement national et la Municipalité de Buenos Aires. Elle a comme objectif principal de transformer l'ancienne zone portuaire en un nouveau quartier de la ville à travers un partenariat public-privé. A l'image du quartier des Docklands à Londres, les anciens docks du port de Buenos Aires sont alors transformés en d'immeubles modernes pour accueillir des bureaux, hôtels internationaux, restaurants gastronomiques, commerces de marque et résidences huppées.

Dans cette même idée de modernisation de la zone en 1964 l'Etat national cède au club de football Boca Juniors, à travers la loi n°16.575, 40 hectares situé aux abords de la réserve écologique qui borde Puerto Madero, marquant la division entre le Rio de la Plata et le quartier. L'Etat établit la condition que ces terrains soient mis à profit pour la construction d'un nouveau stade de football pour le club pouvant accueillir 140 mille personnes et des installations sportives et cela dans un délai de dix ans. Cependant les nombreuses crises économiques que connaît le pays ainsi que la situation économique du club ne lui permettent pas de concrétiser ce projet qui tombe alors rapidement à l'abandon. Cette situation entraîne ainsi la détérioration de la zone et en même temps la consolidation de la *villa*. Face à cela et dans le sillon du développement de Puerto Madero, le gouvernement national modifie en 1989 cette loi³⁸ donnant la possibilité d'usufruit de ces terrains à travers un usage balnéaire, nautique, touristique, hôtelier, commercial ou de logements, ouvrant ainsi la possibilité au club sportif de mettre ces terres sur le marché immobilier. C'est la société *Santa Maria del Plata* qui devient donc en 1992 le nouveau propriétaire des terrains. Société dont la majorité des actions sont à partir de 1997 aux mains du groupe IRSA³⁹, devenant alors propriétaire des terres. En 2000 cette entreprise présente le projet de résidence Solares de Santa Maria prévoyant la création d'une rue principale, la construction de logements de hautes gammes en seize tours de 53 étages et des complexes résidentiels allant jusqu'à six étages, un miroir d'eau et pontons pour bateaux, bureaux, commerces, hôtels, club sportifs et nautiques, espace de services avec des écoles, supermarché et zone de parking sur ces mêmes terres. Ce projet doit être analysé par des

³⁸ Loi n°23.738, disponible : URL <<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/0-4999/139/norma.htm>>

³⁹ IRSA est une des plus importantes entreprises argentine, propriétaire de la plupart des centres commerciaux dans le pays mais aussi d'autres immeubles et commerces. Son propriétaire Eduardo Elzstain devient ainsi un des cinq plus importants entrepreneurs du pays.

urbanistes de la municipalité et ensuite obligatoirement passer par un vote à la Législature porteña⁴⁰.

Cependant en 2005, pendant le processus d'analyse du projet, un conflit éclate quand le maire annonce le délogement des habitants de la *villa* déclarant ces terres comme zone d'espace public devant être incorporées à la réserve écologique. Un décret⁴¹ stipule donc la récupération de ces terres et le 22 septembre 2005 une vingtaine de maisons de la *villa* sont détruites. Les habitants reçoivent une compensation financière pour quitter la zone. Mais très rapidement certains s'organisent en mouvement de résistance et font appel à la justice afin de contester cette politique, mettant alors fin au processus de délogement. En 2011 la justice donne raison aux habitants ordonnant à la municipalité de mettre en marche la transformation et intégration de la zone. Cette dernière reste réfractaire mais se trouve dans l'obligation d'accepter. Entre temps l'entreprise IRSA présente plusieurs fois le projet *Solares de Santa Maria* et, bien que le maire de l'époque Mauricio Macri et son parti politique soutiennent le projet, il est rejeté par la Législature. Certains députés s'y opposent craignant que cela n'affecte la réserve écologique, que ce soit néfaste pour les habitants de Rodrigo Bueno et enfin que ce projet serve en réalité seulement une petite partie de la population porteña ayant les moyens d'accéder à ces types de résidences haut de gamme. Le projet d'IRSA est donc central afin de comprendre le contexte dans lequel émerge la politique d'intégration concernant la *villa* Rodrigo Bueno.

Ainsi, cette première partie a permis de comprendre ce que représentent les urbanisations informelles en les replaçant dans le contexte argentin, particulièrement celui de Buenos Aires. Nous avons également pu comprendre, en présentant l'histoire des *villas*, qu'elles ont été de tout temps, perçues par les pouvoirs publics comme un problème urbain. Les solutions apportées ont vacillé selon les périodes entre éradication et *radicacion*. Actuellement le paradigme de *radicacion* s'est transformé en ce que la municipalité a appelé les processus d'intégration socio-urbaine des *villas*. Processus qui s'insère dans un mouvement de développement de grands projets urbains à proximité de nos deux études de cas. En effet, nous avons pu montrer, à travers la présentation de la *villa* 31-31bis et la *villa* Rodrigo Bueno que, bien qu'elles soient différentes dans leur dimension elles sont semblables par leur situation

⁴⁰ Le projet Solares de Santa Maria suppose une *rezonificacion* de la zone. La *rezonificacion* consiste à modifier les termes d'usages de la propriété, dans ce cas-là l'entreprise IRSA veut modifier l'usage qu'elle fera des terres. Cela doit obligatoirement passer par un vote à la Législature de la ville.

⁴¹ Le décret N.° 1247/05 crée le "Programa de Recuperación de Terrenos de la Reserva Ecológica Costanera Sur"

centrale dans la ville. Si cette centralité est selon nous la raison pour laquelle la municipalité mène les politiques d'intégration, il a fallu que les élus politiques justifient et légitiment leurs actions concrètes dans ces zones à travers une stratégie discursive qu'il nous importe de présenter dans notre seconde partie.

PARTIE 2 – Pratiques et discours autour des politiques d'intégration

Analyser une politique publique c'est s'interroger sur les acteurs qui la font. Sa conception, sa mise à l'agenda mais aussi sa mise en œuvre sont portées par des acteurs qui de manière différente, participent à son développement. Ce sont eux qui, par une série d'actions, rendent un projet réel. Mais une politique publique c'est toujours un choix, une décision, une préférence. C'est pour cela qu'il nous paraît essentiel de saisir qui sont ces acteurs et ce qu'ils font. Nous questionnerons donc le rôle de l'IVC et de la SISU principaux visages des politiques d'intégration. Cette seconde partie nous permettra d'appréhender la relation entre les acteurs, les actions et les territoires. Autrement dit, de quelle manière les exécuteurs des politiques d'intégration des *villas* mènent une série d'actions entendant transformer le territoire où ils travaillent. La question sous-jacente est celle de la cohérence entre ces acteurs, leurs actions et les territoires qu'ils entendent transformer.

La mise en œuvre d'une politique publique nécessite également un socle qui permette de la rendre légitime non seulement auprès de l'opinion publique mais plus encore auprès des populations qui en sont les cibles. Pour ce faire elle s'accompagne, bien souvent, d'une stratégie discursive visant à la faire accepter ou, plus encore, à la rendre inévitable aux yeux de la société et des populations concernées. Cette dimension discursive est importante à analyser dans nos cas d'étude car elle permet de rendre compte des pratiques menées par les élus politiques et fonctionnaires publics afin de rendre valables leurs actions auprès des *porteños* mais aussi car elle permet de questionner en général la relation entre la municipalité et les habitants des *villas*.

Chapitre 1 – La mise en œuvre des politiques de transformation des *villas*

1.1 – Les institutions impliquées : l'IVC et la SISU

La municipalité met en œuvre concrètement les politiques dans les *villas* à travers deux organismes, l'IVC et la SISU, qui apparaissent comme les visages de l'intégration. Ils

dépendent tous deux de la Jefatura de Gabinete de la ville de Buenos Aires⁴² mais vont chacun être à la charge de projet différent.

La Secretaria de Integración Socio-urbana (SISU) est créée en décembre 2015 par le décret n°363/15 lors de la nouvelle étape entamée par la municipalité concernant les *villas* de la ville. Cet organisme va être exclusivement chargé de mener à bien le projet de la zone de Retiro-Puerto, donc de la *villa* 31-31bis. Il est l'acteur devant formuler, coordonner et superviser la politique d'intégration menée dans la zone. La SISU est composée de hauts fonctionnaires, occupant des postes importants dans la hiérarchie de l'organisme. Ils sont en général proche des élus locaux et leurs fonctions sont directives, ayant donc peu ou pas de relation directe avec les habitants des *villas* au contraire d'une autre grande partie de l'organisme qui travaille directement sur le terrain. Ils sont d'horizon assez divers, aux profils plus techniques tels que des architectes, urbanistes ou ingénieurs en charge de penser les différentes œuvres. Il y a également une dimension plus sociale de l'organisme avec des travailleurs chargés principalement de la relation avec les habitants, de l'accompagnement des familles dans diverses situations, de la résolution de conflits ou de la recherche d'un consensus quant aux actions entreprises par l'organisme dans la zone. Le fait que la SISU ait été créée spécialement pour mener à bien le projet de la *villa* 31-31bis illustre l'importance et le souhait de la municipalité d'avancer rapidement sur ce projet.

L'IVC quant à lui, est en charge des autres projets d'intégration menés dans les *villas* de la ville, en dehors de celui de la *villa* 31-31bis. En 1967 est créée la *Comisión Municipal* de la Vivienda (CMV), organisme qui sera en charge des expulsions et démolitions des *villas* pendant les périodes de dictatures, ce sera également ce dernier qui mènera la politique de NHT. En 2003, elle devient un institut, l'IVC, d'après la loi n°1251 qui établit que ce nouvel organisme sera le principal responsable de la politique d'habitat de la municipalité de Buenos Aires. Il est donc pensé comme l'organisme chargé de mettre en œuvre l'article 31 de la Constitution de CABA établissant le droit à un logement décent, que nous avons présenté antérieurement. Actuellement l'IVC compte 1400 employés. Chaque projet d'intégration dispose d'un coordinateur supervisant les transformations dans chaque *villa* concernée. Il coordonne également un groupe de techniciens et travailleurs sociaux dont le nombre varie en fonction de l'importance des *villas*. A Rodrigo Bueno, il est question d'une trentaine de personne. L'IVC

⁴² Chef de Cabinet des ministres

est donc actuellement aux côtés de la SISU, l'acteur principal des transformations urbaines en cours dans les quartiers informels de la ville.

Ces deux organismes sont présents physiquement dans les zones qu'ils entendent transformer. Si à première vue cette présence semble cohérente avec l'esprit d'intégration des politiques, elle apparaît rapidement comme une frontière entre ceux qui vivent sur place et ceux qui viennent y travailler. La SISU est l'IVC disposent tous deux de locaux dans les *villas* dans lesquels ils travaillent, en tout cas à proximité. Les locaux de la SISU sont à l'entrée de la *villa* 31-31bis, de l'autre côté du trottoir, pourrait-on dire à la division entre la ville « traditionnelle » et la *villa* car il y a encore des trottoirs et routes larges. Ceux de Rodrigo Bueno sont également à l'entrée de la *villa*. L'aspect esthétique de ces locaux montre « l'adaptation » des organismes aux territoires. En effet, ces derniers sont caractérisés par des containers (voir les photos ci-dessous - Figure 6 et 7) dans lesquels bureaux, salles de cafés, accueil au public s'organisent. Dans le sens commun les containers sont le symbole des zones industrielles, des friches et des transports de marchandise. Ils représentent également les *villas*, car nombre d'entre elles se sont installées sur des zones qui étaient justement des friches industrielles, elles cohabitaient alors à côté des containers. L'idée des organismes est alors de faire sens dans cet environnement. Les containers apparaissent donc comme le moyen de masquer la frontière entre « eux » et « nous », autrement dit entre représentants de la municipalité, étrangers au quartier et habitants.

Figure 6 – Les containers de l'IVC



Local de l'IVC dans la *villa* Rodrigo Bueno, photo réalisée par Zoé Partouche

Figure 7 – Le container de la SISU



Local de la SISU dans la *villa* 31-31bis, photo réalisée par Zoé Partouche

Il n'est pas sûr que les containers suffisent. En effet, la première chose qui saute aux yeux en se rendant à la SISU c'est le nombre de policiers aux alentours. Depuis la sortie de l'arrêt de bus jusqu'aux locaux de nombreux policiers, largement armés, sont présents. A Rodrigo Bueno, les locaux sont juste à côté de ceux de la police. Il y a un certain sentiment d'insécurité présent dans les esprits de ces organismes. Cela apparaît clairement à plusieurs reprises lors de situations vécues avec des employés de l'IVC et de la SISU au sein de la *villa* 31-31bis mais aussi Rodrigo Bueno. La première a lieu lors d'un entretien avec N.J, chargé de la relation avec le public de la SISU le 15 juillet 2019. Afin d'en rendre compte plus clairement il nous paraît utile d'intégrer un passage de carnet de terrain relatant cette rencontre :

« J'arrive, c'est N.J qui m'attend sur le parvis des locaux l'air préoccupé. Il m'avait déjà envoyé plusieurs messages quand j'étais en route pour m'expliquer le chemin à emprunter pour venir et de lui envoyer un message en sortant du bus. Il a l'air heureux de me voir arriver et me demande si tout s'est bien passé en chemin. Il se présente : jeune diplômé de relations internationales, il travaille à la SISU depuis un an et dit qu'avant cela il faisait un travail « rien à voir » dans le secteur privé. Il me dit de laisser mon sac dans les locaux de la SISU pour aller faire une visite de la *villa*. Arrive alors un autre homme qui nous salue, très grand, ils ont l'air de bien se connaître N.J et lui. Ce monsieur lui demande notre itinéraire pour la visite, par où nous allons passer, ils s'accordent tout deux sur un itinéraire et nous partons tous les trois. Pendant toute la visite ce monsieur va nous suivre mais restant toujours quelques mètres derrière nous. Je pense que c'est un garde du corps ou un policier en civil. N.J me fait visiter plusieurs infrastructures, parfois nous rentrons dans des bâtiments mais l'autre homme reste toujours dehors à nous attendre. Sur le chemin il salue et parle avec beaucoup d'habitants de la *villa*, ayant l'air de bien les connaître. Au contraire N.J n'a pas l'air très à l'aise, il marche assez rapidement, regarde partout l'air préoccupé. Il doit certainement être un habitant employé par la SISU qui connaît du monde dans le quartier et qui sert de garde du corps. Je demande alors à N.J qui est cet homme, il me répond très vaguement « il nous accompagne quand on fait des visites » et entame un autre sujet. Il nous suivra jusqu'à la fin à notre retour à la SISU »

Ce passage illustre la dimension paradoxale de la présence de ces organismes sur les territoires. L'idée de devoir se « protéger » de la zone qui l'entoure marque déjà une première frontière symbolique entre habitants et fonctionnaires publics qui estiment devoir recourir à des moyens de protection (laisser son sac dans les locaux, marcher rapidement, faire appel à un garde du corps) face à un entourage qui serait dangereux. A Rodrigo Bueno, cela est également visible.

Lors d'un entretien avec une travailleuse sociale de l'IVC, nous pouvons nous rendre compte que dans les locaux de l'organisme, directement à l'entrée des bureaux, est présent un garde du corps, habillé en noir, avec une arme et qui à sa table juste en face de la porte d'entrée. Aussi, lors d'une visite de la *villa* destinée à présenter les transformations en cours à des habitants d'une autre *villa* (la 1.11.14)⁴³, nous étions un groupe de dix personnes, des policiers nous accostent directement à l'entrée en s'adressant à M.J et D.N, qui organisent la visite, en leurs demandant si nous faisons partie du gouvernement car si c'est le cas il faut qu'on soit obligatoirement accompagnés par la police, ils répondent que non, les policiers repartent.

Ainsi, l'analyse des relations entre l'IVC et la SISU et les territoires dans lesquels ils sont implantés laisse entrevoir un certain paradoxe. En effet, les principaux représentants d'une politique d'intégration dont les bases sont celle d'une inclusion des populations des *villas* au reste de la société reproduisent finalement l'écart qu'ils prétendent combler. Le principe de l'intégration est d'effacer la frontière entre les *villas* et le reste de la ville, cependant si les représentants chargés de mener ces politiques ne s'intègrent pas comment ces zones pourraient s'intégrer au reste de la société ? Agissant ainsi, ce que reproduisent les organismes c'est bien les stéréotypes visant les habitants des urbanisations informelles. Les *villas* et les *villeros* sont communément vus comme des zones et des personnes dangereuses. Nos observations sur ce processus sont confortées par le récit d'enquête de terrain de Barbara Morovich dans lequel elle rend compte de l'image de la *villa* 31-31bis qu'il leur a été transmise lors de leur visite de la zone. Elle indique :

« Lors de cette visite, la « réalité » du barrio nous a été transmise par des interlocuteurs de classe moyenne, des travailleurs sociaux et des enseignants. C'est l'image la plus dangereuse de la Villa 31 qui revient le plus souvent dans leurs discours, l'image la plus médiatisée : un coupe-gorge, un endroit à éviter [...] Comme nous l'avons constaté, le regard stigmatisant, combattu par des ONG est toujours majoritaire, il se fabrique dans les milieux sociaux favorisés, selon la reproduction d'une séparation historique entre « civilisation » et « barbarie ». Ainsi, la « 31 » reste, dans l'imaginaire collectif, une *villa* »⁴⁴

Selon elle cette distinction est constitutive de la ville de Buenos Aires qui s'est construite autour de l'opposition entre les classes supérieures et les groupes défavorisées dont font partie les

⁴³ L'idée de cette visite était que deux habitants de la *villa* présentent à un groupe d'habitants de la *villa* 1.11.14 les transformations en cours, car les habitants de la 1.11.14 vont connaître dans peu de temps un processus d'intégration, ils font donc le tour des différentes *villas* impactées par cette politique afin de recueillir des retours d'expériences.

⁴⁴ Barbara Morovich, Javier Fernandez Castro, *op.cit.*, p.83

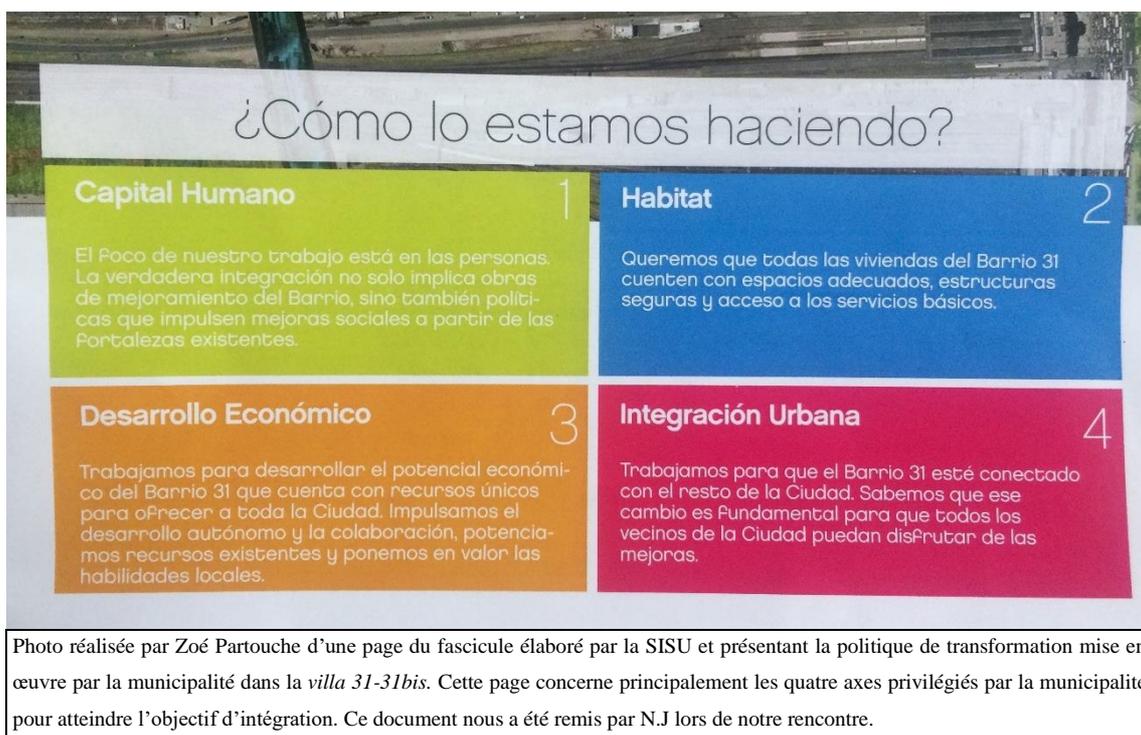
habitants des *villas*. L'IVC et la SISU contribuent donc, d'après nos observations, à la reproduction de cette distinction en apparaissant déconnectés des territoires, établissant une frontière claire entre l'organisme, ses employés et leurs entourages qu'ils entendent modifier.

1.2 – Les actions de transformation

Nous avons pu voir de quelle manière les politiques d'intégration des *villas* sont apparues, par qui elles sont menées, qui elles concernent mais nous n'avons pas encore présenté un point essentiel qui est celui de l'action concrète que ces dernières supposent. Le mot d'intégration parle de lui-même mais ces politiques engagent des actions transformatrices profondes qu'il est nécessaire d'évoquer.

La SISU et l'IVC ont une action comparable car chaque institution a établi trois ou quatre axes principaux et bien que nommés différemment, ils recoupent les mêmes domaines. Ces axes sont présentés pour la *villa 31-31bis* dans une brochure élaborée par la SISU qui nous a été fournie par N.J. En voici un extrait donnant à voir les quatre points d'actions établis par l'organisme : le capital humain, l'habitat, le développement économique et l'intégration urbaine.

Figure 8 – Les axes de transformations des *villas* établis par la SISU

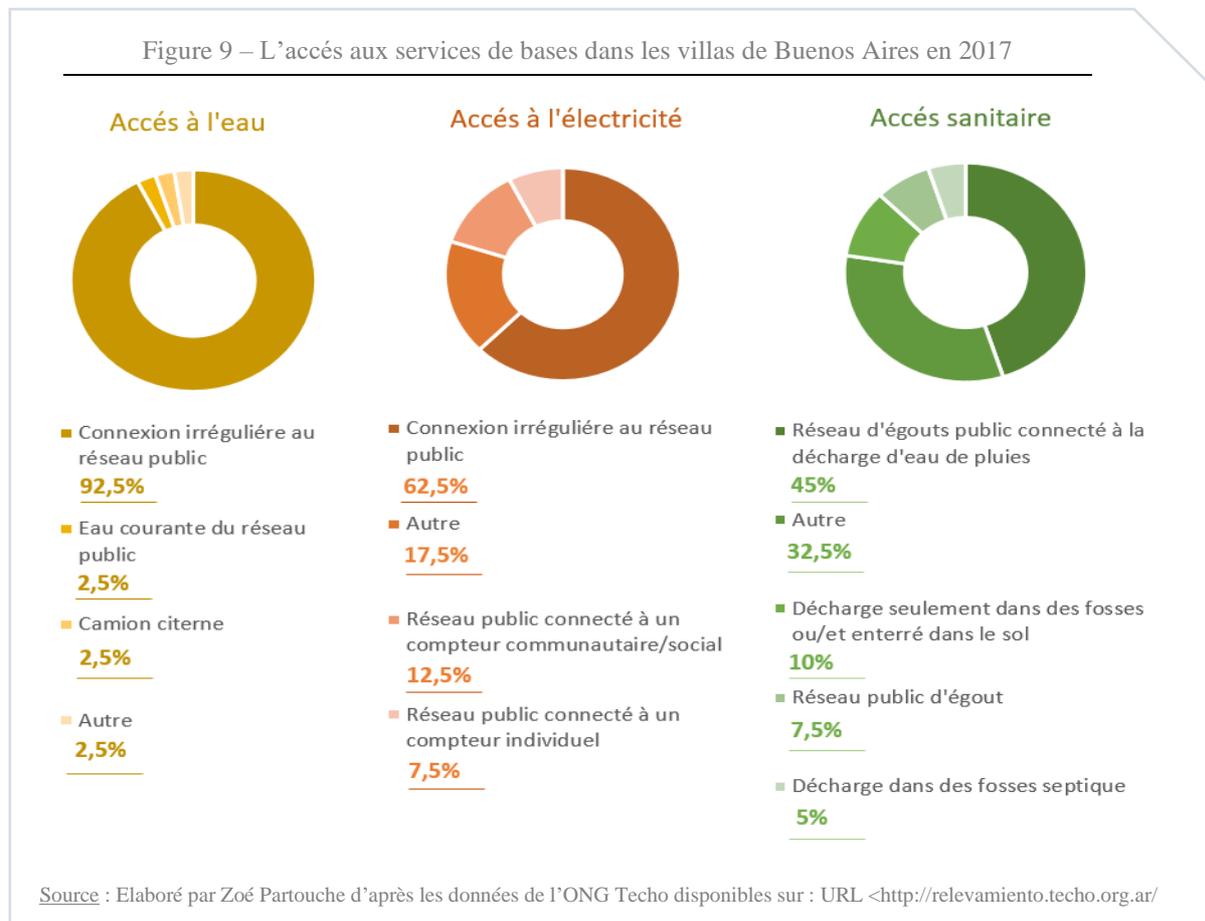


L'IVC a également un plan en plusieurs axes qui apparaissent comme des objectifs à long terme. Ces derniers sont présentés par T.U qui occupe un poste de direction au sein de l'IVC rencontré le 9 août à 16h dans un café de la zone nord de Buenos Aires. Les objectifs sont au nombre de trois : l'intégration urbaine, intégration de l'habitat et l'intégration socio-économique.

« T.U : Pour nous les processus [d'intégration] ont trois axes dans toutes les *villas*, l'intégration urbaine, certains disent que l'intégration urbaine et d'habitat vont ensemble mais nous on les divise car habitat c'est ce que fait historiquement l'IVC c'est-à-dire la construction de logements, logements neufs mais aussi l'amélioration du parc existant, il y a aussi la régularisation des titres de propriétés des familles. L'intégration urbaine fait référence à l'accessibilité, l'ouverture des rues, la connexion aux services publics, c'est le facteur le plus important de l'intégration urbaine. L'intégration socio-économique est aussi liée à la mise en place d'infrastructures parce qu'on construit des écoles, centres de santé, centres culturels, jardin d'enfants, ça c'est social et économique c'est tout ce qui a à voir avec le travail, avec le développement de l'entrepreneuriat avec une main d'œuvre locale par exemple avec qui on travaille, il y a aussi des cours de formation pour les différents secteurs professionnels, ça ce sont les trois axes »

Ainsi, les actions prévues par les deux organismes sont semblables et s'organisent autour de plusieurs points tels que l'ouverture et la création de pâtés de maison afin de les rendre moins denses. Comme l'explique S.C, travailleuse sociale de l'IVC, l'idée est de « reconfigurer les pâtés de maisons pour les rendre moins denses, il y a trop de monde, faire des poumons, des patios en détruisant des maisons ». Il y a aussi ce qui est appelé « l'ouverture des rues » qui consiste à la construction de routes ou l'élargissement de celles existantes afin de créer de grands axes de sorties connectant la « ville formelle » aux *villas*. Ces axes permettant également de laisser circuler véhicules et transports en commun. Actuellement peu de *villas* disposent de rues bétonnées, la plupart du temps il s'agit seulement de la rue principale, le reste étant de terres, cela est lourd de conséquences pour les zones lors d'épisode de pluies car les rues s'inondent rapidement. Il est également question de la création d'infrastructures collectives telles que des écoles, centres de santé et de centres d'accueil pour l'emploi mais aussi d'espaces verts, terrains de football ou marchés. Il s'agit enfin d'assurer la prestation de services, c'est-à-dire faire arriver l'eau, le gaz, l'électricité dans les zones et plus encore dans chaque maison. Car aujourd'hui la plupart des ménages, s'ils ont accès à ces services c'est de manière informelle, comme nous le voyons dans le cadre que nous avons élaboré ci-dessous (Figure 9)

donnant à voir l'accès aux différents services dans les *villas* de la ville de Buenos Aires. Il se base sur les données de l'ONG Techo.



Si les compagnies chargées du service d'eau et d'électricité pouvoient la ville, leurs services s'arrêtent aux périphéries des *villas*. Dès lors la plupart des habitants doivent se connecter individuellement et de manière informelle aux périphéries. C'est d'ailleurs ce qui apparaît clairement dans la figure ci-dessus, le terme « connexion irrégulière » faisant référence à ce type de connexion informelle. Cela concerne 92,5% des habitants des *villas* de la ville pour l'accès à l'eau et 62,5% pour l'électricité. Cela a des conséquences importantes non seulement en termes de sécurité des habitants des *villas*, qui sont exposés à des risques d'incendies et d'inondations dues à des effets de surcharge de ces connexions informelles mais plus encore cela conforte la position d'exclusion de ces populations. En effet, n'étant pas considérés comme des clients des entreprises, ils n'ont pas accès à des factures, rendant alors compliqué les réclamations ou éventuels problèmes. Plus encore, comme dans beaucoup de pays, en Argentine les factures d'eau et/ou d'électricité fonctionnent comme des justificatifs de domicile, n'y ayant pas accès les habitants sont également restreints dans leurs démarches administratives les

limitants dans leur recherche d'emploi formel ou de nouveaux lieux de vies. La dimension sanitaire est également insuffisante dans les *villas*, et c'est d'ailleurs un des objectifs des projets d'intégration. Comme le donne à voir la Figure 9, les systèmes d'égouts sont déficitaires et une majorité d'habitants recourent à d'autres systèmes d'évacuation pouvant être dangereux pour leur santé notamment les décharges « Autres », qui concerne 32,5% de la population des *villas* de Buenos Aires, et font référence à celles effectuées dans les lagunes, fleuves ou canaux d'eau. Nous comprenons alors, face à ces données, que les projets d'intégration incluent un volet « accès aux services de base ».

Enfin, il s'agit de créer et/ou améliorer les infrastructures basiques, cela concerne la construction de nouveaux logements ou l'amélioration des anciens. Ce dernier volet « habitat » mérite que l'on s'y attarde plus en détail car il permet de voir en pratique l'action des deux organismes sur le terrain. Pour le mettre en œuvre, les deux organismes ont procédé à des recensements dans les *villas* en question afin d'en connaître les densités et les situations des familles, notamment celles qui se trouvaient dans les zones susceptibles d'être détruites ou améliorées. A ces endroits-là les familles ont reçu dans leurs logements des employés de la SISU ou de l'IVC dans un premier temps dans le but d'expliquer la situation et ensuite accompagnés d'experts afin de constater la surface mais aussi les conditions des logements dans lesquels les familles vivent. Ils étaient également accompagnés de travailleurs sociaux venus analyser les situations économiques et familiales. Pour les familles concernées par les destructions et relogements, les visites des fonctionnaires ont pour but d'évaluer les états des maisons afin d'en déterminer un prix. Car les familles vivant dans ces zones se voient reconnaître un prix à leur maison actuelle, défini par des experts architectes en fonction de plusieurs critères (la taille, le type de construction si c'est en béton ou tôle, le niveau de dégradation de la maison). Ce prix étant ensuite déduit de leur future dette pour le nouveau logement. A.V, habitante de la *villa* Rodrigo Bueno ainsi que T.U, nous présente ces processus:

A.V: « Le processus c'est en premier un recensement, c'est un long questionnaire, après c'était une enquête, c'était une équipe sociale et une équipe technique, l'équipe sociale venait faire des entretiens mais plus profonds avec l'histoire de la famille pour chaque maison et l'équipe technique, des architectes, qui venait voir, mesurer, car la maison à une valeur, symbolique mais bon, et l'architecte venait faire des méditations et faire un plan, un croquis de ta maison et évaluer plus ou moins la qualité des matériaux, les espaces, les mètres carrés et tout ça. Il faut déduire de la valeur du nouvel appartement la valeur de la maison que tu laisses »

T.U : « Nous en premier il y a eu un recensement, après il y a eu une enquête, un relèvement de chaque logement et de chaque famille, on faisait un entretien dans chaque famille, et il y avait une enquête technique de chaque logement, après on a traité ces données ce qui nous a permis d'établir un plan qu'on avait pas, une « map » de chaque pâtés de maisons, donc on avait accès un plan de chaque pâtés de maisons, de combien de logements il y avait mais aussi, ont avait des données plus détaillées de chaque famille, un questionnaire d'une heure a été fait avec chaque famille et avec ces informations qu'on a traitées, on a généré un plan sur par exemple, la hauteur des logements, la localisation, l'état des logements, par exemple il y avait une « map » impressionnante qui donnait à voir la ventilation des rez-de-chaussée des maisons et tu te rendais compte que souvent il n'y avait aucune ventilation, pas d'illumination, et tu croisais ces données avec les entretiens des familles et tu te rendais compte que c'était les familles qui avaient des problèmes d'asthme, des problèmes de respiration tout ça associé à l'état de ces logements »

Nous avons pu avoir accès au plan en question. Ce dernier, ci-dessous (Figure 10) représente la *villa* Rodrigo Bueno. Les huit blocs numérotés illustrent les nouveaux logements construits. Les maisons en gris sont celles qui vont être détruites soit car elles sont trop proches du canal et donc sur des terres dangereuses parce qu'inondables ou parce qu'elles sont localisées sur les futures ouvertures de rues ou de pâtés de maison. Il apparaît sur ce plan plusieurs rues qui ne sont pas encore toutes construites car pour se faire il est premièrement nécessaire de mener le processus de recensement des familles, l'acceptation de ces dernières de quitter leurs logements, l'attribution d'un nouveau logement et le déménagement. S.C explique qu'en premier l'IVC rencontre plusieurs fois les familles afin de leur expliquer pourquoi ils doivent quitter leurs logements et si au bout des différents entretiens ils ne veulent toujours pas, « il faut négocier au maximum, si on a de la chance pour qu'ils acceptent ça peut prendre deux mois, si tout va bien, c'est très long ». A Rodrigo Bueno ce sont 563 nouveaux logements de deux, trois, quatre ou cinq pièces. Ces nouveaux logements prennent place sur trois hectares de la Reserve Ecologique. Les familles devront payer ces nouveaux logements sous la forme de quotas tous les mois pendant 30 ans, quotas qui ne devront pas excéder les 20% des revenus de la famille par mois. Enfin, les logements présents dans le « centre » de la *villa*, ceux apparaissant en couleur sur la carte ayant une valeur symbolique seront conservés et améliorés.

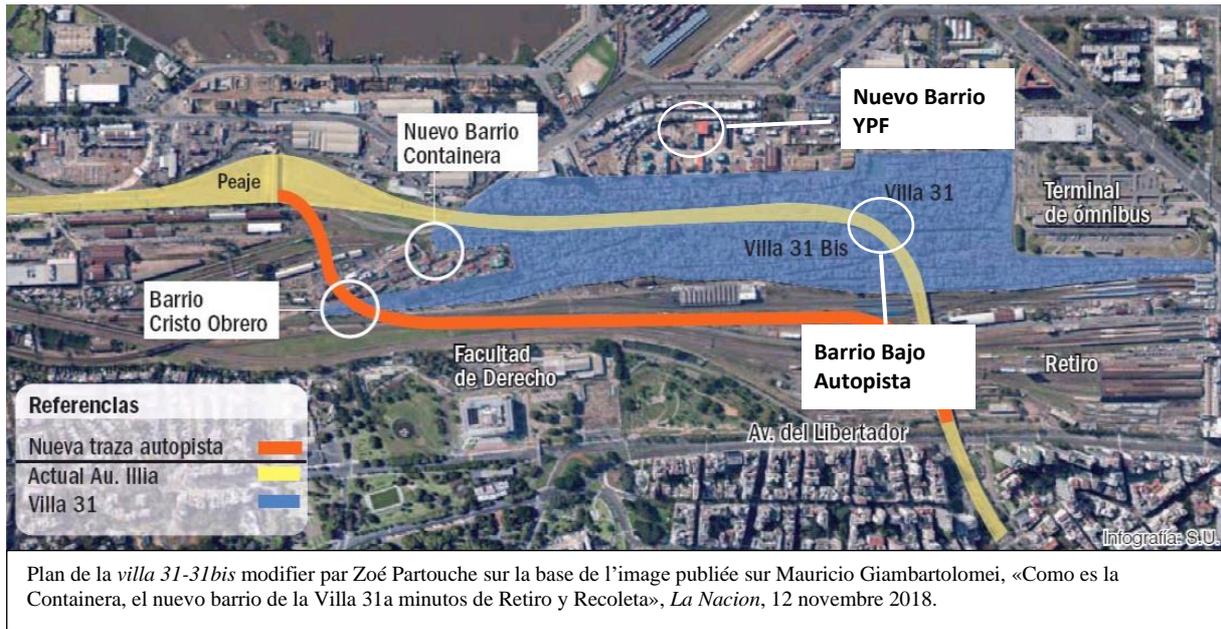
Figure 10 - Plan de la villa Rodrigo Bueno: perspective de la transformation



Photo réalisée par Zoé Partouche d'un plan représentant la villa Rodrigo Bueno et la projection de sa transformation. Ce plan est l'œuvre de l'IVC et nous a été transmis par S.C lors de notre rencontre.

A la villa 31-31bis, les nouveaux logements sont destinés aux personnes et familles affectées par les nouvelles infrastructures ou parce que leur logement est très précaire. Deux secteurs sont principalement concernés par des destructions : Bajo Autopista, étant en dessous de l'autoroute dont les habitants seront relogés dans des nouveaux immeubles dans le secteur YPF. Et le secteur Cristo Obrero, dont deux pâtés de maison sont également affectés par les relogements car se trouvant sur la nouvelle trace de l'autoroute Illia. Ils seront alors relogés sur le terrain Containera. Dans le secteur YPF est prévue la construction de plus de 800 appartements de deux, trois ou quatre pièces. Containera comprend 161 appartements.

Figure 11 - Déplacement et relogement de deux zones villa 31-31bis



Comme nous l'avons spécifié, quand les habitants restent sur place, leur logement peut être concerné par le programme d'amélioration des logements. Pour cela les organismes (IVC et SISU) se basent également sur des visites aux domiciles des familles pendant lesquelles ils relèvent les logements qu'il est possible d'améliorer et les œuvres nécessaires pour se faire. Il est question d'amélioration à la fois à l'intérieur des logements mais aussi de l'extérieur de ces derniers. Les interventions qui concernent l'intérieur des logements peuvent être d'ordre sanitaires, de distribution interne des pièces, ou la connexion aux services. Pour l'extérieur c'est principalement des questions d'isolation, d'amélioration des façades et terrasses, œuvres de sécurité et accessibilité notamment avec la construction d'escaliers désormais obligatoirement externe et non plus interne au logement.

Ainsi, l'action des deux organismes est multiple dans les *villas*, organisée autour de grands axes qui servent d'objectifs à atteindre pour arriver à l'intégration des zones. Cependant toute transformation cherche à être acceptée. Pour ce faire, le recours à des stratégies discursives est essentiel afin de stabiliser ces changements. Dans notre cas la municipalité a eu recours à cette stratégie visant à légitimer ses actions et à les rendre nécessaires.

Chapitre 2 - Stratégie discursive d'une politique urbaine ou comment faire accepter la transformation ?

Afin de rendre compte des stratégies discursives mises en place par la municipalité de Buenos Aires, il nous paraît nécessaire d'introduire ce que Daniel Kübler et Jacques de Maillard notent comme la dimension cognitive ou encore l'approche par les idées des politiques publiques. Bien qu'il existe différentes approches dans l'analyse des politiques publiques, dans notre cas l'approche par les idées, plus précisément celle qui appréhende les politiques publiques via l'analyse de leur mise en récit, est la plus à même de rendre compte des mécanismes mis en place par la mairie de Buenos Aires afin de faire accepter ses politiques. Dans le cas des politiques d'intégration les éléments discursifs qui ont été au cœur de la stratégie de la municipalité se comprennent à deux niveaux. Dans un premier temps cette stratégie repose sur une mise en scène des situations des *villas* ayant vocation à convaincre le reste de la société du bien-fondé de ces politiques. Et dans un second temps ce n'est plus seulement la société extérieure qui est concernée mais plus encore les habitants des *villas* à travers un discours sur la dimension participative de ces politiques.

2.1 – L'impératif de l'intervention de la municipalité dans les villas

Daniel Kübler et Jacques de Maillard insistent particulièrement, en s'appuyant sur les travaux de Claudio M.Radaelli, sur la fonction performative et persuasive des récits des politiques publiques. Selon eux le récit a pour fonction de stabiliser une politique publique en ce qu'il cherche à convaincre son audience du bien-fondé de celle-ci et des programmes d'actions qui la sous-tendent. Ils affirment alors que les récits des politiques publiques «suggèrent une série d'actions plutôt que d'autres, en établissant un lien entre le présent et le futur»⁴⁵. C'est bien ce qui semble être à l'œuvre dans nos études de cas. Effectivement, les élus locaux mais aussi fonctionnaires des différents organismes relaient, à travers les discours, l'idée selon laquelle les *villas* sont des zones dans des situations invivables. Ces dernières sont alors décrites comme des aires dégradées, dangereuses, précaires, insalubres, inhabitables. Dès lors les politiques visant à les transformer apparaissent non seulement légitimes et plus encore

⁴⁵ Daniel Kübler, Jacques de Maillard, *Analyser les politiques publiques*, 2e Édition Presses Universitaires de Grenoble, 2015, p.175

indispensables auprès de l'opinion publique. Les agents municipaux vont avancer plusieurs arguments quant à la nécessité de les transformer. Ces derniers vont, selon nous, servir à stabiliser leur action auprès de la population, en témoigne les supports de diffusion de ces discours. En effet, c'est la télévision qui a été choisie, principal média dans le pays. Parmi ces différents arguments il y en a un qui revient fréquemment qui est celui de zone à risques avancé lors de différentes allocutions du maire Horacio Rodriguez Larreta. Invité sur le plateau d'une des principales chaînes télévisées privées, Canal Trece appartenant au groupe Clarin, il affirme :

« Tu vas dans le quartier [la *villa* 31-31bis] et il y a comme une toile d'araignée au-dessus de ta tête, c'est le système électrique là-bas, des câbles qui vont dans tous les sens, c'est dangereux, il faut aussi qu'on installe des écoles, les enfants de la 31 ils vont, dans leur grande majorité, à des écoles très éloignées, pour arriver jusqu'à la 31 de l'école tu dois faire le tour du monde par la station de bus de Retiro, là où les bus de grandes distances passent vraiment très vite; en plus s'il pleut trois gouttes ils marchent avec de la boue jusqu'à la ceinture. C'est un enjeu de sécurité, imagine les familles qui ont un enfant de trois ans qui vivent à trois mètres de l'autoroute »⁴⁶

Mais ce n'est pas la seule apparition télévisée que le maire de la ville fait afin de légitimer sa politique. A plusieurs reprises il apparaît à la télévision et les mots qu'il emploie reprennent cette idée de zone à risque, à l'image de ce deuxième entretien réalisé lors d'un plateau télévisé de la chaîne privée argentine Telefe. Interrogé par deux présentateurs sur la politique menée dans les *villas*, il affirme :

« Imagine qu'il y a des endroits où il n'y a même pas d'égouts, il pleut deux gouttes et les enfants peuvent pas aller à l'école, parce qu'ils ont de la boue jusqu'à la ceinture, c'est choquant, il n'y a pratiquement pas d'écoles, les enfants doivent aller dans des écoles du centre et pour cela ils doivent faire le tour du monde parce qu'il n'y a pas un chemin direct et en plus quand il pleut ils ne peuvent pas y aller (...) c'est une zone où il n'y a pas d'espaces verts, directement il n'y a pas de vert, par exemple regarde sur google maps tu verras il n'y a rien de vert (...) les gens qui vivent en dessous de l'autoroute, imagine en dessous d'une autoroute, avec une famille et un enfant de trois ans »⁴⁷

⁴⁶ Extrait de l'entretien télévisé du maire de la ville, le 12 août 2016 sur Canal Trece. Disponible : URL <<https://www.youtube.com/watch?v=oKBq1giavaQ>>

⁴⁷ Extrait de l'entretien télévisé du maire de la ville, le 11 août 2016 sur Telefe. Disponible : URL <<https://www.youtube.com/watch?v=ykRwHZtOWZY>>

La situation de la *villa*, dans ce cas-là, la 31-31bis, est présentée seulement sous une dimension de manque, de précarité et de dangerosité. Cela se confirme lors du discours d'inauguration des nouveaux bureaux du maire dans la *villa* retransmis à la télévision, il affirme : « La réalité c'est que c'est indispensable ce qu'on est en train de faire, parce que par exemple cet endroit [désigne les nouveaux bureaux] il y a peu, il y a sept ou huit mois c'était l'enclave des narcos dans la villa »⁴⁸.

Cette médiatisation du cas des *villas* a également été étudié par Barbara Morovich et Javier Fernandez Castro qui développent l'idée selon laquelle les médias argentins vont contribués au développement de l'image de ces zones comme « d'un territoire honteux, ambivalent, omniprésent par sa proximité au centre-ville »⁴⁹. Selon eux, cette image a renforcé les stigmates dont sont victimes les *villas* et leurs habitants. Cela a aussi, selon nous, eu l'effet de représenter les transformations en cours dans ces zones comme impératives. Et nous pouvons remarquer que cette idée semble s'être assez bien établie au sein de l'opinion publique. Par exemple, le journal *Clarín*, un des plus lus et importants du pays, proche du parti politique de l'ancien président Mauricio Macri et du maire de Buenos Aires Horacio Rodriguez Larreta, consacre des articles à la politique d'intégration menée par ces derniers. Les adjectifs qui qualifient les *villas* sont la plupart du temps négatifs, au contraire des politiques d'intégration toujours interprétées positivement. En voici quelques exemples :

« Entre enthousiasme et incertitude, les habitants laissent derrière eux des logements précaires qu'ils ont habités pendant beaucoup d'années, certains construits sur des terrains dangereux, des maisons de tôles une sur l'autre, sans ventilation, sol de terre dans beaucoup de cas et des murs de brique sans couverture. Ils laissent aussi derrière eux une sensation d'humidité entre les os, le froid qui ne s'en va jamais »⁵⁰

« Dans le cas des nouvelles unités [de logements] la rénovation est totale. Ils apparaissent brillants comme des appartements neufs, avec du mobilier de cuisine neuf, des cuisines électriques, salles de bains complètes et revêtement au sol et mur »⁵¹

⁴⁸ Inauguration et discours filmé en direct le 23 décembre 2016 et partagé par la chaîne Canal de la ciudad le 26 décembre 2016. Disponible: URL <<https://www.youtube.com/watch?v=OGarT3oF4k>>

⁴⁹ Barbara Morovich et Javier Fernandez Castro, *op.cit.*, p.80

⁵⁰ Silvia Gomez, «En la Costanera Sur Villa Rodrigo Bueno: comenzó la mudanza de los vecinos a las nuevas viviendas», *Clarín*, 5 juin 2019. Disponible : URL <https://www.clarin.com/ciudades/villa-rodrigo-bueno-comenzo-mudanza-vecinos-nuevas-viviendas_0_wTMX3Tsv.html>

⁵¹ Silvia Gomez, «Hay 43.000 vecinos en 9.000 hogares Con mejoras en 53 viviendas, avanza el plan para urbanizar la villa 31 Retiro», *Clarín*, 19 avril 2017. Disponible URL <https://www.clarin.com/ciudades/primeras-viviendas-renovadas-villa-31_0_HJ4dPWHRI.html>

« Maria Alejandra est née dans la villa il y a plus de 40 ans (...) Sa famille a résisté à deux grands déplacements : dans les années 70, pendant la dictature, et dans les années 90, quand le maire Jorge Dominguez ordonna l'éradication du quartier. Dans les rues de la villa tout le monde la salue et hier, elle a accompagné l'inauguration des œuvres avec enthousiasme « Tout est très beau, les familles sont contentes et les commerçants aussi. Mais moi je ne peux jamais me relaxer. Maintenant je pense à ce qui arrive, que ces œuvres ne s'arrêtent pas, qu'elles continuent dans toute la villa, qu'elles arrivent dans tous les quartiers » a-t-elle confié à ce journal »⁵²

Certains reportages vont également relayer ce discours, à l'image du reportage sur la transformation de Rodrigo Bueno diffusé sur la chaîne de télévision privée Argentine America TV. Ce reportage entend montrer un avant/après de l'intervention de la municipalité dans la zone. Le présentateur commence sur le plateau télévisé par cette phrase « Quand on vit dans la pauvreté, quand on vit dans une des villas du grand Buenos Aires, les rêves s'arrêtent à la porte de cette maison de tôles précaire, sauf à un endroit où les choses commencent à changer, la villa Rodrigo Bueno ». A ce moment-là le reportage commence et on retrouve ce même présentateur dans la villa Rodrigo Bueno, montrant dans un premier temps la zone qui n'est pas transformée, nous voyons alors des maisons de tôles, des routes de terre, de la boue; il affirme « depuis des décennies les habitants de Rodrigo Bueno vivaient ainsi, dans la pauvreté, ils vivaient en situation très précaires en danger permanent mais à partir d'aujourd'hui une autre réalité est en train de s'écrire, l'intégration est arrivée », ici le focus change et on nous donne à voir les nouveaux bâtiments de l'autre côté de la route. S'en suit un entretien avec une dame qui a déménagé dans les nouveaux logements et la visite de son nouvel appartement. Le présentateur lui demande « vous avez mal vécu dans la villa non ? ». Après ce reportage le présentateur réapparaît sur le plateau télévisé avec ces dernières phrases : « regardez le contraste [en montrant deux images de la villa, d'un côté les nouveaux immeubles et de l'autre, les logements de tôle] là-bas la villa, qui n'a pas arrêté de croître durant toutes ces années, et là-bas le progrès qui est arrivé avec l'intégration », ajoutant « ça m'a touché l'histoire de cette femme, un fils avocat, un fils qui étudie l'architecture, une fille médecin, ils ont été élevés dans la villa, son mari l'a laissée juste en arrivant du Pérou et aujourd'hui elle a sa maison, dans la villa elle dormait sur le sol et aujourd'hui regarde elle a cette maison de cinq pièces ».

⁵² Silvia Gomez, «Hay 43.000 vecinos... », *op.cit.*

Ce reportage est intéressant car il montre bien la vision diffusée au plus grand nombre. La *villa* est définie toujours négativement rendant ainsi l'intervention de la municipalité non seulement légitime mais plus encore nécessaire. A travers ce registre discursif, la transformation de ces zones devient, aux yeux de la société, inéluctable. Le reportage est d'autant plus intéressant qu'il fait usage d'un registre dramatique et émotif en s'appuyant sur l'histoire personnelle d'une habitante. L'utilisation de récit de vie permet dans ce cas-là de rendre réelles des situations en jouant sur l'effet dramatique de celles-ci. Plus encore, cela permet de faire d'un cas particulier une généralité. En effet, lors de ce reportage bien qu'une seule habitante soit interrogée, il est probable qu'en finissant de le voir on puisse penser que cette histoire de vie est celle de la plupart des habitants des *villas*. L'usage d'histoires personnelles en tant que stratégie de légitimation des politiques d'intégration n'est pas exclusif de cette chaîne de télévision, on retrouve cela également dans la presse écrite. *La Nación*, si ce n'est le premier journal lu en Argentine, il fait partie des trois principaux, fait également usage de cette stratégie. Voici quelques extraits de l'article «La urbanización de la villa Rodrigo Bueno genera un nuevo barrio en las tierras más caras de la ciudad»⁵³ :

« La première nuit je n'ai pas pu dormir. Je pensais « ce n'est pas possible ». Mais après je me suis rendue compte que ce n'était pas un rêve. J'ai même pleuré pendant un moment, parce qu'avoir cette maison c'est plus que ce que je pouvais imaginer » dit Lucia Beltra »

« On vivait dans la marginalité totale, près du fleuve avec les conséquences que cela avait pour la santé de mes enfants. Maintenant je me sens plus forte que jamais pour affronter une nouvelle vie »

« On avait une seule chambre pour tout le monde, dormir, cuisiner, pour tout. La salle de bain on l'a partagé avec une autre famille, même avec leur chien. C'était embêtant et insalubre dit Pablo »

Si nous prenons en compte que les médias ont un certain pouvoir d'influence sur l'opinion publique mais également sur la légitimité des programmes politiques alors nous pouvons penser que le discours sur la situation des *villas* a contribué à stabiliser les actions de la municipalité dans ses objectifs de transformations. Au vu de ces considérations, ce que Daniel Kübler et

⁵³ Mauricio Giambartolomei, «La urbanización de la villa Rodrigo Bueno genera un nuevo barrio en las tierras más caras de la ciudad», *La Nación*, 6 juin 2019. Disponible : URL <<https://www.lanacion.com.ar/buenos-aires/la-urbanizacion-villa-rodrigo-bueno-genera-nuevo-nid2254586>>

Jacques de Maillard entendent comme la dimension persuasive des discours des politiques publiques prend tout son sens. D'après ce que nous avons vu, il semble que ce discours permette de rendre légitime les actions que mène la municipalité en termes de réaménagement urbain de ces zones. Cela vise notamment l'opinion publique car si nous nous intéressons aux supports de diffusion de ces discours, ce sont dans des médias importants du pays tels que deux des plus importantes chaînes télévisées mais aussi des journaux *Clarín* ou *La Nación*. Il s'agit alors d'imposer implicitement dans les esprits de l'opinion publique que la transformation des *villas* est impérative. Il y a la une dimension coercitive des discours qu'il semble important de souligner.

Selon Daniel Kübler et Jacques de Maillard, les récits des politiques publiques doivent être analysés via une dimension du pouvoir montrant que si ces récits sont suffisamment bien construits, ils permettent de faire apparaître les changements comme naturels et ainsi de les imposer plus facilement. Ils affirment « Un bon récit permet d'éviter le surgissement de questions critiques car le problème est présenté de telle façon que les solutions proposées paraissent inéluctables mais il permet aussi de changer les opinions d'autrui par la force de conviction »⁵⁴. C'est bien cela dont il est question ici. Comment s'opposer à la rénovation d'une zone présentée comme un risque, dangereuse, dégradée, insalubre etc. ? Cependant, la mise en scène des situations des *villas* n'est pas le seul instrument utilisé par les pouvoirs publics locaux dans leur quête de légitimité. En effet, au moment d'analyser ces pratiques discursives un autre élément est essentiel, celui de la participation, qui lui aussi cherche à conforter les politiques mises en place au sein de la société mais également et avant tout auprès des habitants.

2.2 – La participation comme outil de légitimation

Le concept de participation fonctionne comme un élément discursif important. Elus politiques locaux, fonctionnaires et travailleurs sociaux de l'IVC ou de la SISU rencontrés utilisent la participation en tant que dispositif légitimant les politiques d'intégration. L'idée défendue est que cette politique n'est pas imposée depuis le haut et imposée aux *villas*, mais qu'au contraire, celle-ci est pensée et mise en œuvre en collaboration avec les habitants. Les discours publics servent ainsi à conforter la politique en utilisant la participation comme un objet de légitimation. Cela s'illustre notamment par les constantes références aux dispositifs participatifs dans les discours. Notons que si ce discours est présent chez plusieurs acteurs, il

⁵⁴ Daniel Kübler, Jacques de Maillard, *op.cit.*, p. 176

apparaît avec force chez les travailleurs et fonctionnaires représentant la municipalité, c'est-à-dire l'IVC et la SISU.

Lors d'un entretien avec T.U, qui occupe un poste au sein de la direction générale de l'IVC, ce dernier va insister pendant une heure et demie sur la dimension participative des politiques mises en œuvre dans les *villas*. En voici quelques passages :

« T.U : Nous on a pas de projet, c'est un processus, le projet on le construit avec les habitants, chaque projet de chaque pâté de maison a été construit avec les habitants, c'est eux qui ont décidé quelles seront les rues destinées à être ouvertes, quels seront les poumons de pâtés de maison, ça on l'a fait avec les *vecinos*, c'est pas un technicien de l'IVC qui a dit bon par la va passer une rue, par là il faut un patio etc. c'est un processus avec les habitants »

« T.U: dans toutes les *villas* ça a été la *Mesa* qui a construit son règlement et son fonctionnement et ça c'est important parce que c'est là que tu définis les normes, il y a une prise de décision et résolution de thèmes et une redistribution des pouvoir et partage des savoirs »

Les instances participatives dans les processus d'intégration des *villas*

Les deux principales instances de participation sont la MGP, Mesa de Gestión Participativa (Table de Gestion Participative) qui dans la *villa* 31 à le nom de *Mesa de Urbanización de la villa 31* et dans la *villa* Rodrigo Bueno, *Mesa de Gestión Participativa*. Elles ont un caractère ouvert et regroupent tant des habitants, fonctionnaires, travailleurs sociaux ou techniciens des organismes, des ONG et associations. Lors de ces rencontres plusieurs thèmes sont débattus concernant l'intégration et des décisions sont prises. La deuxième instance sont les ateliers organisés par la SISU ou l'IVC par pâtés de maison, appelés *talleres de manzana*. Ces ateliers entendent regrouper l'ensemble des habitants par pâtés de maison afin d'organiser et trouver un consensus sur les transformations qui vont avoir lieu dans chaque pâté de maison. C'est dans ces derniers que les habitants ont un contact direct avec les travailleurs de la SISU ou de l'IVC et pendant lesquels ils sont appelés à donner leur avis sur les processus en cours. Ces instances sont prévues dans les lois d'intégration. Il existe également une instance technique, qui n'a pas de pouvoir de décision mais regroupe les techniciens pour parler des œuvres.

« T.U: Ces processus sont complexes, on prend des décisions et certainement un an après on doit les modifier donc dans ce sens c'est important de penser un processus avec un dispositif participatif clair qui permette de prendre des décisions au niveau local au sein d'un processus ouvert, on ne définit pas une norme imposée comme c'est le cas en Amérique latine dans les programmes d'amélioration des quartiers avec un programme qui prévoit ce qu'il faut faire, comment le faire, et il faut juste exécuter ce programme dans plusieurs territoires, non ici l'idée de programme n'existe pas »

« Z : l'intégration c'est quoi pour toi ?

T.U : un processus de consolidation de l'urbain par un processus social et technique, et l'intégration est vue depuis l'Etat parce que c'est l'Etat qui intervient mais pas seulement l'Etat puisque les *vecinos* continuent de produire, de construire, d'améliorer leur habitat dans ce processus »

Mais il est également présent dans les discours des travailleurs sociaux ou employés administratifs de ces organismes. Par exemple S.C, travailleuse sociale de l'IVC à Rodrigo Bueno, utilise également la participation comme stratégie discursive :

« S.C : nous on travaille tout le temps avec les *vecinos*, on va les voir on parle avec eux, on prend les décisions tous ensemble, on n'impose rien, pendant les *talleres* les habitants ont donné leur avis, on a voté, c'est un processus démocratique, et bon la plupart disent que oui, c'est participatif »

A la SISU, N.J, employé administratif rencontré lors de la visite de la *villa* 31, affirme que les habitants ont plusieurs instances de participation à leur disposition et que le processus de transformation en cours est mené en partenariat avec eux. Il avance que les habitants ont la possibilité, à tout moment, de donner leurs avis et que la SISU leur donne une place centrale dans la réalisation de la transformation de la *villa*.

Juan Maquieyra, en charge de coordonner le projet de Rodrigo Bueno pour l'IVC affirme, lors d'un entretien pour le journal *Pagina 12*, que « On est très content parce que c'est le résultat [les nouveaux logements] d'un travail commun entre les habitants et l'Etat. Chaque détail de ces projets est le résultat d'un consensus avec les habitants du quartier, qui ont donné des avancées très courageuses »⁵⁵.

⁵⁵ Franco Spinetta, «Sanción definitiva para la urbanización de dos villas», *Pagina 12*, 23 mars 2017. Disponible : URL <<https://www.pagina12.com.ar/27476-sancion-definitiva-para-la-urbanizacion-de-dos-villas-porten>>

Cette notion de participation, loin d'être seulement l'apanage des fonctionnaires et travailleurs des deux organismes, est également utilisée par les élus politiques, tels que le maire qui affirme lors d'un entretien télévisé « On a déjà commencé [la transformation de la *villa* 31-31bis] avec la partie la plus importante qui est celle du consensus et du dialogue avec les *vecinos* parce que tout ce qu'on fait on le fait collectivement en accord et en conversant avec les *vecinos* du quartier »⁵⁶.

Cependant, au moment d'analyser ladite participation, celle-ci apparaît rapidement comme une stratégie menée par la municipalité pour faire accepter les changements en cours plutôt qu'une réelle prise en compte des habitants.

En effet, les récits de plusieurs habitants des *villas* étudiées révèlent une forte critique du rôle qu'ils ont réellement à jouer dans ces processus. L'idée de processus fait avec les habitants est à remettre en question. D.N lors de la visite de la *villa* Rodrigo Bueno nous dit qu'en réalité l'IVC vient déjà avec une idée en tête, qu'il y a une consultation mais à partir d'un plan déjà établi. Il affirme également que si personne ne s'oppose à ce plan, ils le mettent en marche.

« L'IVC c'est compliqué, quand on fait des réunions avec eux ils notent même pas nos demandes ou réclamations, ils sont juste là et t'écoutent à peine donc bien sûr ils ne retiendront rien de ce dont on a besoin »

Cela est aussi vrai pour les instances dites participatives. Si les ateliers sont en effet des lieux où les habitants sont pris en compte ils sont moins ouverts que ce qu'ils en ont l'air, en témoigne le récit d'A.V, habitante de la *villa* Rodrigo Bueno :

« A.V : Eux [l'IVC] ils vendent la participation, mais ils la vendent à leur rythme et à leur temps qui n'est pas celui des habitants, les ateliers pour décider qui va partir et qui reste, par où va passer la rue et tout ça ce sont quatre jours en tout, pendant lesquels tous les habitants du pâté de maison sont appelés, à un horaire spécifique ; ils te demandent pas à quelle heure toi tu peux, l'atelier c'est lundi à 6 heures de l'après-midi, si tu fais quelques chose ben adapte toi. Dans un atelier ils t'expliquent le processus d'intégration, ils te jettent trois ans d'information dans la tête, c'est énorme, après ils t'expliquent ce qu'il pourrait se faire dans le pâté de maison. Le troisième c'est les habitants qui proposent et en dernier on vote, si t'as pas pu venir à un de ces ateliers que tu as perdu une partie et ben t'es en dehors du processus et s'ils t'ont affecté ta maison et que tu

⁵⁶ Extrait de l'entretien du maire de la ville le 11 août sur la chaîne argentine Telefe. Disponible : URL <<https://www.youtube.com/watch?v=ykRwHZtOWZY>>

n'étais pas là tu peux pas protester parce que pendant le vote c'est la majorité qui gagne, s'ils ont choisi que la rue passe comme ça et que toi t'es au milieu et ben la majorité gagne, fini t'es affecté.

Z : et si c'est un vote négatif, qu'est-ce qu'il se passe ?

A.V : le projet est revu, parce que les routes doivent être tracées dans tous les cas, mais eux ils essaient de résoudre tout pendant ces ateliers »

Ainsi, comme le note A.V, si la participation existe elle est conditionnée et encadrée par les organismes qui décident de l'heure, du jour et des méthodologies. Il est intéressant également de relever le terme employé par l'habitante de « vendre la participation » car cela appuie l'idée selon laquelle la participation serait un instrument de légitimation de l'action publique dans ces territoires.

Un autre problème est relevé par les habitants qui est l'individualisation des cas. Les ateliers, principales instances de participation fonctionnent par pâtés de maison. Plus encore, ces pâtés de maison sont divisés en secteurs qui sont appelés séparément, c'est-à-dire à des moments différents mais aussi des heures et lieux différents. Cela restreint et contraint fortement la participation car si les habitants peuvent donner leurs opinions sur leur pâté de maison ils ne peuvent pas s'exprimer sur l'ensemble du territoire. Cela est selon nous paradoxal sachant que ces politiques se veulent transformatrices de la zone dans son ensemble. D'ailleurs c'est bien une des critiques pointées par les habitants :

« A.V : Les ateliers par pâtés de maison c'est limité en vrai parce qu'il y a que le pâté de maison, si tu veux donner ton avis sur un autre pâté de maison ben tu peux pas. Le processus est analysé par pâté de maison mais nous on voit l'ensemble de tous les pâtés de maison comme faisant notre quartier, mais cette instance n'existe pas. Ils n'ont jamais vu le processus intégralement, il ne leur a jamais venu à l'esprit de rassembler »

« D.N : on a des ateliers mais pas tous ensemble, ils en font un avec cette partie du pâté de maisons et un autre avec l'autre côté et à chaque fois ils disent pas la même chose »

Ainsi, la dimension participative défendue par les organismes chargés de mettre en œuvre les politiques d'intégration apparaît rapidement comme une stratégie discursive visant à faire accepter les changements. Cependant il nous semble important de noter que selon nous et d'après notre enquête de terrain bien que cette participation soit un outil discursif, restreinte et conditionnée, son degré de fonctionnement est dépendant des territoires.

En effet, à l'analyse de nos deux études de cas nous avons pu nous rendre compte que, si à Rodrigo Bueno la participation est critiquable elle est beaucoup moins source de conflit que dans la *villa* 31-31bis. Bien que dans les deux cas celle-ci est, selon nous instrumentalisée par la municipalité afin de légitimer ses actions, dans le cas de Rodrigo Bueno les habitants disent avoir été, même si selon certains critères, sollicités. Au contraire dans la *villa* 31-31bis les méthodes participatives sont très complexes et les habitants disent avoir très peu de place pour donner leur opinion. D'ailleurs un communiqué a été publié par les habitants de la *villa* 31-31bis devant rejoindre les logements de la Containera le 17 octobre 2017, affirmant « personne nous a consulté pour savoir si nous voulions une autoroute au-dessus de nos têtes, personne nous a consulté pour savoir qu'elle serait la meilleure forme pour mettre en place ce relogement, personne nous a consulté pour nous demander si ont été disposé à partir », mettant en lumière les problèmes de participation générés par la municipalité. Si cela est perceptible aux niveaux des retours des habitants, cela l'est aussi à des niveaux hiérarchiques plus importants comme en témoigne la réponse de T.U, fonctionnaire de l'IVC, à la question « et la *villa* 31, tu en penses quoi ? » :

« T.U : là c'est plus l'IVC c'est la SISU, c'est complètement différent, bon même si dans les processus que porte l'IVC dans les différentes *villas* il peut y avoir quelques différences minimales, dans la 31 je considère moi que c'est complètement différent, c'est autre chose, un autre schéma, moi je suis pas trop d'accord.

Z : non ?

T.U : et non parce que moi je crois en un processus participatif, c'est pas que les habitants n'ont pas du tout participé mais bon c'est des contextes très différents, des processus très différents.

Z : toi si t'étais en charge de la 31, tu ferais la même chose ?

T.U : non, non, c'est sûr que non, moi je crois que toute la partie d'avancées et d'amélioration de la zone est super, l'espace public qu'ils ont fait, le travail socio-productif c'est des choses valables, mais au niveau de comment ils ont organisé le processus non, non, je ferais pas la même chose, surtout sur la question de la prise en compte des acteurs locaux, comment penser la stratégie dans un ensemble »

D'ailleurs nous n'avons pas réussi à avoir un entretien avec le coordinateur de la SISU chargé du projet de la *villa* 31-31bis, après plusieurs relances nous n'avons jamais été recontactés.

Cette relation entre fonctionnaires et travailleurs de la SISU et les habitants de la *villa* 31-31bis est très complexe notamment sur ces questions participatives. Lors de différents entretiens avec des habitants ou des chercheurs universitaires dans la *villa*, on nous dit que les fonctionnaires ne répondraient sûrement jamais à nos demandes d'entretien s'ils savaient que nous avons été en relation avec des chercheurs critiques du processus ou avec des habitants opposés à celui-ci. De plus, lors des différents Séminaires de droit pour référents des quartiers populaires, nous avons pu nous rendre compte que parmi les participants, qui étaient disons-le, tous très critiques quant au processus d'intégration, les trois quarts étaient de la *villa* 31-31bis. Si les différents processus d'intégration sont plus ou moins contestés, nous pouvons affirmer que celui de la *villa* 31-31bis présente un degré de conflit incomparable aux autres. Nombre d'habitants s'organisent dans la zone comme groupe de résistance, clairement opposés à l'intervention de la SISU dans la zone. Cette relation complexe s'est révélée lors de notre participation à une MGP, le 24 juillet 2019 dans un local de la *villa* 31-31bis.

Figure 12 - Les habitants face à la SISU



Photo réalisée par Zoé Partouche de la MGP dans un local à l'entrée de la *villa* Rodrigo Bueno le 24 juillet 2019

Il y a une table en U avec les fonctionnaires de la SISU assis et une quarantaine d'habitants de la *villa* en face (voir Figure 12 ci-dessus). Des habitants sont appelés tour à tour à prendre la parole face aux fonctionnaires. Une dizaine d'entre eux prennent la parole et les phrases suivantes apparaissent à plusieurs reprises : « vous nous aviez dit » ; « vous nous aviez promis », ils ont l'air tous très énervés. Un groupe d'habitants arrive avec des banderoles et

pancartes, on peut lire dessus « non au gouvernement de la ville » ; « l'urbanisation n'existe pas » ; « Le Secrétariat [SISU] ment, menace et harcèle »

La participation a donc joué un rôle important dans les pratiques discursives des agents exécuter et penseur des politiques d'intégration car elle apparaît comme un instrument de légitimation de ces politiques auprès des populations extérieures mais aussi intérieures aux *villas*. On leur promet via ces discours de participer à l'amélioration de leurs conditions de vie. Si des instances de participation existent en effet, ces dernières, comme nous l'avons vu, ne sont pas si ouvertes qu'elles l'entendent. C'est d'ailleurs ce qui est critiqué par un certain nombre d'habitants, remettant ainsi en cause cette dimension participative. Si cela est vrai dans nos deux cas d'étude, il y a des différences. Dans la *villa* Rodrigo Bueno, bien que les processus participatifs apparaissent chez les habitants rencontrés comme assez restreints, ils ont quand même le sentiment d'avoir contribué, même si peu, à la transformation de leur zone, au contraire de la *villa* 3131bis où les habitants sont beaucoup plus critiques et très opposés à ces politiques, ayant une relation très conflictuelle avec les agents de la SISU.

Ainsi, il nous parut intéressant au cours de cette seconde partie de montrer les pratiques et les discours qui accompagnent les politiques d'intégration. Autrement dit, la mise en œuvre concrète de telles politiques. Pour cela nous avons présenté les acteurs chargés de transformer la politique en actions sur les territoires. Nous avons pu nous rendre compte que ces différents acteurs, la SISU et l'IVC, entretiennent une relation paradoxale avec les territoires qu'ils entendent transformer établissant des frontières entre eux et les habitants. Ces acteurs s'ils sont présents, c'est pour mettre en œuvre des actions concrètes et qui dit intégration dit transformation. Ce sont ces transformations, organisées autour de plusieurs axes, que nous avons voulues présenter. Enfin, comme nous l'avons évoqué, une politique publique est généralement accompagnée d'un socle discursif pour la légitimer. Dans notre cas, nous avons montré que ce socle a été utilisé par élus locaux et fonctionnaires des deux organismes en charge de ces politiques. Ces discours ont eu, bien souvent, comme support les médias, principaux relais entre décideurs politiques et la population. Car en effet, ces pratiques discursives ne se sont pas concentrées seulement sur la volonté de convaincre les populations concernées mais plus encore la société entière du bien fondé et de la nécessité des politiques d'intégration. Finalement, nous pouvons affirmer que cette stratégie de légitimation est passée par deux étapes, dans un premier temps la mise en scène des *villas* laissant penser indispensable l'intervention publique dans ces zones. Une fois rendue légitime l'intervention publique, ce

sont les actions qui sont légitimées au moyen d'une méthodologie dite participative. Cependant, avec l'appui de notre enquête de terrain nous avons montré que ces pratiques et discours marquent une différence très importante de vision entre d'un côté la municipalité et de l'autre les habitants. Ces visions, si elles s'illustrent par les pratiques et discours, sont en réalité bien plus ancrées, car ce sont en somme des visions de penser la ville qui s'expriment à travers ces différences. C'est ce sur quoi nous nous attarderons dans notre dernière partie.

Partie 3 – La ville pour qui et pourquoi ? Les politiques de la ville *porteña* en débats

« En réalité, avec les lois, l'urbanisation et tout ça, ce qu'ils veulent faire c'est une ville pour les riches »⁵⁷

Cette citation mérite que l'on s'y attarde. Si cela est exprimé par une habitante de la *villa* 31-31bis, ce n'est pas un discours isolé. En effet, l'idée selon laquelle les politiques d'intégration ne seraient qu'un moyen pour la municipalité de Buenos Aires de rendre la ville exclusive aux classes moyennes et hautes de la société *porteña* est répandue dans les esprits des habitants des *villas*, des ONG ou chercheurs universitaires travaillant sur ces questions. Ce qui est sous-tendu c'est bien la question simple et pourtant essentielle : pourquoi ces politiques ? Comme nous l'avons vu, dès le début de leurs mises en œuvre, ces dernières ont eu un caractère polémique divisant acteurs publics et populations cibles quant à leur raison d'être. Car si sur la forme tout le monde est d'accord pour intégrer ces zones, le fond est plus questionnable. C'est ce « pourquoi » que nous souhaitons analyser dans cette dernière partie. Ainsi, après avoir exposé un panorama de la situation des *villas* en Argentine et l'apparition de ces nouvelles politiques d'intégration, puis avoir éclairé les pratiques et discours les accompagnant, il nous paraît à présent nécessaire d'analyser plus profondément les motivations de ces politiques et les conséquences de ces dernières. Autrement dit et afin de citer Barbara Morovich et Javier Fernandez Castro, « [...] la volonté de transformer des contextes stigmatisés (*villas*) dans des quartiers populaires « comme les autres » (*barríos*). Mais quelles sont les conséquences et les risques d'une telle action ? Dans le cas de la *Villa 31*, à qui le changement d'image serait-il profitable ? ». Si cette phrase marque la fin de leur travail, dont la temporalité s'achève en 2015, et fait office de conclusion nous nous proposons, au regard de notre enquête plus actuelle de tenter de répondre à cela. Dans un premier temps nous questionnerons donc les vrais bénéficiaires de ces transformations pour ensuite revenir sur ce que disent ces politiques du modèle de ville élaboré par la municipalité.

⁵⁷ Intervention d'une femme de la *villa* 31-31bis le 10 juillet 2019 lors du Séminaire de droit pour les référents des quartiers populaires à la faculté de Droit de Buenos Aires

Chapitre 1 - Des transformations au service de qui ?

1.1 – Introduction du concept de gentrification

Les politiques d'intégration auraient comme objectif l'amélioration des conditions de vie des habitants dans des situations vulnérables de la ville. A priori, les principales cibles de ces politiques seraient donc les habitants. Cependant, lors de notre enquête de terrain l'hypothèse selon laquelle la municipalité met en place les transformations dans les *villas* non pas pour garantir une vie digne à ses habitants mais selon d'autres intérêts se confirme. Cela se doit notamment au processus de modernisation urbaine portée par la municipalité à travers de telles politiques. En effet, la mairie de Buenos Aires, en intervenant dans les *villas*, entraîne une rénovation urbaine via le développement d'infrastructures qui selon nous, à terme, participeront à un processus de gentrification de ces zones. Cela est d'autant plus vrai pour nos deux études de cas qui ont un caractère central dans la ville.

La gentrification

Le terme est utilisé pour la première fois par la sociologue Ruth Glass au sein de son ouvrage *London : Aspects of change* en 1964. Elle l'utilise afin d'évoquer la transformation sociale d'un quartier populaire de la ville de Londres par l'installation d'une classe supérieure. D'ailleurs le terme vient du mot *gentry* qui signifie en anglais « bourgeois » ou « petite noblesse » faisant référence à cette nouvelle classe moyenne et haute s'installant dans des quartiers populaires et, se faisant, transformant son identité.

La gentrification est le plus souvent définie comme un processus urbain lié aux transformations subies par des quartiers populaires, généralement des centres villes, transformations dues à l'arrivée de nouvelles classes sociales moyenne/haute dans les zones qui, en s'y établissant installent de nouveaux modes de vies repoussant les habitants d'origines.

Nombreux sont les géographes, sociologues ou politistes ayant la gentrification comme objet d'étude. Des travaux sur l'Angleterre, les Etats-Unis ou même la France ne sont pas rares. Cependant, si la gentrification à des critères généraux, elle est aussi plurielle et diffère selon les contextes nationaux. C'est pourquoi les références à ce concept dans notre travail se feront à travers l'introduction d'auteurs argentins, que sont Tomas Alejandro Guevara et M. Di Virgilio.

Cela nous permettra de saisir plus finement ce processus dans le contexte de notre enquête de terrain.

Dans leur article « Gentrificación liderada por el Estado y empresarialismo urbano en la Ciudad Autónoma de Buenos Aires »⁵⁸ les deux auteurs définissent la gentrification comme « la transformation des aires centrales dégradées de la ville, ayant comme conséquence le déplacement des populations à bas salaires remplacées par des acteurs plus riches, qui sont porteurs de nouvelles valeurs et styles de vie valorisant la centralité, ou par des activités commerciales et économiques »⁵⁹. Le rôle de l'Etat dans ces processus se fait généralement *a posteriori*, après l'installation des nouvelles classes sociales, certaines politiques de rénovation urbaine voient le jour afin de stabiliser le nouveau visage du quartier. Le remplacement des populations d'origine se fait selon différentes modalités. Il est soit directement mené par l'Etat qui déplace les habitants, soit plus généralement, de manière indirecte. Les habitants des classes populaires vont se voir poussés à un certain moment à quitter la zone, conséquence de la hausse des prix. En effet, une conséquence importante de ce processus de gentrification est liée à la spéculation immobilière. Avec l'arrivée de nouvelles classes sociales, l'intervention de l'Etat dans la réhabilitation et la rénovation de la zone, les prix des logements vont fortement augmenter. Plus encore, les commerces présents vont changer de profil et s'adapter aux nouveaux habitants. Ces différents éléments obligent ainsi les classes populaires à abandonner leurs quartiers. Les deux auteurs argentins appuient d'ailleurs cette idée en définissant les déplacements comme « ces situations dans lesquelles des forces extérieures au lieu font que continuer de vivre dans ce lieu soit impossible, dangereux ou inaccessible »⁶⁰. Selon eux, si la gentrification a concerné dans un premier temps les régions d'Amérique du Nord et l'Europe, à partir de 1990 ce processus s'est progressivement étendu aux pays périphériques. En Amérique latine, cela a été porté par les différents pouvoirs locaux à travers des politiques dite « d'urbanisme néolibéral » selon lesquelles la ville serait destinée aux plus dotés en capitaux au détriment des populations les plus précaires. Les auteurs postulent alors qu'à Buenos Aires un des impacts de la gentrification est la création de nouveaux espaces d'opportunité pour l'investissement spéculatif dans le marché immobilier des zones centrales de la ville.

Nous pouvons postuler que ce sont bien ces processus qui sont à l'œuvre dans la *villa* 31-31bis ainsi que Rodrigo Bueno. Cependant dans nos études de cas l'intervention de l'Etat ne se

⁵⁸ Tomas Alejandro Guevara, Mercedes Di Virgilio, «Gentrificación liderada por el Estado y empresarialismo urbano en la Ciudad Autónoma de Buenos Aires», *Revista Estudios Sociales Contemporaneos*, 2014, pp. 12-23

⁵⁹ *Idem*, p.14

⁶⁰ *Ibid.*

fait pas *a posteriori* de l'arrivée d'une nouvelle couche sociale mais c'est la municipalité qui va elle-même mettre différents outils en place ayant comme conséquence sur le long terme, le remplacement des populations de ces zones. En effet, selon nous, les politiques d'intégration portées par la municipalité impulsent une rénovation urbaine dans les *villas* et à leurs alentours ayant comme fin leur transformation physique et ainsi un renouvellement de leurs populations. Cela va se faire à travers plusieurs éléments. Dans un premier temps cela va passer par un partenariat avec le secteur privé lié à ce que Tomas Alejandro Guevara et M. Di Virgilio appellent « l'urbanisme entrepreneurial » rendu possible par la création et le développement de nouvelles infrastructures et de grands projets urbains dans ces zones. Enfin, la municipalité va également s'atteler à développer une mise en tourisme des *villas* qui nous intéressent.

1.2 – Une gentrification impulsée par la Municipalité

La gentrification fonctionne comme une stratégie de développement urbain et territorial pour la municipalité dans un contexte nommé par les auteurs comme « entreprenariat urbain ». Ils entendent par ce terme le rôle actif de l'Etat dans la promotion des activités économiques dans laquelle la transformation du territoire joue un rôle fondamental. L'entrepreneariat urbain fait référence à un type « d'orientation d'une municipalité et de ses politiques publiques qui est caractérisé par la croissance économique à travers l'articulation public-privé (...) le schéma de cet entreprenariat fonctionne avec un Etat qui apparaît comme facilitateur et promoteur de l'activité économique garantissant le capital privé »⁶¹. Les deux auteurs postulent que depuis 1990 s'est générée une importante interrelation entre la municipalité de Buenos Aires et le secteur privé. Cela fait sens dans nos deux cas d'étude. En effet les *villas* 31-31bis et Rodrigo Bueno sont toutes deux localisées sur des terres où de grands projets immobiliers sont pensés.

Le projet de loi d'intégration de la *villa* Rodrigo Bueno, comme nous l'avons déjà souligné, fut très polémique car il a été présenté en même temps que le grand projet immobilier de résidence pour les classes aisées de la ville, mené par l'entreprise IRSA et soutenu par la municipalité. Bien que ce projet n'ait toujours pas été approuvé par la Législature *porteña*, il permet de rendre compte des liens établis entre la municipalité de Buenos Aires et une entreprise privée. Plus encore il permet de repenser la politique d'intégration menée à Rodrigo Bueno.

⁶¹ Tomas Alejandro Guevara, Mercedes Di Virgilio, *op.cit.*, p.14

En effet, l'entreprise IRSA alors propriétaire des terres et chef du projet Solares de Santa Maria, face aux multiples refus de la Législature *porteña* d'approuver ses projets de résidence a proposé au sein de ses dernières présentations en 2016 un accord avec la municipalité établissant sa participation, à hauteur de 70 millions de dollars, à la transformation de Rodrigo Bueno. La condition de cette collaboration étant que 15% de ce montant, soit 20 millions de dollars, doivent être destinés à la construction d'infrastructures urbaines dans la zone. Si le parti politique PRO du maire Horacio Rodriguez Larreta a fortement appuyé ce projet, les députés des partis plus à gauche l'ont rejeté. Cependant ce point en dit beaucoup sur les processus en cours. De fait, cette collaboration ne ferait que renforcer la dimension exclusive de cette zone. Si, à première vue cela semble participer à la transformation et intégration de la *villa*, il nous semble que l'objectif final soit ailleurs. Le développement urbain de cette zone, la construction de nouvelles infrastructures, la transformation « physique » de la *villa*, loin de profiter à la population de Rodrigo Bueno, ne feront que repousser ses habitants vers d'autres lieux d'habitation. Et ces changements profiteront à terme à l'entreprise qui verra en même temps que le développement urbain de la zone, le prix du terrain augmenté. S'installeront alors des populations ayant les moyens de vivre sur ces terres et qui accéderont aux nouvelles infrastructures urbaines créées par la municipalité. Dans ce cas, il nous semble peu probable que les habitants de la *villa* arrivent à se maintenir dans la zone.

Figure 13 - La petite villa et le grand projet urbain



C'est donc dans ce sens que nous pouvons penser que les politiques d'intégration alors en cours dans la *villa* Rodrigo Bueno soient très fortement liées aux intérêts du secteur privé, plus particulièrement du secteur immobilier encouragé par la municipalité. Bien que ce projet n'ait pas eu l'accord nécessaire pour se mettre en route, à chaque présentation, il reçut pourtant l'aval des plus hautes instances de la municipalité représentées par le maire Horacio Rodriguez Larreta. Les liens entre la création d'infrastructures urbaines mené par la mairie *porteña* et le développement de projets menés par le secteur immobilier ne s'observe pas seulement dans le cas de Rodrigo Bueno mais c'est également le cas pour la *villa* 31-31bis.

En effet, il est prévu dans la zone de la *villa* 31-31bis la construction d'un nouveau quartier, le Distrito Quartier Puerto Retiro, développé par l'entreprise immobilière Argencons. Ce dernier comprendrait, d'après le projet, trois immeubles : un destiné à héberger des bureaux « d'avant-garde » avec une cours intérieure ; un second abritant des lofts et le dernier comprenant des studios. Ces différents immeubles seront connectés par une « promenade commerciale » consacrée aux commerces, restaurants et autres attractions. L'illustration ci-dessous permettra une meilleure représentation de ce projet urbain (Figure 14). Il est également possible d'avoir une vue d'ensemble à travers la vidéo de sa promotion diffusée par l'entreprise immobilière⁶².

Figure 14 - Le nouveau Distrito Quartier Puerto Retiro en image



Capture d'écran de la vidéo de promotion du projet diffusé et publié par Argencons, disponible : URL <<https://vimeo.com/237332408>>

⁶² Disponible: URL <<https://vimeo.com/237332408>>

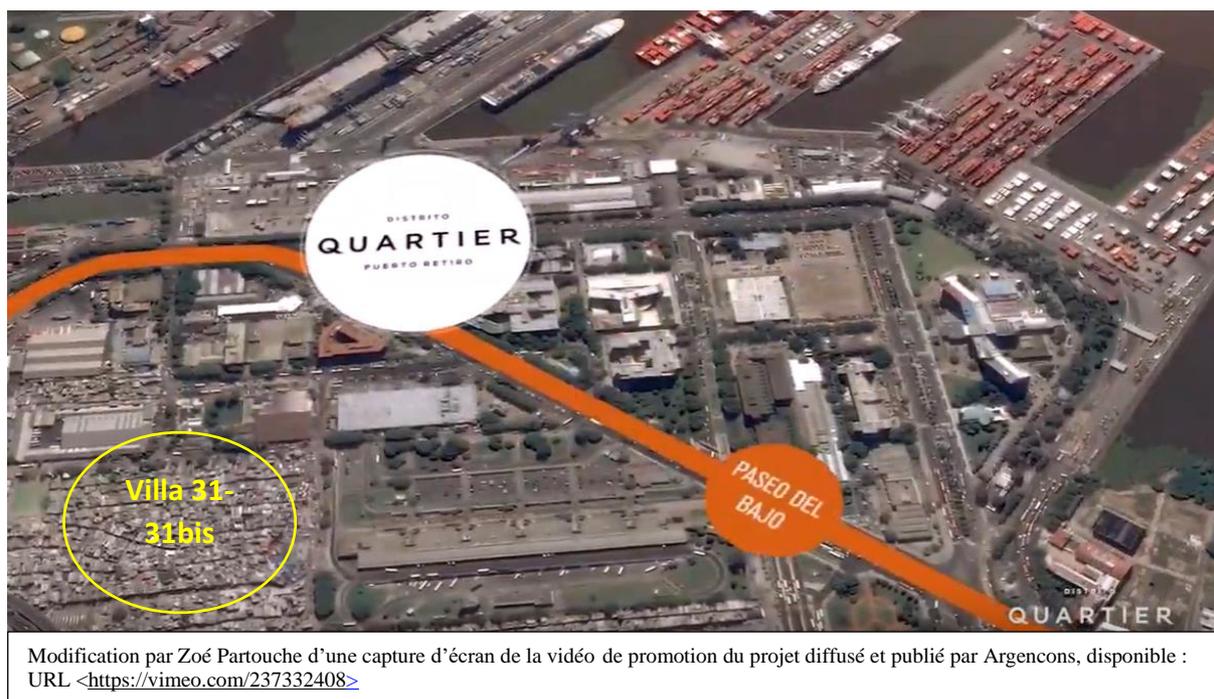
Cet ensemble immobilier prendrait place sur des terres actuellement inoccupées sur lesquelles se tenait l'ancien Hôpital Ferroviaire abandonné depuis sa fermeture en 1999. En 2008, c'est l'entreprise Caputo SA qui achète les terrains. C'est en 2016 que cette entreprise, aux mains d'un proche du président Mauricio Macri alors en exercice, les revend plus de quatre fois le prix. Si nous prenons en compte les transformations dans la zone, nous comprenons alors cette hausse. Et d'ailleurs cela est clairement exprimé par l'ancienne compagnie propriétaire des terres qui affirme en octobre 2016 :

« Pendant les réunions que nous avons eu avec la municipalité, nous avons été au courant des différents projets en cours qui développaient et réhabilitaient la zone aux alentours géographiques de notre propriété et parallèlement nous observions que le secteur immobilier était intéressé »⁶³

Ce projet est intéressant car il permet de faire le lien direct entre grands projets urbains menés par la municipalité et développement immobilier. Et de fait, les différents projets urbains dans la zone n'ont fait qu'augmenter la valeur du prix du sol. En témoigne un passage de la vidéo de promotion du Distrito Quartier Puerto Retiro, qui met en lumière la relation entre les œuvres menées par la municipalité dans la zone et le développement du quartier tels que le Paseo del Bajo et la rénovation du Terminal de bus de Retiro. La transformation de la *villa* 31-31bis fait également partie de ces changements fructueux pour la zone car le nouveau projet immobilier est situé juste en face de la *villa*. C'est un argument présent dans la vidéo de promotion.

⁶³ Nicolas Eisler, «Puerto Retiro: otro meganegocio que Caputo cerro con ayuda del Estado», *Tiempo Argentino Beta*, 20 mai 2017. Disponible : URL < <https://www.tiempoar.com.ar/nota/puerto-retiro-otro-meganegocio-que-caputo-cerro-con-ayuda-del-estado>>

Figure 15 - La villa 31-31bis sur le chemin du Distrito Quartier Puerto Retiro



Il est également situé à côté d'autres grands projets tels que le Paseo del Bajo et la nouvelle trace de l'autoroute Illia, autant d'éléments qui en font une zone convoitée. Le Paseo del Bajo, est un couloir routier de 6,7 km d'extension qui connecte l'autoroute Buenos Aires-La Plata et Illia pour éviter l'entrée dans la ville du transport lourd. La Corporation Puerto Madero a été chargée d'élaborer le dessin de cette dernière qui consiste en la construction d'un tunnel sous terrain pour les poids lourds le long de Puerto Madero. Au niveau de la surface seront créés des espaces verts. Nous comprenons donc que cette zone soit considérée par l'entreprise immobilière comme ayant un potentiel urbain important. D'ailleurs le projet Argencors définit sur son site la zone comme « Ayant une localisation exceptionnelle, sur le nouveau Paseo del Bajo, formant la continuité de Puerto Madero, et connecté directement à l'autoroute Illia, la Costanera Norte, la station de Retiro et la Place San Martin ». Si ces différents éléments nous permettent déjà d'entrevoir le processus de gentrification impulsé par la municipalité à travers plusieurs œuvres urbaines étroitement liées à des relations avec le secteur immobilier, ils ne sont pas les seuls.

Effectivement, ce qui nous permet de croire en une future gentrification impulsée par la municipalité dans la zone est lié à la manière dont cette dernière a pensé les différentes infrastructures. Notons par exemple la construction en cours du Ministère de l'Education dans la villa 31-31bis au moment de notre enquête. D'après les dernières informations, le

déménagement aurait commencé à se faire depuis le début du mois de janvier. Il s'agit d'un bâtiment de vingt-deux mille mètres carrés divisé en dix étages qui recevra 2150 employés. Dans les discours des élus locaux, la construction du Ministère aurait pour fonction de dynamiser la zone économiquement car de nombreux employés de l'organe devront consommer dans la *villa*. Cependant selon nous cet ouvrage contribue au processus de gentrification de la zone. En témoigne d'ailleurs la modernisation des environs du Ministère. En même temps que la construction du bâtiment, plusieurs œuvres ont été menées aux alentours. Des maisons ont fait l'objet d'amélioration notamment de leurs façades, aujourd'hui repeintes mais aussi la construction d'un terrain de football ou le bétonnage d'une des rues principales, menant au Ministère. Cela est illustré par la photo ci-dessous (Figure 16) : le bâtiment gris au dernier plan est le futur Ministère de l'Education en construction, au premier plan nous voyons la nouvelle route bétonnée ainsi que le terrain de football neuf et les maisons peintes de manière colorée. Selon Cristina Cravino, lors d'une rencontre dans la *villa* 31-31bis, le 24 juillet 2019 : « tu vois toutes les maisons sont repeintes de ce côté, tu sais pourquoi, parce qu'elles sont à la vue du nouveau Ministère ». Et de fait, cette zone est la plus avancée dans le programme d'amélioration des maisons.

Figure 16 - Le Ministère de l'Education et la transformation de ses alentours



Photo réalisée par Zoé Partouche du nouveau Ministère de l'Education en construction et ses alentours le 27 juillet 2019

Or, ce projet est loin d'être le seul ayant comme objectif le développement urbain de la zone. Il est également question de faire un parc suspendu du bout d'autoroute passant au-dessus de la *villa*. L'idée est de créer une zone verte tout au long de cette ancienne autoroute, avec des points d'activités, des pistes cyclables, des espaces pour faire du sport ou simplement se promener.

Enfin, il est également prévu d'accueillir le siège Amérique latine de la BID (Banco Interamericano de Desarrollo). Le bâtiment servirait de pont connectant la *villa* avec son entourage. Quand nous disons « pont » ce n'est pas qu'un sens symbolique puisque le projet prévoit de construire des bureaux inclus dans un pont piéton connectant la zone au quartier de Recoleta. La partie inférieure du pont comprendra alors les bureaux de la BID et la partie supérieure un espace piéton avec des espaces verts.

A travers la présentation de ces différentes infrastructures nous voulons souligner l'effort entrepris par la municipalité pour conforter la dimension privilégiée de la zone. Ces projets posent des questions quant au processus d'intégration que connaît la *villa* 31-31bis laissant entrevoir un doute sur les motivations sociales de ce dernier. De fait, ces multiples infrastructures, à terme, serviront au développement de la zone en l'ouvrant à de nouvelles classes sociales telles que celle des élus politiques ou hauts fonctionnaires (concernant le Ministère de l'éducation), à des acteurs internationaux de haut rangs (pour la BID) ou tout simplement à des *porteños* venus faire une promenade sur le nouveau parc suspendu. Cela aura comme effet, selon nous, une revalorisation de la zone et une hausse des prix et finalement le déplacement des populations d'origine et la disparition de la *villa* ou en tout cas sa transformation radicale. Nous voyons donc que la mairie de Buenos Aires joue un rôle de premier rang mettant en œuvre les bases permettant une future gentrification. Si dans la *villa* 31-31bis cela passe par la construction de nouvelles infrastructures, dans la Rodrigo Bueno un autre élément est utilisé par la municipalité comme stratégie de gentrification : il s'agit du tourisme.

En effet, la municipalité va entreprendre le développement du tourisme dans des quartiers qui autrefois ne s'adressaient pas aux touristes. Cela passe par la transformation de certaines aires, la construction de nouvelles infrastructures ou la mise en valeur d'autres ayant comme objectifs d'attirer les touristes et donner un autre visage à la zone. La localisation de Rodrigo Bueno en fait un quartier ayant un potentiel touristique exceptionnel par sa proximité avec le centre administratif et historique de la ville et à des lieux touristiques comme Puerto Madero ou San Telmo. Mais avant tout la *villa* est située à quelques mètres de la réserve écologique,

lieu privilégié des *porteños* et touristes venant le weekend se promener. En témoigne un extrait de carnet de terrain dans la zone :

« C'est samedi, il fait beau, ce sont les vacances d'hiver j'ai rendez-vous avec A.J de l'association l'Hormiguero⁶⁴ à 14h. Je suis venue un peu avant, à midi, il y a énormément de monde, de nombreux postes de nourriture tout le long du fleuve, un marché sur la route qui est coupée les weekends. Beaucoup de gens font du roller, du skate ou du vélo. Il y a beaucoup de voitures garées aux alentours. Du monde partout, des familles, des couples qui s'assoient aux différents postes de nourriture pour manger le typique sandwich à la viande. A l'entrée de la réserve écologique, il y a une petite place depuis laquelle la vue donne d'un côté sur la réserve et de l'autre sur les gratte-ciels (voir Figure 17) de Puerto Madero, séparés par une avenue et le *rio*, où les véhicules ne circulent apparemment pas le weekend. On voit aussi de beaux arbres. C'est un beau site. Un employé de l'Hormiguero, collègue d'A.J vient me chercher sur la place à 14h et on se dirige ensemble vers la *villa*, elle est à 50 mètres de la place »

Figure 17 - Contraste urbain : les gratte-ciels et la villa



Photo des gratte-ciels de Puerto Madero depuis l'entrée de la villa Rodrigo Bueno. Photo réalisée par Zoé Partouche le 9 aout 2019

⁶⁴ L'Hormiguero est une association présente dans la villa Rodrigo Bueno qui entend avoir une incidence éducative sur la population du quartier car elle propose des formations diverses pour les adultes mais aussi des activités pour les enfants

La municipalité va donc se servir de ce potentiel touristique pour transformer Rodrigo Bueno. Le projet d'intégration prévoit le développement d'un pôle gastronomique localisé à l'entrée de la *villa*, entre les nouveaux logements et la réserve écologique, de l'autre côté du « quartier historique ». Cela consiste en l'installation de plusieurs *food trucks* avec l'objectif de générer des mouvements de nouveaux consommateurs et de cette manière assurer, selon la municipalité, aux habitants une source de revenus. S'il n'était pas encore en fonctionnement lors de notre enquête de terrain il est aujourd'hui bien réel (voir Figure 18 et 19 ci-dessous).

Figure 18 et 19 - « Ouvrir » la *villa* aux étrangers à travers un pôle gastronomique

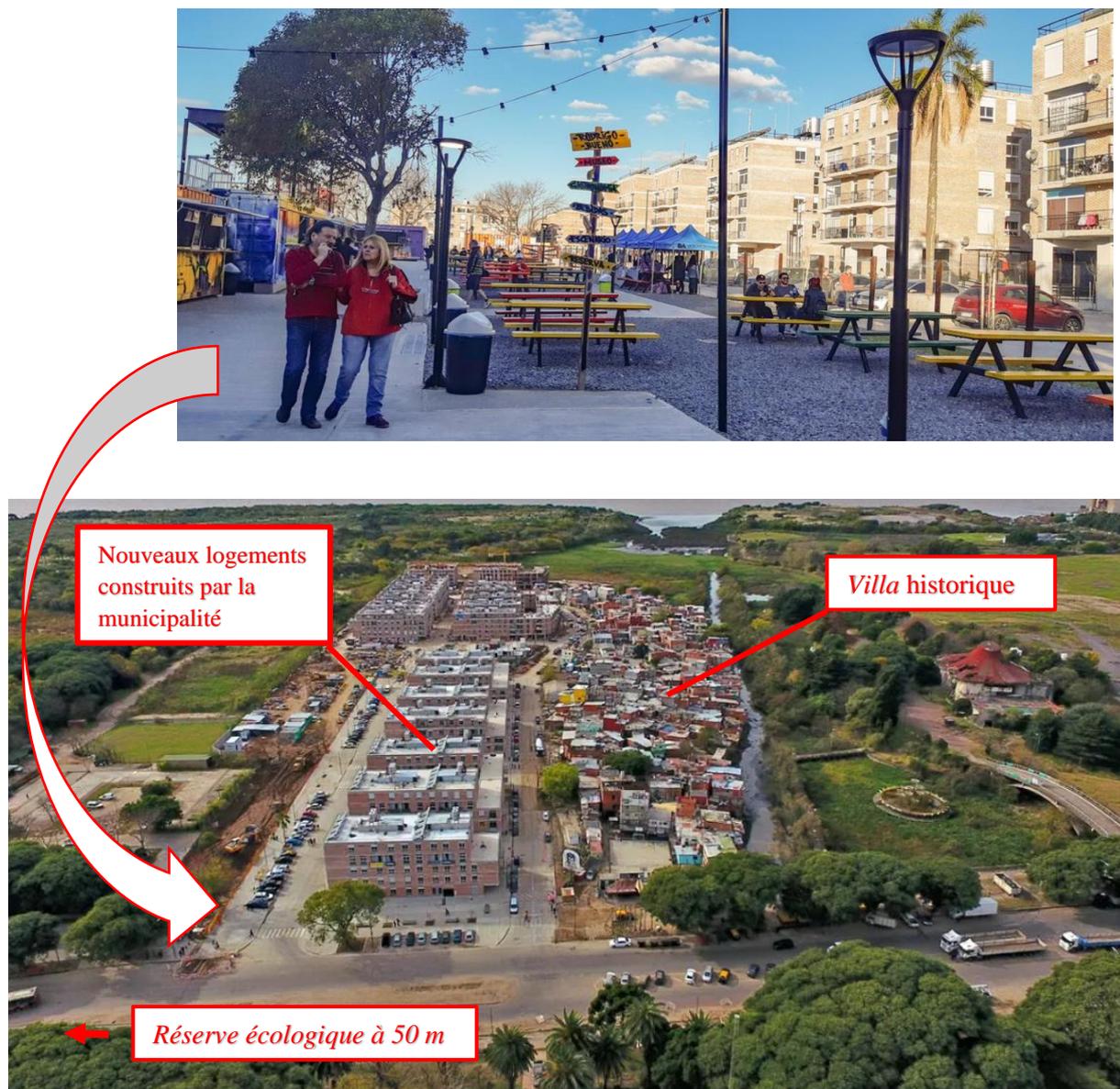


Figure 18 - Image de la nouvelle promenade «gastronomique» dans la *villa* Rodrigo Bueno emprunté à Alejandro Horvat, «La villa Rodrigo Bueno ya tiene su patio de comidad al aire libre», *La Nación*, 24 aout 2019. Disponible : URL <<https://www.lanacion.com.ar/sociedad/la-villa-rodrigo-bueno-tiene-su-patio-nid2281168>>

Figure 19 – Image de la *villa* Rodrigo Bueno vue de haut, emprunté à Mauricio Giambartolomei, «La urbanizacion de la villa Rodrigo Bueno genera un nuevo barrio en las tierras mas caras de la ciudad», *La Nación*, 6 juin 2019. Disponible: URL <<https://www.lanacion.com.ar/buenos-aires/la-urbanizacion-villa-rodrigo-bueno-genera-nuevo-nid2254586>>

Cependant, il est intéressant de s'interroger sur le profil des personnes cible de ce pôle gastronomique et s'il inclut réellement les activités commerciales et les types de plats et nourritures faits par les habitants de la *villa*. En effet, comme le note A.J, l'idée que ce pôle serait profitable aux habitants de la zone est questionnable. Il explique que lors de l'inauguration du lancement des travaux, l'IVC a organisé un grand marché gastronomique mais aucun exposant n'était habitant de la *villa*. Il dit « c'est toujours comme ça, l'IVC ils viennent dans la *villa* avec leurs beaux événements mais qu'avec des blancs, blonds, bon oui il y avait des péruviens, boliviens mais pas de la *villa* ». De plus nous pouvons émettre une interrogation quant à la localisation de cet espace. En effet, sa position en fait le nouveau visage de la zone car, à présent touristes et *porteños* ne verrons plus la *villa* mais bien ce nouveau pôle gastronomique et les nouveaux bâtiments localisés en face. Le quartier historique, autrement dit l'ancienne *villa* sera donc cachée derrière ces deux nouvelles infrastructures. C'est aussi cette nouvelle vue qu'auront les habitants du quartier de Puerto Madero. Nous pouvons donc être sceptiques quant à l'idée que ce développement touristique serait bénéfique pour les habitants de la zone, d'autant plus que ces derniers peuvent avoir l'exemple du quartier de la Boca en tête.

En effet, la Boca, quartier du sud de la ville, doit son origine à l'arrivée d'ouvriers migrants européens, particulièrement italiens, qui se sont installés dans cette zone. Beaucoup travaillaient dans le port alors présent. Mais l'arrêt du fonctionnement du port et la perte d'emploi par ce secteur industriel a marqué la dégradation du quartier. L'habitat s'étant alors rapidement dégradé. En 1980 la municipalité de Buenos Aires lance le programme « Recuperacion de la Boca » qui postule une récupération intégrale du quartier. Pour cela la municipalité investit dans différentes infrastructures et espaces publics. Beaucoup de ces œuvres avaient pour objectif de développer le circuit touristique à l'intérieur du quartier le liant au stade de football de Boca Junior et à ses alentours. Le développement touristique s'est fait à partir d'une récupération pittoresque de la culture populaire caractérisée dans le quartier. Cette stratégie a bien fonctionné car actuellement la Boca est le passage obligatoire pour les touristes venus visiter la capitale argentine. Cependant, l'intervention de la municipalité dans cette zone a concerné avant tout le secteur touristique concentré dans une partie du quartier, Caminito. Le reste de la zone, loin d'avoir profité de cette transformation connaît toujours des problèmes d'habitat. A l'image de cet exemple nous pouvons remettre en question l'idée avancée par la municipalité de répercussion positive du tourisme sur la population de la *villa* Rodrigo Bueno.

Ainsi, nous avons pu rendre compte, à travers nos deux études de cas, le rôle que joue la municipalité de Buenos Aires dans l'impulsion d'une gentrification dans ces zones. Cette dernière, permettant l'apparition de nouveaux projets immobiliers, le développement de nouvelles infrastructures et/ou de grands projets urbains mais aussi un fort développement touristique, modifie le cadre géographique des *villas* et impacte la présence des habitants vivant dans la zone. En effet, ces différents éléments ne font que rendre incertaine la stabilité de la population des *villas*, qui avec la transformation de leur entourage, verront leur cadre de vie modifié par l'arrivée de nouvelles classes moyennes, voire supérieures, dans ces aires. Ainsi, rester vivre dans cet espace deviendra une problématique majeure pour les habitants. Ce processus de gentrification impulsé par la municipalité n'est pas intéressant en soi mais en ce qu'il permet de soulever une question fondamentale, celle des objectifs des transformations. Finalement, les transformations des *villas* servent-elles au développement de ces multiples infrastructures ou le développement de ces infrastructures impose-t-il une transformation des *villas* ? Autrement dit, les objectifs de la mairie sont-ils d'ordre social ou urbain ? Visent-ils une amélioration des conditions de vie des habitants des *villas* ou un développement urbain ? Afin de tenter de répondre à ces interrogations, il est nécessaire d'introduire le concept de modèle de ville qui sera l'objet de notre dernier chapitre.

Chapitre 2 - Les politiques dans les *villas* : entre intégration et évictions

2.1 – Une typologie des « modèles de ville »

« Les positions publiques des acteurs se nourrissent de perspectives et de conceptions politiques et idéologiques, configurant un certain modèle de ville comme une abstraction qui donne des explications et perspectives sur comment doit être habitée la ville, qui a le droit d'y accéder, comment elle doit être produite et consommée, quelle logique doit orienter ces processus de production et de consommation »⁶⁵

Tomas Alejandro Guevara propose, à partir de cette définition, une analyse des modèles de ville dans la capitale Argentine entre 2001 et 2011. Pour ce faire il élabore au sein de son

⁶⁵ Tomas Alejandro, «Conflictos ...», *op.cit.*, p. 2

article « Conflictos urbanos y pujas entre modelos de ciudad. Buenos Aires (2001-2011) » une typologie de modèles de ville. Il part de l'étude de trois conflits urbains présents dans la ville. Il va étudier quels sont les acteurs en jeu dans ces conflits, les relations que ces derniers entretiennent et les positions qu'ils prennent publiquement. Ces éléments lui permettent d'établir différents critères qui seront à la base de sa typologie. Il part du postulat que pour comprendre une politique urbaine, il ne suffit pas de regarder seulement au niveau de l'acteur qui impulse les changements mais l'important est d'analyser les relations entre les différents acteurs qui font qu'une telle politique est rendue possible à un moment donné et à un endroit donné. Il s'appuie pour cela sur des sources médiatiques telles que des journaux, des revues ou documents publiés par les acteurs eux même.

Afin de rendre plus pratique ce concept de modèle de ville, Tomas Alejandro Guevara expose sa méthodologie qu'il nous semble utile de développer ici. Il part de deux dimensions principales :

- La première est articulée autour de la valeur donnée à la ville, autrement de quoi la ville est-elle le support. Il existe selon lui ici deux modèles opposés :
 - o Les modèles qui prônent ce que l'auteur appelle la valeur d'usage de l'espace urbain, c'est-à-dire la vision d'une ville capable de répondre aux différentes nécessités (par exemple de logement ou d'environnement adéquat) pour la population dans son ensemble.
 - o Les modèles qui prônent la valeur de changement de l'espace urbain, ici la ville est pensée comme une base d'accumulation de capital.
- La deuxième dimension s'articule autour du caractère inclusif ou exclusif de la ville. Autrement dit à quel point ces modèles prennent en compte les droits et nécessités des secteurs populaires.

En croisant ces différents critères, l'auteur établit quatre modèles de ville, qu'il nous paraît important de détailler pour ensuite pouvoir les appliquer à notre objet d'étude.

1. **Modèle de droit à la ville.** Basé sur le droit au logement, à l'habitat et à l'environnement adéquat pour tous les secteurs sociaux. L'importance est mise sur la garantie de l'accès aux biens et services associés à l'espace urbain : éducation,

santé, culture, transport etc. C'est une perspective qui combine une vision inclusive des secteurs populaires et propose la ville comme une valeur d'usage.

2. **Modèle de ville du patrimoine, des espaces verts et des basses densités.** Les éléments de ce modèle sont apparus dans le débat public en lien avec la forte densification de certaines zones de la ville qui a généré des conflits autour de la conservation du patrimoine architectural mais aussi de la disponibilité des espaces verts pour assurer un environnement adéquat et des infrastructures. Cette perspective combine la valeur d'usage de la ville avec la défense d'un certain style de vie, le style des quartiers traditionnels avec une vision élitiste qui explicitement ou implicitement est excluante envers les secteurs populaires. C'est la défense du style de vie d'une classe moyenne qui a déjà accès à la ville dans sa totalité au détriment des classes populaires.

3. **Modèle de ville comme objet commercial.** Appréhende la ville pas seulement comme un support de l'activité économique mais comme une source d'accumulation de capital. L'activité immobilière est alors pensée comme le principal secteur pour impulser la croissance économique. Il est excluante des classes populaires puisqu'il postule que le marché est le seul mécanisme d'assignation de moyens et qui détermine la localisation des classes populaires dans l'espace urbain. Il termine donc par obliger ces secteurs populaires à la précarité et/ou à la « périphérisation ».

4. **Modèle de l'action réparatrice et des subventions.** Il suppose aussi la ville comme objet commercial mais implique un effort pour répondre aux demandes de la frange de la population qui ne peut pas accéder à ses nécessités à travers le marché. Il propose une action de réparation envers ces populations qui ne peuvent pas accéder aux mécanismes du marché. En ce sens, outre le marché en tant « qu'allocateur » de ressources et critères de localisation des secteurs sociaux, la nécessité et l'obligation de faire respecter certains droits fondamentaux, tels que l'accès au logement, sont reconnues.

Nous connaissons les risques de fonctionner à partir de typologie qui sont bien souvent réductrices et ne permettent pas de saisir les détails, les exceptions en établissant de larges catégories. Cependant, intégrer une typologie à un travail de recherche nous semble pertinent car nous permet de donner un sens à une enquête de terrain. En effet, cela permet de

conceptualiser une réalité sociale, autrement dit de pouvoir partir de nos études de cas particuliers et de pouvoir en comprendre des processus plus généraux. Car ces politiques d'intégration viennent de quelque part, elles sont pensées à partir d'un modèle qui dépasse la simple intervention dans la *villa*. Analyser cela à partir des modèles de ville nous permet donc de questionner les raisons d'être de ces politiques.

En effet, l'article de Tomas Alejandro Guevara nous semble très intéressant pour notre objet de recherche. Jusqu'à présent notre travail a montré par différents moyens, de quelles manières les transformations menées dans les *villas* mettent en lumière un conflit entre deux visions opposées sur l'interprétation de ces transformations et sur comment elles devraient être menées. Nous avons également relevé un certain nombre d'acteurs impliqués dans ces politiques qui, chacun à sa manière, les a appuyées ou contestées. Selon nous, loin de concerner seulement les politiques d'intégration socio-urbaine, ces visions permettent de relever différentes manières d'appréhender la ville dans son ensemble. Il est alors question de disputes entre des modèles de ville. Ainsi, il nous paraît que les politiques de transformation des *villas* sont intéressantes car elles révèlent diverses manières de penser la ville. Cela dépend, selon nous, fortement de la position des acteurs. Car ces modèles de ville sont ancrés, bien plus que dans des positions géographiques, dans des positions sociales. Ainsi, quand les élus politiques locaux pensent les politiques d'intégration, ils le font depuis leur position d'élite politique ; quand l'IVC ou la SISU exécutent cette même politique ils le font depuis une position de pouvoir sur les territoires en question et quand les habitants contestent cette politique, c'est depuis leur position de vulnérabilité. Chacun de ces acteurs agit et interprète ces transformations à partir d'un modèle de ville qu'il a intégré et revendique depuis sa position sociale. Et ces modèles de ville ne se créent pas, d'après nous, lors d'un conflit ou de la mise en œuvre d'une politique mais ils sont déjà ancrés dans les esprits avant ces événements ; d'ailleurs ils vont guider la politique. Ainsi, si la typologie de Tomas Alejandro Guevara est pertinente en ce qu'elle permet d'établir un cadre tentant de comprendre une réalité sociale, elle nous semble insuffisante dans le constat de base. En effet, l'auteur part des conflits existants pour en expliquer les modèles de ville, autrement dit il part du conflit, en distingue les acteurs associés et détermine en fonction de cela les modèles de ville en jeu. Or, il nous paraît plus juste de partir des modèles de ville pour comprendre le conflit ou, dans notre cas, la mise en œuvre d'une politique. Une politique publique, comme nous l'avons déjà souligné, s'inscrit dans une vision, dans une idéologie, dans une position qui découle d'un modèle de ville. Autrement dit, le modèle de ville est antérieur au conflit, ou à la politique. Dans notre cas, c'est justement à

partir de la vision que les agents de la municipalité ont de la ville, de la manière dont ils se la représentent que seront mises en place les politiques d'intégration socio-urbaine, cherchant à rendre leur modèle réel. Finalement l'auteur part du constat des conflits sans en expliquer l'origine alors même que ces derniers sont, d'après nous, le résultat de l'imposition d'un modèle de ville. Ainsi, cette typologie fait sens lors d'analyser notre objet d'étude car elle permet d'appréhender les conflits liés à la mise en œuvre des politiques d'intégration socio-urbaines comme des conflits entre différentes perception, ou modèle de ville. Cependant pour nous, ces perceptions sont la cause du conflit. Nous nous servons donc, pour le reste de ce travail, des modèles de ville mais dans une démarche différente de celle de l'auteur.

2.2 – Les politiques d'intégrations : stratégie sociale ou stratégie urbaine ?

Quel modèle de ville s'exprime alors à travers les politiques d'intégration socio-urbaine ? Ce point nous semble pertinent à analyser dans cette dernière partie. La question est de savoir quel type de ville la municipalité de Buenos Aires entend développer à travers l'intégration des *villas*. Les discours et les actions des représentants de cette politique semblent conforter la dimension sociale des transformations, l'objectif étant l'amélioration des conditions de vie des populations les plus vulnérables de la ville. C'est d'ailleurs cet argument social qui est défendu au moment d'expliquer les raisons d'être des politiques. En témoigne le site de la municipalité dédié à la *villa* 31-31bis :

« Ce projet né comme réponse au défi qu'ont les grandes villes dans le monde : surmonter les contrastes sociaux et urbains pour que tous les habitants des villes puissent en profiter. C'est cela que l'on fait dans la ville de Buenos Aires, en travaillant pour que tous les *vecinos* du quartier 31 aient les mêmes opportunités et responsabilité que tout le monde »⁶⁶

Les projets menés par l'IVC sont également expliqués ainsi : « Nous travaillons pour que tous les *vecinos* connaissent l'égalité d'opportunité et puissent développer tout leur potentiel »⁶⁷

⁶⁶ Présentation du projet de transformation de la *villa* 31-31bis disponible sur le site internet de la SISU. Disponible : URL <<https://www.buenosaires.gob.ar/jefaturadegabinete/secretaria-de-integracion-social-y-urbana/conoce-el-proyecto-0>>

⁶⁷ Présentation du projet de transformation de la *villa* Rodrigo Bueno disponible sur le site internet de l'IVC. Disponible : URL <<https://vivienda.buenosaires.gob.ar/>>

C'est donc bien la dimension sociale qui est mise en avant par la municipalité quand elle justifie son intervention dans ces zones. Cependant, comme nous avons pu le voir au cours de ce travail, le recours à des pratiques discursives mettant en avant cette dimension est une stratégie à laquelle la municipalité a régulièrement recours. En pratique, c'est une toute autre réalité.

En effet, à première vue, c'est bien un modèle de l'action réparatrice qui orienterait les actions de la municipalité. Bien que cette dernière soit à l'origine de processus de gentrification dans les zones en question, elle tente en même temps de garantir l'accès aux services de bases et à un habitat digne aux populations des *villas*. Or, si actuellement c'est ce modèle qui domine, à terme nous pouvons en douter. Selon nous, la municipalité intervient plutôt dans ces zones dans un esprit de service du marché immobilier impliquant des déplacements et relocalisations indirectes des populations les plus précaires de la ville. Si cela passe premièrement, et comme nous l'avons développé, par un interventionnisme en termes de gentrification, cette dernière met également en place une stratégie de déstabilisation des conditions de vie des habitants visant, à terme, à les contraindre à quitter la zone.

Dans un premier temps notre enquête de terrain a permis de révéler des problèmes quant aux nouveaux logements construits sur place. Plusieurs habitants mettent en doute l'écart entre la maison qu'ils laissent et celle qu'on leur offre en échange. Ce qui est principalement pointé c'est la qualité de ces nouveaux logements. « On sait très bien qu'ils construisent des logements pour les pauvres » nous dit lors d'une visite de la *villa* Rodrigo Bueno une habitante. Dans la *villa* 31-31bis les nouvelles constructions sont faites à sec, c'est-à-dire avec des poutres et des panneaux de bois, recouvert de tôles de couleur bleue, utilisés pour la séparation des murs intérieurs des immeubles mais aussi à l'extérieur. Si ces méthodes de construction sont beaucoup moins chères et plus rapides elles ne sont pas faites pour durer sur le long terme. Car elles ne permettent pas une isolation (du bruit mais aussi des événements climatiques) adéquate des logements et nécessitent un entretien sérieux. Cela implique donc des dépenses pour les familles qui devront régulièrement faire effectuer des entretiens de leur logement, ce qui n'est pas pris en compte par l'entreprise de construction. La qualité du logement est importante pour les habitants, qui ont construit leur maison avec leur force de travail, du temps et des économies et qui se voient poussés à la quitter. Les employés des organismes défendent l'idée que c'est une chance pour les habitants qui pourront alors accéder à une vie digne rapidement, cependant à la vue des méthodes de construction nous pouvons nous demander si ces logements sont réellement une chance pour ces habitants qui, si les premières années seront bien, semblent ne pas être faits pour durer sur le long terme. Lors de la visite de cinq habitants, dans leur local de

résistance⁶⁸, une d'entre eux affirme « ils nous ont dit au début qu'on allait avoir une maison, la même chose que ce qu'on avait et qu'ils prendraient en compte nos commerces après on se rend compte qu'au final c'est un appartement beaucoup plus petit que notre maison avec du « dur lock », des tôles même pas de carrelage », une autre déclare : « On va devoir payer un crédit pendant 30 ans pour ces nouveaux logements, 30 ans pour ces matériaux de construction qui ne tiendront même pas cinq ans ». Lors de la MGP de la *villa* 31-31bis, le 24 juillet 2019, une femme prend la parole en s'adressant directement à un des fonctionnaires autour de la table « tu m'avais dit que les nouveaux logements ne seraient pas en « dur lock » et tôles ». Nous voyons donc bien ici le décalage entre ce qui est déclaré en théorie et la réalité. Dans ce même contexte, certains habitants critiquent la qualité des rénovations. Plusieurs argumentent que leur logement a été rénové, des murs de briques ont été abattus et remplacés par des constructions de plâtres ou de « dur lock », de moins bonne qualité. Il s'agit des mêmes questions que pour les logements neufs. A la *villa* Rodrigo Bueno, lors d'une rencontre avec d'autres habitants de la *villa* 1.11.14, D.N nous montre les logements ayant subi le programme d'amélioration, en disant « voyez pour l'IVC si les maisons sont peintes ça veut dire que c'est urbanisé ». Dans ce contexte, nous pourrions penser que cela mènerait à une reproduction de ce qui a eu lieu avec les NHT à l'époque des dictatures. Comme nous l'avons expliqué, à ce moment-là le gouvernement avait également construit de nouveaux logements pour reloger les habitants des *villas*, les NHT, mais faute d'accompagnement des familles et de garantie sur le long terme, ces derniers se sont rapidement transformés en de nouvelles *villas*. Cependant, la localisation des *villas* 31-31bis ainsi que Rodrigo Bueno nous permet de penser que, la municipalité ne laisserait pas un tel fait se produire. Au contraire, ce qui semble se passer, c'est le déplacement implicite et progressif de ces populations. La qualité des logements fait partie d'une stratégie de déstabilisation des conditions de vie des habitants, et s'accompagne également d'une dimension économique.

Les habitants vont devoir faire face au coût à assumer pour rester dans leurs lieux de vie. Les habitants sont incités à quitter leur logement pour rejoindre les nouveaux bâtiments et contraints à commencer à rembourser un crédit pendant plus de 30 ans. Nous n'avons pas eu accès aux prix exacts de ces crédits mais savons que ces derniers ne pourront pas excéder les 20% des revenus mensuels de la famille. Quand bien même, il semble compliqué pour ces familles qui, si elles n'avaient rien à payer jusqu'à présent se retrouvent désormais débitrices.

⁶⁸ Il y a dans ce local accroché aux murs plusieurs posters, pancartes accrochées aux murs reprenant le slogan « no nos vamos a ir ». Trois des cinq habitants sont de Bajo Autopista, une de la Containera et l'autre d'un autre secteur de la *villa*.

Plus encore, à terme ce sera toute la *villa* qui devra payer pour accéder aux services de base telles que l'électricité, l'eau et le gaz. Il y a ici une question très complexe sur le statut des habitants de ces zones : doivent-ils être traités comme n'importe quel habitant de la ville et donc payer comme tout le monde ou, parce qu'ils ont une position sociale qui les rend plus vulnérables, doivent-ils être aidés par la municipalité. Si la première solution se rapproche d'un modèle de ville comme objet commercial basé sur la logique de marché, le deuxième postule plutôt une action réparatrice et il semble que la municipalité ait choisi le premier. Actuellement il n'existe aucun tarif social pour que ces populations puissent accéder aux services.

Enfin, il y a aussi une dimension plus émotionnelle, car déménager pour ces habitants, c'est aussi et surtout abandonner plusieurs années de sacrifices et d'efforts. La plupart d'entre eux ont construit leur maison seuls, sur le temps long et y ont investi temps et argent. Déménager c'est aussi courir un risque. En effet, le logement représente une sécurité pour les familles, qui dans beaucoup de cas, l'agrandisse en fonction des nouveaux arrivants. La possibilité de construction en hauteur fonctionne comme une alternative aux crises économiques du pays. Cela sera désormais impossible dans les nouveaux logements. Mais c'est aussi une rupture de leurs liens sociaux. En effet, lors d'entretiens nous avons pu nous rendre compte des effets sociaux de ces relogements. D.N, habitant de la *villa* Rodrigo Bueno répond à la question « et les gens en majorité ils veulent déménager ou pas dans les nouveaux logements ? » ainsi : « Quelqu'un qui a investi beaucoup dans sa maison pour la construire en pensant qu'il allait y vivre toute sa vie, il a fait des sacrifices, puis c'est sentimental aussi il a tous ses voisins, ses habitudes ici, un nouveau logement ça veut dire que c'est reparti pour 30 ans de sacrifices en plus ». Il rajoute « L'IVC ne prend pas en compte qu'en traçant ces rues les gens par exemple qui avaient la sortie de leur maison qui donnait d'un côté, s'ils le changent, ça change beaucoup pour eux parce qu'ils avaient l'habitude d'aller faire leurs courses vers là-bas, ou aller au bus ou même parce que de ce côté c'est moins dangereux que de l'autre, ça leur change tout ». A.J affirme lui « tu vois par exemple la voisine d'à côté (des locaux de l'ONG) elle, elle veut pas partir parce que elle a sa vie ici, elle a ses voisins, elle connaît tout le monde, elle va pas tout quitter pour en plus payer un crédit de 30ans ». Cette rupture des liens sociaux et/ou familiaux est également présente dans le récit de A.V :

« A.V : nous on dans les nouveaux logements, ils m'ont donné trois chambres

Z : et ta maison ?

A.V : ils vont la détruire, bon de toute façon cette maison elle est en train de tomber, elle est mal construite, ils vont faire un patio ici pour les voisins d'à côté, quand ils nous ont affecté la maison c'est parce qu' elle est en mauvais état, comme on vit tous ensemble avec mes deux frères, ma sœur et tous les enfants, ils nous ont dit qu'en premier c'est moi qui déménagerait après mon frère et tous petit à petit, pas tous en même temps, nous on leur a dit que non que s'ils font ça il vont rompre nos liens, nous on est seuls, on a pas de mère, pas de père, pas de tante, rien, ma sœur quand elle s'en va c'est moi qui m'occupe de ses enfants puisque moi je travaille l'après-midi et c'est ma voisine qui garde mes enfants, on est toujours comme ça, quand je pars je sais qu'il y a la voisine à côté et ça, ça compte beaucoup »

Z : et vous avez réussi ?

A.V : oui maintenant normalement on va avoir un appartement l'un à côté de l'autre, mais ça c'est jamais respecté en général, nous ça a marché parce qu'ont été en situation d'urgence parce qu'ils devaient nous retirer de cette maison nous tous et que justement il y avait des logements disponibles à côté dans un immeuble parce que sinon on aurait dû déménager séparément et ça, ça arrive souvent, des familles qui sont les unes à côté des autres et par exemple on l'a vu avec une dame handicapée qui a été mise dans un bloc, seule, et son fils qui s'occupe d'elle dans un autre bloc plus par là-bas.

Z : donc là dans le nouvel immeuble tu vas vivre avec des gens que tu connais ?

A.V : non, ils font pas les relogements en fonction des pâtés de maison, c'est toute la *villa*, donc je vais vivre avec des gens que je connais pas trop »

D'ailleurs un communiqué a été développé par les habitants devant rejoindre les logements de la Containera, dans la *villa* 31-31bis, le 17 octobre 2017 affirmant ce qui suit : « ils prétendent nous donner des maisons de qualité inférieure à celles qu'on a aujourd'hui et avec beaucoup moins d'espace, on veut déménager tous ensemble et qu'ils respectent la quantité de mètres carrés et la qualité de la construction ».

Au regard de ces exemples il semble donc que les habitants soient exposés à deux types de destructions, celle matérielle dont nous venons d'exposer les mécanismes, mais aussi une destruction qui est symbolique. De toute évidence, la destruction de leur lieu d'habitation peut être considérée comme la destruction d'une mémoire collective. La plupart du temps ce sont eux qui avaient construit leur maison, qui y ont vécu pendant de nombreuses années, y ont dans

certains cas, élevé leurs enfants. Plus encore, ils avaient construit des liens de solidarité avec leur voisinage et une vie de quartier. Ainsi, bien que la dimension matérielle de la destruction soit traumatisante, selon nous il y a bien une dimension symbolique à prendre également en compte.

Finalement, tout cela illustre une stratégie menée par la municipalité qui, par ces différentes dimensions, rend la vie des populations des *villas* instables matériellement mais aussi sentimentalement. Nous voyons donc que ces projets de transformations étant associés à des projets de rénovations ou des grands projets urbains vont avoir un impact sur le prix de la terre et la spéculation immobilière mettant en marche une dynamique excluante en termes d'accès à la terre et au logement. La qualité des logements déficiente associée à des obligations de paiement tels que des crédits et les services, la rupture de leurs liens sociaux laissent entrevoir la stratégie de déstabilisation du cadre de vie des populations des *villas* impulsé par la municipalité visant implicitement à les contraindre à quitter ces zones. Cela est d'autant plus vrai, que la municipalité évoque depuis plusieurs années l'importance de l'octroi de titre de propriétés pour les habitants de ces *villas*. Si a priori cela est bénéfique pour ces derniers qui aurait alors le plein droit sur leurs terres, c'est aussi un risque important pour eux. En effet, avoir un titre de propriété c'est aussi et surtout pouvoir vendre sa terre quand il devient insoutenable de vivre dans la zone. D'ailleurs, la municipalité utilise ce droit comme un instrument de plus dans sa stratégie de déplacement des populations vulnérables de la ville. La déclaration d'une députée du PRO en est l'illustration. Gabriela Michetti déclare en 2013 lors d'un entretien télévisé :

« La *villa* 31 c'est difficile de la transformer en quartier, alors ma sensation c'est qu'il faut faire une régularisation dominicale pour que chaque personne ait sa maison et sa propre écriture (...) parce que ce qu'il s'est passé dans d'autres endroits du monde c'est qu'avec cela, comme ces terrains sont très appétissants pour le secteur privé et le secteur immobilier, ce qu'il se passe c'est que le secteur immobilier achète ces endroits et les gens peuvent s'acheter avec cet argent une maison dans la ville ou dans n'importe quel endroit. Et ces zones peuvent s'intégrer au port ou devenir un secteur de quartier pour classe moyenne »⁶⁹

⁶⁹ Extrait de l'entretien télévisé de Gabriela Michetti en 2013 diffusé sur la chaîne télévisée Telefe et disponible sur youtube : URL <https://www.youtube.com/watch?v=Vydex13YL_U>

Ainsi, ces différents éléments nous permettent de remettre en question ladite raison sociale de ces politiques. En effet, nous avons pu montrer à travers cette dernière partie que, bien que les politiques d'intégration apparaissent et sont présentées dans un premier temps comme relevant du domaine social visant l'amélioration des conditions de vie des habitants des *villas*, elles sembleraient plutôt servir comme outil d'imposition d'un modèle de ville pensé par l'élite municipale en collaboration avec le secteur immobilier. Modèle qui appréhende la ville comme lieu de vie des classes moyennes et supérieures, repoussant ainsi les classes populaires des centres. Car en effet, ce dont il est question c'est bien d'impulser une gentrification menée par la municipalité en lien avec le secteur immobilier afin de « moderniser » le centre-ville et d'en faire un lieu exclusif. Cependant cela n'est pas direct et non plus explicite. La municipalité de Buenos Aires, afin de récupérer ces zones centrales de la ville met en œuvre implicitement à travers ces politiques différentes actions qui, si à présent semblent convenir pour certains habitants voyant leurs conditions de vie transformées rapidement, ne semble pas pouvoir durer. C'est donc finalement une stratégie de déstabilisation qui aura comme conséquence le déplacement des populations les plus vulnérables de la ville dont la responsabilité incombe à la municipalité. En effet, cette dernière ne va pas déplacer directement et violemment ces populations, comme ce fut le cas dans le passé, mais elle mettra en place un cadre de vie tel que les habitants se retrouveront dans l'incapacité de rester dans ces zones et décideront de la quitter de leur propre chef.

Conclusion – Intégrer c’est accepter

Au cours de ce travail, nous avons voulu questionner les politiques dont les *villas* de Buenos Aires sont la cible à travers l’étude de l’intervention de la municipalité *porteña* dans les processus de mise en œuvre des politiques d’intégration socio-urbaines. Plus précisément, nous voulions comprendre si ces dernières avaient comme objectif réel celui affiché, c’est-à-dire garantir à l’ensemble de la population l’accès à un habitat digne en améliorant les conditions de vie des personnes vivant dans les quartiers informels de la ville. Ou bien, était-il question d’une stratégie urbaine visant au développement de la ville à travers sa modernisation. Ces interrogations se sont construites autour d’une enquête de terrain menée dans deux *villas* disposant d’une position centrale au sein de la ville de Buenos Aires. Ce choix était pertinent dans la mesure où nous avons voulu lier la question urbaine aux décisions politiques, autrement dit comprendre une politique publique à travers sa dimension spatiale. Plus encore, il permettait de tenter de répondre à notre hypothèse de départ qui supposait que les acteurs politiques locaux de la ville de Buenos Aires entreprenaient les politiques d’intégration socio-urbaine avec l’objectif de rendre le centre de la ville exclusif aux classes privilégiées de la société *porteña*. Ce sont ces différents éléments qui ont structuré le cœur de notre travail et afin de le rendre plus intelligible nous l’avons organisé autour d’une argumentation en trois points.

Nous avons commencé par « planter le décor » à travers l’exposé des définitions essentielles au déroulement du reste de notre travail. Pour cela nous avons présenté les *villas* et contextualisé leur situation en Argentine en revenant sur leur apparition et leur développement. Ce retour en arrière nous paraissait important afin de comprendre les enjeux actuels des politiques d’intégration socio-urbaine. Cela nous a également permis de souligner un point de rupture dans la manière de penser le cas des *villas* illustré, dans les années 2000, par un nouveau paradigme. Ce dernier suppose que l’éradication n’est plus la solution à cette question urbaine mais il est dorénavant question de politiques d’intégration. Afin de donner à voir cela nous avons présenté nos deux études de cas : la *villa* 31-31bis et Rodrigo Bueno en les replaçant dans leurs espaces géographiques central au sein de la ville de Buenos Aires.

Une fois cette contextualisation établie, nous nous sommes consacrés, dans une seconde partie à une analyse « de terrain » en présentant la dimension pratique des politiques d’intégration socio-urbaine. Nous avons souhaité montrer ce qu’il se passe quotidiennement dans ces zones. Pour cela, il était essentiel de présenter les acteurs chargés de mener à bien ces

politiques, l'IVC et la SISU, principaux visages sur le terrain de la politique d'intégration. Plus qu'une présentation il nous a intéressé de questionner leur rapport avec les territoires. Cette analyse a permis de souligner un paradoxe entre le principe d'intégration défendu par les deux organismes et leur méthode de travail sur le terrain qui accentue la frontière entre eux et les habitants et reproduit les stéréotypes dont sont victimes les *villas* et les *villeros*. Nous avons également présenté les actions mises en place jour après jour dans ces zones. Et, comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, une politique publique se compose d'acteurs, d'actions mais aussi de justifications. Il nous a donc paru important d'introduire une analyse de la dimension discursive de ces politiques, c'est-à-dire des stratégies auxquelles ont recours les acteurs qui les pensent et les mettent en œuvre pour les rendre sinon nécessaires, légitimes. Pour cela nous nous sommes appuyés sur différents supports permettant l'analyse de discours, notamment des journaux ou la télévision. Mais également sur une bibliographie plus théorique nous permettant de replacer notre objet d'étude dans le cadre plus général de l'analyse des politiques publiques.

Enfin, dans une dernière partie nous avons voulu questionner les raisons d'être des politiques de transformations des *villas* et leurs conséquences sur ces territoires. Notre dernière partie mettait en lien la mise en œuvre de ces politiques avec les localisations des deux *villas* étudiées afin de comprendre en quoi leur position géographique en fait des zones d'intervention privilégiées pour la municipalité. Dans ce contexte, les politiques d'intégration apparaissent comme un outil de gentrification ayant comme conséquence d'évincer les classes populaires du centre-ville. En effet, nous avons montré, au cours de cette troisième partie, de quelle manière les acteurs politiques *porteños* mettent en œuvre des infrastructures en partenariat avec le secteur immobilier, sous couvert d'un discours social, visant à la profonde transformation des *villas* et de leur entourage rendant la vie des populations sur place instable et les obligeants à terme à partir. Or, cela se fera sur un temps long et ce seront les habitants qui prendront la décision de quitter les zones dédouanant ainsi la municipalité de toute responsabilité. Afin d'illustrer ces processus nous avons mêlé données de terrain et cadre théorique autour de la typologie de modèle de ville d'Alejandro Guevara. Cela nous a permis de questionner la vision de la ville imposée par la municipalité à travers la mise en œuvre des politiques d'intégration.

Finalement et afin d'apporter une réponse à notre question de recherche, nous pouvons affirmer, à partir de notre étude, que les processus impulsés par la municipalité *porteña* et en cours dans les *villas* 31-31bis et Rodrigo Bueno, n'entendent pas améliorer les conditions de vie des populations mais qu'ils reflètent le développement d'une ville consacrée aux couches

moyenne et haute de la société repoussant les populations les plus vulnérables du centre-ville. Ces mouvements de transformations sont l'accomplissement d'un modèle urbain pensé depuis les élites politiques locales et tourné vers les bénéfices que peut apporter la ville et au sein duquel l'informalité urbaine est appréhendée comme un défaut que les politiques d'intégration seraient en mesure d'arranger. Ainsi, notre objet d'étude sous-tend une question plus générale qui est celle de la place de l'informalité dans nos sociétés. Plus encore, cela nous amène à une interrogation sur les représentations de la ville autour de ce qui est formel et ce qui ne l'est pas. Car est informel ce qui n'est pas formel. Autrement dit l'informalité se définit par la formalité. C'est bien cette distinction qui s'illustre dans les noms donnés, par les acteurs municipaux *porteños*, aux zones en transformation qui parlent de *villa* pour dire ce qui était et de *barrio* (quartier) pour ce qu'il va être. La *villa* 31-31bis devient, à travers les politiques d'intégration, le quartier 31-31bis et la notion de *barrio* Rodrigo Bueno apparaît une fois les interventions commencées. A travers ces termes, ce qui est pointé par la municipalité c'est la sortie de l'informalité et l'entrée dans la formalité, la sortie de la *villa* et l'entrée dans le quartier. Cependant, l'informalité est une représentation socialement déterminée : pour ses habitants la *villa* est leur quartier autant que pour les habitants de la capitale Palermo est leur quartier. Il n'existe pas essentiellement une différence entre la *villa* 31-31bis et le quartier de Palermo. Ce sont des acteurs extérieurs aux réalités des *villas* qui leurs attribuent le caractère informel. Mais nous pouvons nous poser la question de pourquoi les *villas* seraient-elles informelles et la ville qui les entoure formelle ? C'est bien au sein de ce débat là que l'analyse des politiques d'intégration socio-urbaine se place car finalement ces dernières partent du postulat que l'informalité urbaine, dans notre cas la *villa*, en tant que défaut de la ville doit s'effacer en se transformant en une continuité de la ville dite formelle. Cela ne fait que renforcer le caractère informel de la *villa*. L'utilisation du principe d'intégration est donc questionnable car il sert un mouvement d'effacement des différences en contradiction avec son fondement qui suppose l'acceptation de la différence.

De fait, ce travail nous permet d'affirmer que les politiques mises en œuvre dans les *villas* de la ville de Buenos Aires n'entendent pas intégrer mais plutôt assimiler. La différence n'est pas moindre entre ces deux notions : si l'intégration accepte la différence, l'assimilation entend effacer les particularités obligeant les individus à adopter les traits socio-culturels d'une société donnée. Il nous semble que c'est bien ce deuxième processus qu'entend mettre en œuvre la municipalité avec les *villas* et leurs habitants. L'assimilation passe non seulement par l'urbanisme du lieu, c'est-à-dire qu'il y a un processus de modification de celui-ci pour qu'il

devienne une continuité de la ville « traditionnelle », il n'est alors pas question d'intégrer tel quel. Mais il n'est pas question non plus d'intégrer les habitants des *villas*. Comme nous l'avons souligné, à travers ces politiques, c'est bien leur déplacement qui est en cours. Cependant, ces déplacements vont se faire petit à petit, et en attendant, la *villa* étant transformée, ses habitants aussi vont l'être. Cela passe notamment par les déménagements, où ils sont désormais obligés de vivre dans des immeubles et appartements, de payer un crédit des factures et de s'organiser en copropriété par exemple. Autant d'éléments qui nous font penser à une sorte de « socialisation » de ces habitants à la manière de vivre en ville. L'interprétation du principe d'intégration comme l'effacement de la frontière entre les *villas* et le reste de la ville semble donc faire défaut en ce qu'elle suppose que la transformation des lieux et des populations soit la solution à l'intégration. Car finalement pourquoi vouloir effacer cette différence, la *villa* ne pourrait-elle pas être intégrée, c'est-à-dire avoir droit aux mêmes infrastructures que celles du reste de la ville, tout en gardant ses particularités. Chaque quartier de la ville a ses spécificités, San Telmo la bohème, Recoleta le chic, Puerto Madero le *business*, Boca le folklore alors pourquoi pas la *villa* 31-31bis et Rodrigo Bueno les originaux. Nous sommes conscient de la nécessité d'aménager les *villas* afin que les habitants puissent jouir des droits indispensables à leur vie : pouvoir accéder aux services de bases ; avoir la possibilité d'être secouru en cas de problèmes ce qui implique la construction de routes pouvant laisser passer des ambulances ou les pompiers par exemple ; l'accès à l'éducation et à des espaces de loisirs et toute les autres dimensions qui nous paraissent, en tant qu'habitants des centres-villes garanties par un de nos droits fondamentaux : l'accès à un habitat digne. Mais cela devrait se faire comme une fin en soi et non pas comme un moyen pour imposer un modèle de ville élitiste au sein duquel les classes populaires n'ont pas leur place. La revendication de ce droit est d'ailleurs un argument utilisé par les habitants des *villas* pour s'opposer aux processus en cours.

En effet, depuis l'apparition des politiques d'intégration plusieurs habitants des *villas* s'érigent contre ces dernières. S'ils sont favorables à l'amélioration de leur zone de vie, ils s'opposent aux raisons qui poussent la municipalité à intervenir dans les *villas*, aux formes de le faire et aux conséquences que cela aura sur leur vie. Loin d'être passifs, ces derniers s'organisent et se mobilisent contre les processus en cours revendiquant la défense d'un modèle de ville basé sur le droit à la ville. Si au sein de ce travail nous avons donné une place importante aux visions des habitants des *villas*, notre propos n'était pas centré sur la mobilisation de ces derniers et leur action collective. Cela mériterait un travail à part. Cependant il nous semble tout de même nécessaire de souligner que les populations des *villas*, marginalisées, ont pris une

place dans le débat public comme un acteur mobilisé pour faire respecter ses droits. C'est dans ce sens que Barbara Morovich et Javier Fernandez Castro, parlent des *villas* et des *villeros* comme « des espaces symboliques et physiques de construction d'identité collective (...) Si d'un côté le terme villero reste donc stigmatisant – il désigne à la fois un homme misérable par opposition au noble, ou un pauvre mal éduqué – de l'autre côté il indique aussi un acteur de revendications sociales ». Ainsi et afin de donner la parole à ces habitants, nous aimerions terminer par une exposition d'une compilation de plusieurs citations tirées de notre enquête de terrain.

« L'intégration n'existe pas, ce que veut le gouvernement c'est vendre nos terres » -

(Affirmation d'une habitante de la *villa 31-31bis* lors du Séminaire de droit)

« Regarde il y a des intérêts, la 31 ils veulent construire leur projet d'autoroute et immobilier, Chacarita pour construire de nouveaux immeubles, ici [Rodrigo Bueno] parce que c'est tout près de Puerto Madero, terres très chères. En vrai ce qu'ils veulent c'est faire partir les pauvres de manière dissimulée » - (A.J, fonction directive au sein de l'association l'Hormiguero à la *villa Rodrigo Bueno*)

« Les nouveaux logements c'est pour cacher la *villa*, comme par hasard ils les construisent juste parfaitement pour que ça cache le *barrio historico*, c'est un mur qui cache la *villa* de Puerto Madero » - (A.V, habitante de la *villa Rodrigo Bueno*)

« Zoé : Quelles sont les raisons selon toi de la municipalité de mener ces transformations ?

A.J : Virer les pauvres parce qu'en soi les logements sont faits pour les gens de la *villa* mais ils ne vont pas pouvoir payer et ça va terminer aux mains de l'IVC, donc de la municipalité qui va en faire ce qu'elle veut (...) l'urbanisation en soi c'est une politique macriste, néolibérale qui veut faire entrer l'informel dans le marché » - (Habitante de la *villa 31-31bis* faisant partie du mouvement de résistance d'habitants de la zone Bajo Autopista)

« Maintenant c'est pire, au moins avant ils disaient les choses qu'ils pensaient, maintenant ils le pensent pareil mais ils le dissimulent, en vrai avec les lois d'urbanisation etc. c'est exactement la même chose qu'ils veulent faire, une ville pour les riches

Femme ACIJ : oui c'est pire car aujourd'hui ils ne le disent pas clairement dans les discours mais dans les pratiques c'est exactement la même chose » - (Discussion entre une habitante de la villa 31-31bis et une employée de l'ONG ACIJ lors du Séminaire de droit)

« En réalité, avec les lois, l'urbanisation et tout ça, ce qu'ils veulent faire c'est une ville pour les riches » - (Habitant de la villa 31-31bis lors du Séminaire de droit)

« Le processus d'urbanisation, vous verrez, c'est très compliqué, très ambivalent » - (N.J, habitant de la villa Rodrigo Bueno lors de la visite pour les habitants de la villa 1-11-14)

« C'est compliqué l'urbanisation, c'est très compliqué, mais faites le truc ensemble, regroupez-vous et il faut se battre, pensez à vos enfants » - (N.J, habitant de la villa Rodrigo Bueno lors de la visite pour les habitants de la villa 1-11-14)

Ainsi, à travers cette étude nous voulions apporter un regard politique à des questions urbaines en liant espace géographique et intervention politique. Plus encore nous avons voulu montrer, à travers nos deux études de cas, que les inégalités s'illustrent avec force dans à Buenos Aires mais dans nos villes en général et plus encore dans nos métropoles qui, si elles concentrent les capitaux concentrent également les inégalités. Finalement l'analyse de notre objet d'étude mène à un questionnement plus large sur le modèle de ville pensé par les acteurs politiques qui font tendre les villes d'aujourd'hui vers un système qui se veut toujours plus fragmenté entre riches et pauvres, entre périphérie et centre-ville.

BIBLIOGRAPHIE

- Les urbanisations informelles dans le monde et en Argentine, un phénomène urbain

- Asociación Civil Centro de Estudios Legales y Sociales, «Hábitat digno: diez propuestas de políticas públicas», Buenos Aires, 2017. Disponible: URL

<<https://www.cels.org.ar/web/publicaciones/consenso-nacional-para-un-habitat-digno-diez-propuestas-de-politicas-publicas/>>

- Defensoria del pueblo de la Nacion (Argentina), «Informe “asentamientos informales y derechos humanos» Buenos Aires, mai 2018. Disponible: URL

<<https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Housing/InformalSettlements/ArgentinaDefensorPueblo.pdf>>

- Eduardo Reese, «La situación actual de la gestión urbana y la agenda de las ciudades en la Argentina», *Medio Ambiente y Urbanizacion*, vol. 65, n°1, novembre 2006, pp. 3-21. Disponible :

URL < <http://www.faud.unsj.edu.ar/descargas/blogs/bibliografia-unidad-3-reese-eduardo2006 E.%20Reese 2006 La%20situacion%20actual%20de%20la%20gestion%20urbana%20y%20la%20agenda.pdf>>

- Instituto Nacional de Estadística y Censos – INDEC, «Censo nacional de población, hogares y viviendas 2010: censo del Bicentenario: resultados definitivos», Serie B, n° 2, Buenos Aires, 2012.

Disponible: URL <https://www.indec.gov.ar/ftp/cuadros/poblacion/censo2010_tomo1.pdf>

- Julien Damon, *Un monde de bidonvilles Migrations et urbanisme informel*, La République des idées, Seuil, 2017, p.128

- Maria Cristina Cravino, Juan Pablo del Rio, Juan Ignacio Duarte, «Magnitud y crecimiento de las villas y asentamientos en el Área Metropolitana de Buenos Aires en los últimos 25 años». Disponible: URL

< <http://www.igc.org.ar/megaciudad/N3/Asentamientos%20Irregulares%20AMB.pdf>>

- Maria Cristina Cravino et al, coord. par Maria Cristina Cravino, *Los mil barrios (in)formales: aportes para la construcción de un observatorio del hábitat popular del área metropolitana de Buenos Aires*, Los Polvorines: Univ. Nacional de General Sarmiento, 2008.

- María Mercedes Di Virgilio, Tomás Alejandro Guevara, María Soledad Arqueros Mejica, «Políticas de regularización en barrios populares de origen informal en Argentina, Brasil y Mexico», *Revista URBANO*, mai 2014, Chili, pp. 57-65. Disponible: URL

< <http://revistas.ubiobio.cl/index.php/RU/article/view/236>>

- María Carla Rodríguez, «Las políticas habitacionales argentinas post 2001: Entre la gestión de la “emergencia” y la emergencia de la producción autogestionaria», *OSERA*, n°3. Disponible: URL

< http://webiigg.sociales.uba.ar/empresasrecuperadas/PDF/PDF_03/Las_pol_hab_arg.pdf>

- María F. Rodríguez, María C. Zapata, Mariana Gómez Schettini, «La política urbana “Pro” : continuidades y cambios en contextos de renovación en la ciudad de Buenos Aires», *Cuaderno Urbano*, vol. 11, n° 11, octobre 2011, pp. 101-121. Disponible: URL <<https://www.redalyc.org/pdf/3692/369236772005.pdf>>
- Marie-France Prévôt Schapira, « Métropoles d’Amérique latine : de l’espace public aux espaces privés », *Cahiers des Amériques latines*, n°35, 2000, pp.15-20. Disponible : URL : <<http://journals.openedition.org/cal/6531>>
- ONU Habitat, « Almanach des bidonvilles 2015/2016 Suivre l’amélioration de la qualité de vie des habitants des bidonvilles ». Disponible : URL <https://www.worldurbancampaign.org/sites/default/files/subsites/resources/almanach_des_bidonvilles_2015-2016_ppab.pdf>
- Omar David Varela, María Cristina Cravino, «Chapitre 2: Mil nombres para mil barrios. Los asentamientos y villas como categorías de análisis y de intervención», in, María Cristina Cravino, *Los mil barrios (in)formales: aportes para la construcción de un observatorio del hábitat popular del área metropolitana de Buenos Aires*, Buenos Aires, Los Polvorines: Univ. Nacional de General Sarmiento, 2008, pp.45-65
- Relevamiento Nacional de Barrios Populares, Informe General Periodo 08/2016 a 12/2017. Disponible : URL <<https://zuletasintecho.files.wordpress.com/2018/04/resumen-informe-de-gestic3b3n-renabap-ac3b1o-2017-docx.pdf>>
- Site officiel du PNUD, « Objectif 11 : Villes et communautés durables ». Disponible : URL <<https://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals/goal-11-sustainable-cities-and-communities.html>>
- Site web de l’ONG TECHO. Disponible: URL: <<http://relevamiento.techo.org.ar/>>
- La transformation des villas 31-31bis et Rodrigo Bueno
- Barbara Morovich et Javier Fernández Castro, « Mémoire et mobilisation », *Revue des sciences sociales*, n°57, 2017, pp. 76-85. Disponible : URL <<http://journals.openedition.org/revss/365>>
- Constitution de la ville de Buenos Aires. Disponible : URL <https://www.buenosaires.gob.ar/areas/leg_tecnica/sin/normapop09.php?id=26766&qu=c>
- Daniel Kübler, Jacques de Maillard, *Analyser les politiques publiques*, 2e Édition Presses Universitaires de Grenoble, 2015, p.260
- Entretien télévisé du maire de la ville sur Canal Trece. Disponible: URL <https://www.youtube.com/watch?v=PK_c8ypXmSM>
- Entretien du maire de la ville pour la chaîne télévisée Telefe. Disponible : URL <<https://www.youtube.com/watch?v=ykRwHZtOWZY>>

- Entretien télévisé du maire de la ville, le 12 août 2016 sur Canal Trece. Disponible : URL <<https://www.youtube.com/watch?v=oKBq1giavaQ>>
- Entretien télévisé du maire de la ville, le 11 août 2016 sur Telefe. Disponible : URL <<https://www.youtube.com/watch?v=ykRwHZtOWZY>>
- Entretien du maire de la ville le 11 août sur la chaîne argentine Telefe. Disponible: URL <<https://www.youtube.com/watch?v=ykRwHZtOWZY>>
- Fernández Castro, Javier, *Barrio 31 > Carlos Mugica Posibilidades y límites del proyecto urbano en contextos de pobreza*, Buenos Aires: Instituto de la Espacialidad Humana, octobre 2010, p.216
- Franco Spinetta, «Sanción definitiva para la urbanización de dos villas», *Pagina 12*, 23 mars 2017. Disponible : URL <<https://www.pagina12.com.ar/27476-sancion-definitiva-para-la-urbanizacion-de-dos-villas-porten>>
- Loi n°3.343/2009 d'intégration socio-urbaine de la villa 31-31bis. Disponible : URL <<http://www2.cedom.gob.ar/es/legislacion/normas/leyes/ley3343.html>>
- Loi n°5.798/2017 d'intégration socio-urbaine de la villa Rodrigo Bueno. Disponible : URL <<http://www2.cedom.gob.ar/es/legislacion/normas/leyes/ley5798.html>>
- Luciana Bercovich, «La regularización jurídica de la villa 31-31 bis en un proceso integral de inclusión urbana. Una búsqueda de los instrumentos que brinden seguridad en la tenencia y mantenga la función social del territorio», *Observatorio del desarrollo urbano y territorial*, mars de 2011. Disponible: <<https://desarrollourbanoyterritorial.duot.upc.edu/es/content/la-regularizaci%C3%B3n-jur%C3%ADdica-de-la-villa-31-31-bis-en-un-proceso-integral-de-inclusi%C3%B3n-urbana>>
- Mauricio Giambartolomei, «La urbanización de la villa Rodrigo Bueno genera un nuevo barrio en las tierras más caras de la ciudad», *La Nación*, 6 juin 2019. Disponible : URL <<https://www.lanacion.com.ar/buenos-aires/la-urbanizacion-villa-rodrigo-bueno-genera-nuevo-nid2254586>>
- María Florencia Rodríguez, «Espacio publico vs Asentamiento? La Costanera sur Rodrigo Bueno», *Intersticios: Revista Sociológica de Pensamiento Crítico*, vol. 4, 2010, Universidad de Buenos Aires. Disponible: URL < <https://www.intersticios.es/article/view/5150>>
- «No voy a permitir que haya cortes de calles», *La Nación*, 23 juin 2017. Disponible : URL <<https://www.lanacion.com.ar/politica/no-voy-a-permitir-que-haya-cortes-de-calles-nid919873>>
- Secretaria de Integración Social y Urbana Jefatura de Gabinete de Ministros, «Proyecto de transformación urbana del área metropolitana de Buenos Aires (Amba) Marco de gestión ambiental y social componentes 1 y 3 “Integración urbana y social del barrio 31 en la ciudad autónoma de Buenos Aires” y “fortalecimiento de las capacidades institucionales para la gestión urbana metropolitana sustentable” programa barrio 31». Disponible: URL < https://www.buenosaires.gob.ar/sites/gcaba/files/marco_de_politica_de_reasentamiento.pdf>

- Silvia Gomez, «En la Costanera Sur Villa Rodrigo Bueno: comenzó la mudanza de los vecinos a las nuevas viviendas», *Clarín*, 5 juin 2019. Disponible : URL <https://www.clarin.com/ciudades/villa-rodrigo-bueno-comenzo-mudanza-vecinos-nuevas-viviendas_0_wTMX3Tsv.html>

- Silvia Gomez, «Hay 43.000 vecinos en 9.000 hogares Con mejoras en 53 viviendas, avanza el plan para urbanizar la villa 31 Retiro», *Clarín*, 19 avril 2017. Disponible URL <https://www.clarin.com/ciudades/primeras-viviendas-renovadas-villa-31_0_HJ4dPWHR1.html>

- Vidéo en direct le 23 décembre 2016 et partagé par la chaîne Canal de la ciudad le 26 décembre 2016. Disponible: URL <<https://www.youtube.com/watch?v=OGarT3oF4k>>

- Eviction des classes populaires des centres -villes

- Décret n°1247/05 sur le statut d'utilité publique des terres de la *villa* Rodrigo Bueno, 2005. Disponible : URL <<https://ar.vlex.com/vid/decreto-n-33418801>>

- Entretien télévisé de Gabriela Michetti en 2013 diffusé sur la chaîne télévisé Telefe et disponible sur YouTube : URL<https://www.youtube.com/watch?v=Vydcx13YL_U>

- Guide du routard Argentine, Hachette Tourisme, novembre 2018, p.464

- Loi n°23.738 relative à l'usage des terrains appartenant au club Boca Juniors. Disponible : URL <<http://servicios.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/0-4999/139/norma.htm>>

- Lonely Planet Argentine et Uruguay, Lonely Planet, janvier 2017, p.698

- Melina Ons, «La ley de urbanización de la Villa 31-31bis en la Ciudad de Buenos Aires. *El debate parlamentario y público en torno a su sanción y aplicación (2007-2015)*», *Quid 16*, n°9, novembre 2018, pp.184-196. Disponible: URL <<https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=6566127>>

- Patricia Urquieta, «Ciudades en transformación Disputas por el espacio, apropiación de la ciudad y prácticas de ciudadanía», *Cides-Usma*, 2011, La Paz. Disponible: URL <<https://searchworks.stanford.edu/view/9615665>>

- Tomas Alejandro Guevara, Conflictos urbanos y pujas entre modelos de ciudad. Buenos Aires (2001-2011), *Cuadernos Geográficos*, vol.53, n°2, 2014. Disponible: URL <<https://revistaseug.ugr.es/index.php/cuadgeo/article/view/2526/3052>>

- Tomas Alejandro Guevara, Mercedes Di Virgilio, «Gentrificación liderada por el Estado y empresarismo urbano en la Ciudad Autónoma de Buenos Aires», *Revista Estudios Sociales Contemporáneos*, 2014, pp. 12-23

- Vidéo promotion du Distrito Quartier Puerto Retiro faite par l'entreprise Argencors. Disponible : URL <<https://vimeo.com/237332408>>

FIGURES

- **Figure 1** – Carte **Nombre de villas par région en Argentine relevées pendant l’année 2017**, élaborée par l’auteur du mémoire
- **Figure 2** – Carte **Répartition des villas entre la capitale et le conurbano de Buenos Aires**. Disponible sur le site de l’ONG Techo URL < <http://relevamiento.techo.org.ar/>>
- **Figure 3** – Tableau **Nombres de personnes vivant dans les villas dans la ville de Buenos Aires en millions entre 1960 et 2017**, élaboré par l’auteur du mémoire
- **Figure 4** – Carte **La villa 31-31bis et ses alentours Carte de la ville de Buenos Aires divisée par quartiers**, élaborée par l’auteur du mémoire
- **Figure 5** – Carte **La villa Rodrigo Bueno et ses alentours Carte de la ville de Buenos Aires divisée par quartiers**, élaborée par l’auteur du mémoire
- **Figure 6** – **Les containers de l’IVC**. Photo prise par Zoé Partouche le 9 aout 2019
- **Figure 7** – **Le container de la SISU**. Photo prise par Zoé Partouche le 15 juillet 2019
- **Figure 8** – **Les axes de transformations des villas établis par la SISU**. Photo prise par l’auteur du mémoire du fascicule de la SISU concernant la transformation de la villa 31-31 et acquit lors de notre rencontre avec N.J
- **Figure 9** – Diagrammes **L’accès aux services de bases dans les villas de la ville de Buenos Aires en 2016**. Elaboré par Zoé Partouche sur la base des données de l’ONG Techo disponible URL < <http://relevamiento.techo.org.ar/>>
- **Figure 10** – Carte **Plan de la villa Rodrigo Bueno : perspective de la transformation**. Photo prise par Zoé Partouche d’une carte transmise par S.C lors de notre rencontre
- **Figure 11** – **Déplacement et relogement de deux zones villa 31-31bis** publié dans Mauricio Giambartolomei, « Como es la Containera, el nuevo barrio de la Villa 31a minutos de Retiro y Recoleta », *La Nacion*, 12 novembre 2018 et modifié par l’auteur du mémoire
- **Figure 12** – **Les habitants face à la SISU**. Photo prise par Zoé Partouche de la MGP dans un local de la villa 31-31bis le 24 juillet 2019
- **Figure 13** – **La petite villa et le grand projet urbain**. Projection du projet Solares de Santa Maria et publié dans « Larreta quiere volver a impulsar el barrio Solares de Santa Maria », *Nueva ciudad solamente informacion*, 22 juin 2016 et modifié par Zoé Partouche
- **Figure 14** – **Le nouveau Distrito Quartier Puerto Retiro en image**. Capture d’écran de la vidéo de promotion du projet diffusé et publié par Argencons. Vidéo complète disponible : URL <<https://vimeo.com/237332408>>

- **Figure 15 – La villa 31-31bis sur le chemin du Distrito Quartier Puerto Retiro.** Capture d'écran de la vidéo de promotion du projet diffusé et publié par Argencons, disponible : URL <<https://vimeo.com/237332408>> et modifié par l'étudiante

- **Figure 16 – Le Ministère de l'Education et la transformation de ses alentours.** Photo prise par Zoé Partouche le 27 juillet 2019

- **Figure 17 – Contraste urbain : les gratte-ciels et la villa.** Photo des gratte-ciels de Puerto Madero depuis l'entrée de la villa Rodrigo Bueno. Photo prise par Zoé Partouche le 9 août 2019

- **Figure 18 – « Ouvrir » la villa aux étrangers : une stratégie de gentrification.** Image de la nouvelle promenade «gastronomique» dans la villa Rodrigo Bueno emprunté à Alejandro Horvat, «La villa Rodrigo Bueno ya tiene su patio de comida al aire libre», *La Nación*, 24 août 2019. Disponible : URL <<https://www.lanacion.com.ar/sociedad/la-villa-rodrigo-bueno-tiene-su-patio-nid2281168>>

- **Figure 19 – « Ouvrir » la villa aux étrangers : une stratégie de gentrification.** Image de la villa Rodrigo Bueno vue de haut, emprunté à Mauricio Giambartolomei, «La urbanización de la villa Rodrigo Bueno genera un nuevo barrio en las tierras mas caras de la ciudad», *La Nación*, 6 juin 2019. Disponible: URL <<https://www.lanacion.com.ar/buenos-aires/la-urbanizacion-villa-rodrigo-bueno-genera-nuevo-nid2254586>>

- Grille d'entretien en espagnol différenciée entre les habitants des villas, les fonctionnaires de l'IVC et de la SISU et les ONG ou associations

1 – Habitants de la villa 31-31bis y Rodrigo Bueno:

PERSONAL:

- Hace cuanto tiempo que vivis en la villa?
- Cuantos años tienes
- A donde vivías antes?
- Cual es su profesión? Trabaja afuera de la villa?
- Tiene hijos? En qué escuela van, afuera o dentro de la villa?
- Tiene buena relación con sus vecinos?
- Ya viviste discriminación por vivir en la villa?

→ Preguntas a tomar en cuenta por la conversación, pero una sola pregunta: Cuéntame un poco de donde sos, cuando llegaste a la villa, que haces, cuantos años tienes etc.

SOBRE PROCESOS DE INTEGRACION:

- Que es una villa para vos, hay una diferencia con el termino barrio?
- A quien/quienes pertenecen las tierras en las cuales esta ubicada la villa?
- Porque hoy en día es una zona de la ciudad de la cual hablamos mucho? Porque hablamos tanto de esa villa y no de las otras?
- En que consiste el proyecto de urbanización de la villa? Que significa en realidad urbanizar?
- Desde cuando empezó el proyecto de urbanización y hasta donde llego? Actualmente?
- Sabes quienes son los que llevan adelante este proyecto? Tienes una relación con ellos? Puede cualificar esa relación (buena, mas o menos, mala)? Y porque ?
- Que lugar tiene la población que vive en la villa en este proyecto? Fueron tomado en cuenta, participaron?
- Hay proyectos de instalación del ministerio de la educación, pero también de poner la sede de la BID ahí en la villa 31/ hacer un patio de comida para la gente de afuera de la villa Rodrigo Bueno, que usted piensa de eso? Seria una manera para urbanizar la zona?
- Cuales son las necesidades hoy en dia de la villa según vos?
- Que piensa de lo que esta pasando en la villa actualmente, esta a favor o contra? Y porque?
- Si no esta de acuerdo con lo que esta pasando, que forma seria la mejor para urbanizar la zona?

2 – Fonctionnaires de l'IVC et de la SISU

ORGANIZACION:

- Pueden presentar su organización ? Cual es su objetivo? Hace cuanto que existe?
- Cuales son los instrumentos usados por la organización para lograr este objetivo? La metodología de la organización?
- En que zonas ustedes trabajan? Solo en Buenos Aires o en otras provincias? Solo en Argentina o en otros países?
- Cual puesto tenes en la organización? Es la primera vez que trabajan en el sector “urbano”?
- Hace cuanto tiempo que trabajas en esta organización?

SOBRE PROCESOS DE INTEGRACION:

- Que es una villa, hay una diferencia con un barrio?
- Cuantas personas viven actualmente en la villa 31/ Rodrigo Bueno?
- Desde cuando existe esa villa?
- Porque empezaron esas políticas? Quien decidio?
- Desde cuando empezó el proyecto de urbanización y hasta donde llego? Actualmente?
- En que consiste el proyecto de urbanización de la villa? Que significa en realidad urbanizar?
- Este proceso esta desarrollado en cuantas villas? En la capital? Y en el conurbano?
- Porque fueron elegidas esas villas?
- Que lugar tiene la población que vive en la villa en este proyecto? Fueron tomado en cuenta, participaron?
- Cual es su relación con los habitantes de las villa?
- Usted sabe de donde provienen los fondos para llevar adelante este proyecto? Son fondos nacionales?
- A quien/quienes pertenecen las tierras en las cuales esta ubicada la villa?
- Que cambiaria en si dar títulos de propiedad a la población? Pensas que es el elemento necesario para mejorar las condiciones de vida de la población?
- Hay proyectos de instalación del ministerio de la educación, pero también de poner la sede de la BID ahí en la villa 31, / hacer un patio de comida para la gente de afuera de la villa Rodrigo Bueno, que usted piensa de eso? que usted piensa de eso? Seria una manera para urbanizar la zona?
- La urbanización de la zona entra en el proceso RENABAP? En que consiste realmente RENABAP?
- Que opina de lo que esta pasando en la villa Rodrigo Bueno/ Que opina sobre lo que esta pasando en la villa 31-31bis?
- Tienen relación con el IVC/ con la SISU?

PERSONAL:

- Cuantos años tenes?
- Hiciste estudios universitarios? Relacionados con el tema urbano? Si no, como llegaste a interesarte a este tema?
- Intentar saber a donde vive

3 – Association / ONG

ORGANIZACION:

- Pueden presentar su organización ? Cual es su objetivo? Hace cuanto que existe?
- Que relación tiene su organización con la/ las villas?
- En que zona trabajan? En varias villas o solo en una?
- Que hacen en las villas?
- Que relación tienen con los vecinos?
- Hace cuanto tiempo que trabajas en esta organización?

SOBRE PROCESOS DE INTEGRACION:

- Que es una villa, hay una diferencia con un barrio?
- Porque empezaron esas políticas? Quien decidió?
- En que consiste el proyecto de urbanización de la villa? Que significa en realidad urbanizar?
- Porque eligieron esas villas para transformar?
- Que lugar tiene la población que vive en la villa en este proyecto? Fueron tomado en cuenta, participaron?
- Si ustedes tienen relación con los vecinos, saben lo que ellos opinan de todo eso?
- A quien/quienes pertenecen las tierras en las cuales esta ubicada la villa?
- Que cambiaria en si dar títulos de propiedad a la población? Pensas que es el elemento necesario para mejorar las condiciones de vida de la población?
- Hay proyectos de instalación del ministerio de la educación, pero también de poner la sede de la BID ahí en la villa 31, / hacer un patio de comida para la gente de afuera de la villa Rodrigo Bueno, que usted piensa de eso? que usted piensa de eso? Seria una manera para urbanizar la zona?
- Que opina de lo que esta pasando en la villa Rodrigo Bueno/ Que opina sobre lo que esta pasando en la villa 31-31bis? Si no estas de acuerdo cual seria según vos la forma adecuada de urbanizar la zona?
- Tienen relación con el IVC/ con la SISU? Ya los solicitaron? Trabajan con ellos en este proceso?
- Que impacto van a tener, según vos, esos procesos sobre la villa y sobre la vida de los vecinos? Van a mejorar sus condiciones de vida?

- Powerpoint interne à l'IVC présentant la politique d'intégration socio-urbaine à Rodrigo Bueno qui nous a été transmis par un fonctionnaire de l'Institut



Nuestra mirada: Participación

En el marco de la política pública, es un **proceso situado**, garantizado por el Estado y construido por **actores diversos**, legitimados y/o representativos con roles, compromisos y responsabilidades específicas, que **comparten objetivos, reglas y metodologías** que se han construido y validado colectivamente. La participación tiene por objetivo la **toma de decisiones y la gestión de temas sustanciales**. Supone relaciones asimétricas y una **redistribución del poder**. El proceso implica un **intercambio de saberes** y el desarrollo de capacidades individuales y colectivas”

Definición de Participación

Barrio Rodrigo Bueno | Puerto Madero.

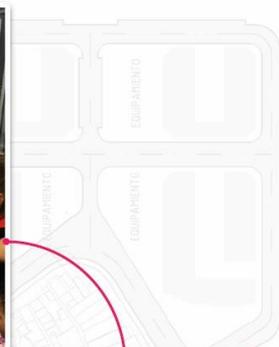


Proyecto de Integración y Reurbanización.

- | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|------------------------|---|--|---|--------------------------------|---|-------------------|---|--------------------|---|-----------------|---|---|---|---|---|---------------|
| 1 | VIVIENDAS BARRIO NUEVO | 2 | APERTURA DE CALLES (BARRIO NUEVO BARRIO HISTÓRICO) | 3 | BORDE CON LA RESERVA O DEFINIR | 4 | PLAZA CENTRAL BRS | 5 | FARO DE LA CULTURA | 6 | ESPACIO PÚBLICO | 7 | MEJORAMIENTO E INFRAESTRUCTURA BARRIO HISTÓRICO | 8 | EQUIPAMIENTO Y ESPACIO PÚBLICO BARRIO HISTÓRICO | 9 | BORDE COSTERO |
|---|------------------------|---|--|---|--------------------------------|---|-------------------|---|--------------------|---|-----------------|---|---|---|---|---|---------------|



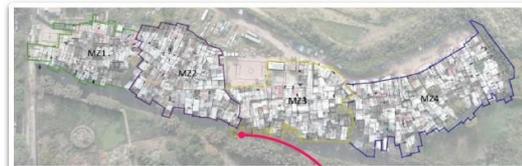
Integración urbana | Talleres de apertura de calles.



Se definieron las **tres aperturas** de calle dentro del barrio histórico en conjunto con los vecinos.



Integración urbana | Talleres de definición de manzanas.



El 26 de octubre iniciaron los talleres de definición de manzanas. Se realizarán **5 encuentros por manzana**, finalizando en diciembre.



Integración Socio-Urbana | Rodrigo Bueno



Inicio del proyecto



Movimiento de suelo



Avance de obra



Integración Socio - Económica | Sustentabilidad del proceso.

Diseño



- Quelques pages du fascicule de présentation de la politique d'intégration de la *villa* 31 élaboré par la SISU qui nous a été transmis par un fonctionnaire de la SISU



Este Proyecto nace como respuesta al desafío que tienen las grandes ciudades del mundo: superar los contrastes sociales y urbanos para que todos sus habitantes puedan disfrutarlas. Trabajamos para que todos los vecinos del **Barrio 31** tengan las mismas oportunidades y condiciones de vida que cualquier habitante de la **Ciudad de Buenos Aires**. Garantizamos el acceso a la educación, la salud y el trabajo, mejoramos y construimos viviendas, e instalamos la infraestructura necesaria para que todos tengan acceso a servicios básicos. Dimos el primer paso y entramos donde nadie entraba. En ese proceso pudimos reconocer el inmenso potencial que hay en el **Barrio 31** y decidimos dar un paso más. No solo nos enfocamos en desarrollar su capital humano, sino que estamos generando las condiciones para que todos los vecinos de la Ciudad, vivan donde vivan, puedan disfrutar la Ciudad que queremos: una Ciudad para todos.



Estamos convencidos de que el camino es la **integración**.

72
hectáreas

10.000
hogares



¿Cómo lo estamos haciendo?

Capital Humano

1

El POCO de nuestro trabajo está en las personas. La verdadera integración no solo implica obras de mejoramiento del Barrio, sino también políticas que impulsen mejoras sociales a partir de las fortalezas existentes.

Habitat

2

Queremos que todas las viviendas del Barrio 31 cuenten con espacios adecuados, estructuras seguras y acceso a los servicios básicos.

Desarrollo Económico

3

Trabajamos para desarrollar el potencial económico del Barrio 31 que cuenta con recursos únicos para ofrecer a toda la Ciudad. Impulsamos el desarrollo autónomo y la colaboración, potenciamos recursos existentes y ponemos en valor las habilidades locales.

Integración Urbana

4

Trabajamos para que el Barrio 31 esté conectado con el resto de la Ciudad. Sabemos que ese cambio es fundamental para que todos los vecinos de la Ciudad puedan disfrutar de las mejoras.

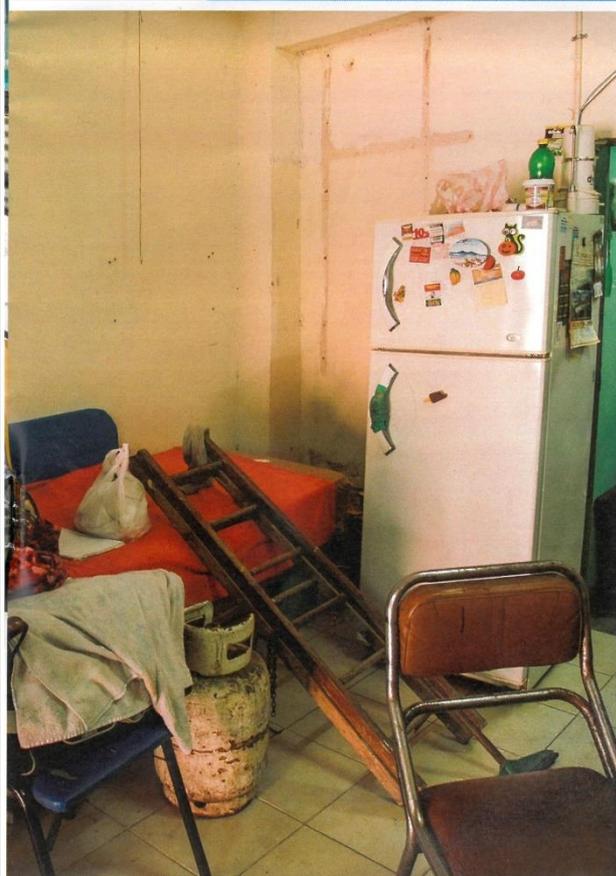
Mejoramiento Integral de Viviendas

Mejoramos tanto el interior como el exterior de las casas para que sean seguras, adecuadas y accesibles.

La participación de las familias es fundamental durante todo el proceso en encuentros individuales y colectivos donde se toman decisiones respecto a las viviendas y manzanas.

La Manzana G1 de Playón Oeste fue la primera del Barrio 31 en participar del Programa de Mejoramiento Integral de Viviendas, y sus casas y comercios ahora cuentan con estructuras seguras y adecuadas.

Ayer



Hoy



Mejoramiento de Exteriores



Mejoramos los frentes de las viviendas ubicadas en las calles principales del Barrio 31. Más seguridad y accesibilidad en las viviendas. Intervenimos escaleras, puertas y ventanas, reforzamos estructuras y realizamos instalaciones exteriores adecuadas.

Manos a la Obra



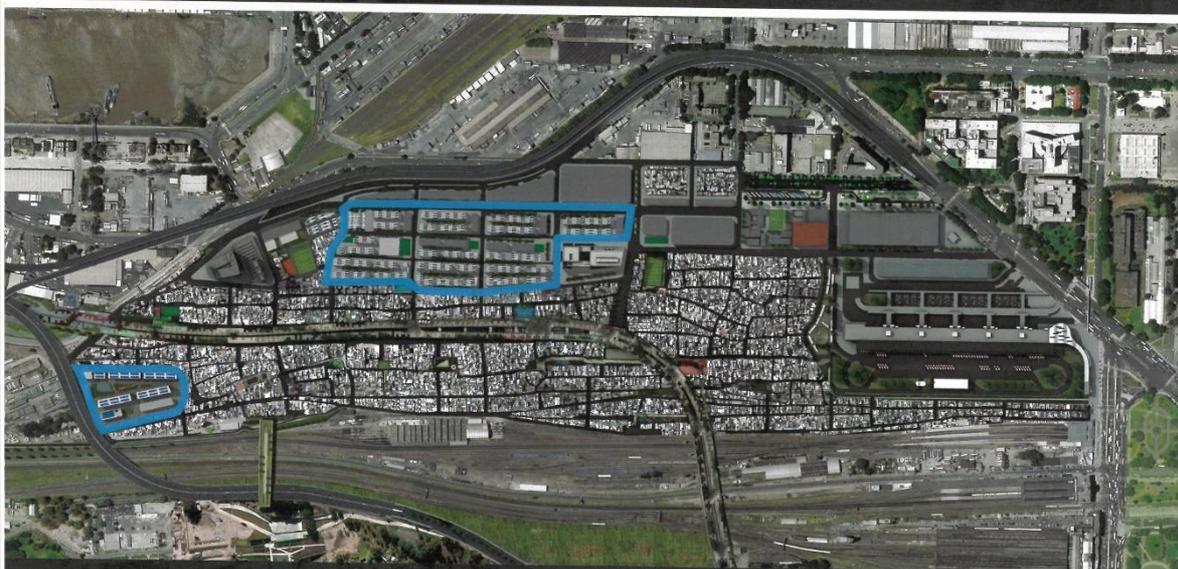
Llevamos adelante un programa de autogestión, a través del cual trabajamos junto a los vecinos para que sus viviendas tengan condiciones de habitabilidad adecuadas. Facilitamos materiales, brindamos asesoramiento y proponemos un proyecto de obra para que el mismo vecino pueda llevarlo a cabo. Mejoras de cocinas y baños, instalaciones eléctricas, cambio de puertas y ventanas, cambio o construcción de escaleras internas en la vivienda, y reparación de aislaciones y cubiertas.

Vivienda Nueva



Estamos construyendo 1.200 viviendas nuevas para mudar a:

- Vecinos que viven debajo de la Autopista Illia sin condiciones de habitabilidad adecuadas.
- Vecinos que viven por donde pasará la nueva Autopista Illia.

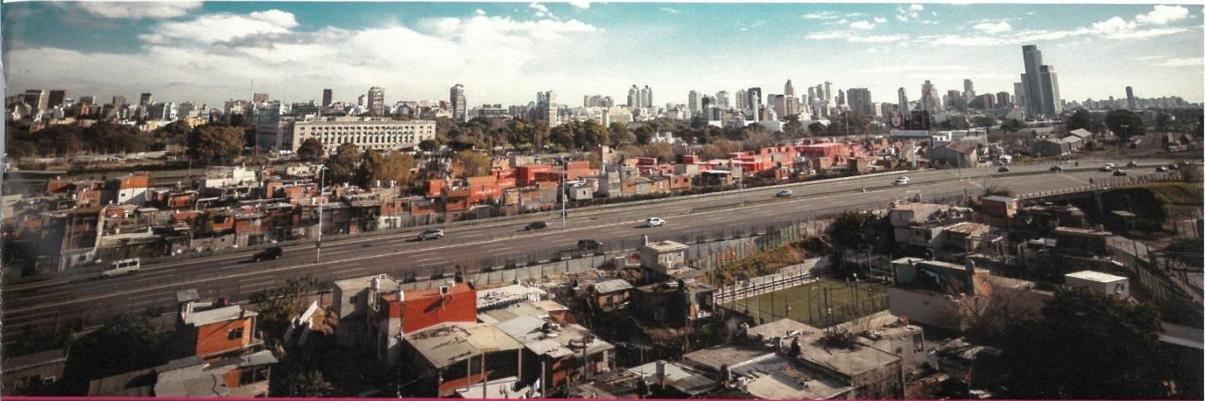


Las construcciones se realizan dentro del polígono del Barrio 31 en dos predios: Containera e YPF.

Las casas se construyen con materiales de alta tecnología que permiten que los vecinos puedan disfrutar viviendas sustentables y de calidad. Cuentan con paneles fotovoltaicos y termotanques solares; un hito de utilización de energías renovables para la Ciudad.

Integración Urbana 4

Plan Integral de Infraestructura



Manzana 104 y 12

Tendido cloacal y pluvial, red de agua, tendido eléctrico, pavimentación y alumbrado público. Estamos realizando obras de completamiento en aquellas zonas que no había tendidos, y readecuando los existentes en los casos que es necesario.



Ayer



Hoy

11.815 metros lineales de nueva red e infraestructura

5.433 metros lineales de readecuación de la red existente

Ya terminamos las obras en la calle de las manzanas 104 y 12, calle Avellaneda, Av. Gendarmería Nacional, calle del Playón, en la Feria Latina.

El Plan Integral finalizará cuando en 2019 se terminen todos los tendidos y se conecte la infraestructura del Barrio 31 a la del resto de la Ciudad.

Espacios Públicos



Estamos poniendo en valor los espacios públicos del Barrio 31, para que sean de calidad como los del resto de la Ciudad de Buenos Aires. Las obras se realizan con la participación de los vecinos como elemento fundamental para crear los proyectos, teniendo en cuenta sus usos e ideas, y la historia de cada uno de los espacios.

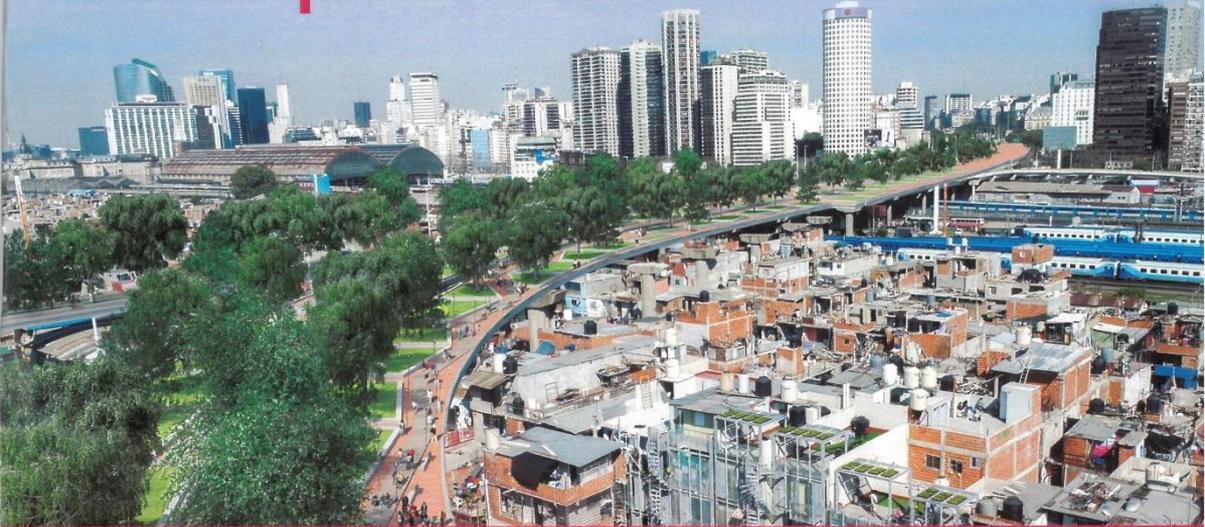


76,3%
de los vecinos hace % uso
de los espacios públicos

10
plazas

16
canchas

Parque en Altura



Vamos a cambiar la traza de la Autopista Illia y la transformaremos en un gran espacio público que conectará al Barrio 31 con la Ciudad de Buenos Aires.

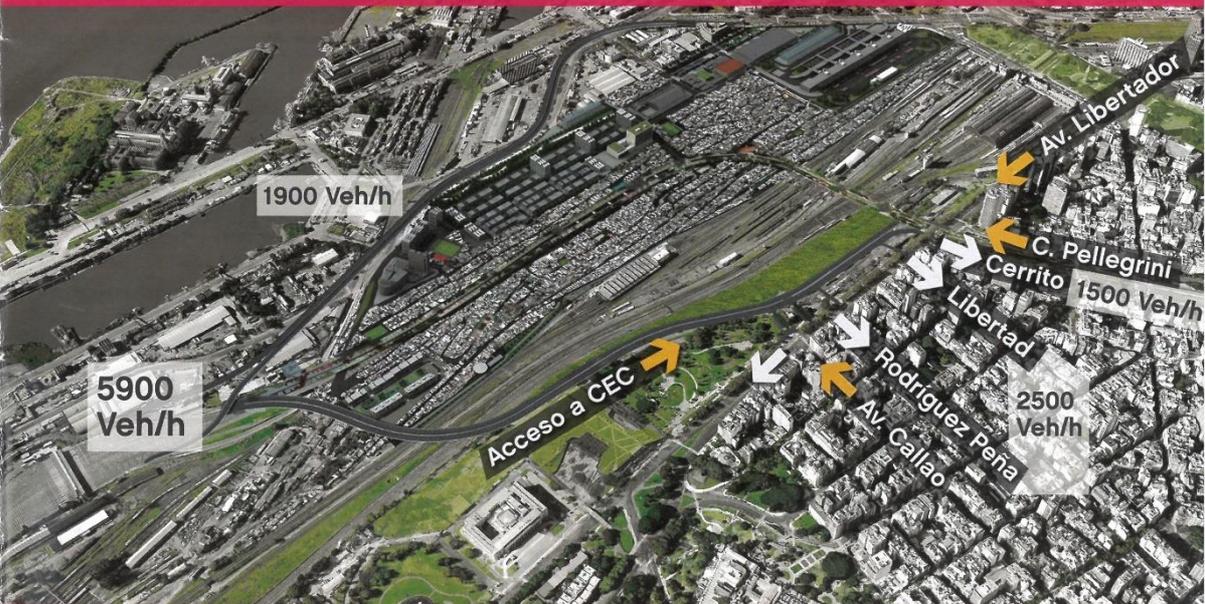
387%

El espacio público por habitante en el Barrio 31 crecerá

Será una gran pieza arquitectónica símbolo de la integración.

Nueva Illia

Autovía que circulará entre el Barrio y la Av. del Libertador. Mejorará la circulación de los 5900 autos que ingresan por hora a la Ciudad. Descomprimirá los vehículos en tres bajadas.



- Fascicule de présentation du Séminaire de droit pour les référents communautaires des villas organisé par ACIJ qui a été distribué lors du premier Séminaire

CRONOGRAMA PROVISORIO DE CLASES

Módulo I. Una aproximación al Derecho: Organización, límites y potencialidades.

13/07 Encuentro 1: Derecho y Estado.
 20/07 Encuentro 2: Derechos humanos y acceso a la Justicia.
 27/07 Encuentro 3: Derecho a la Ciudad.

Módulo II. Las villas de la Ciudad de Buenos Aires desde un enfoque histórico y sociológico.

03/08 Encuentro 4: Historia de villas de la Ciudad de Buenos Aires. Intervenciones urbanas y conflictos territoriales.
 10/08 Encuentro 5: Actuales procesos de urbanización en CABA.

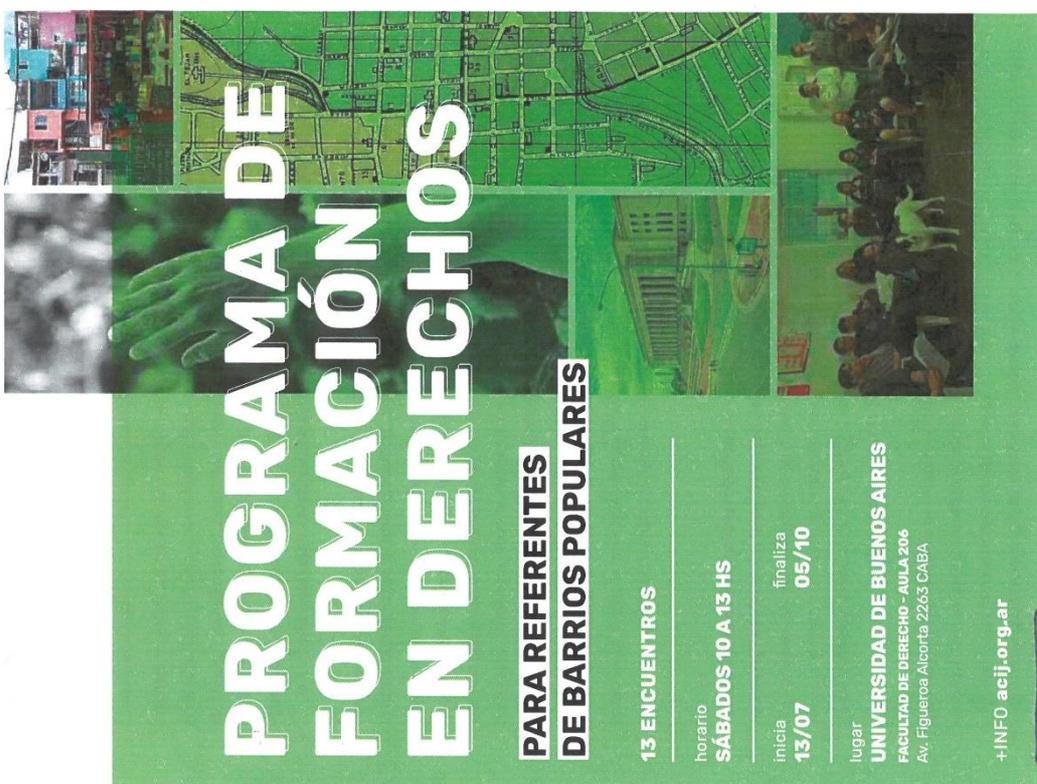
Módulo III. El Derecho a la Ciudad y la urbanización.

17/08* Encuentro 6: Participación e información pública.
 24/08 Encuentro 7: Servicios Públicos: marcos regulatorios.
 31/08 Encuentro 8: Equipamiento comunitario.
 07/08 Encuentro 9: Regularización dominial.

Módulo IV. Conflicto social y resistencia desde el Derecho.

14/09 Encuentro 10: Derecho a la protesta social y estrategias frente a la violencia institucional.
 21/09 Encuentro 11: Comunicación estratégica y campañas de difusión.
 28/09 Encuentro 12: Litigio y empoderamiento jurídico.
 05/10 Encuentro 13: Cierre y conclusiones.

SE ENTREGAN CERTIFICADOS CON EL 75% DE ASISTENCIA



PROGRAMA DE FORMACIÓN EN DERECHOS PARA REFERENTES DE BARRIOS POPULARES

13 ENCUENTROS

horario **SÁBADOS 10 A 13 HS**

inicia **13/07** finaliza **05/10**

lugar **UNIVERSIDAD DE BUENOS AIRES FACULTAD DE DERECHO - AULA 206 Av. Figueroa Alcorta 2263 CABA**

+INFO acij.org.ar

CON EL APOYO DE **IDRC CRDI Canada**

Facultad de Derecho Universidad de Buenos Aires

CDIH Centro de Derechos Humanos

ACIJ Asesoría Civil por la Igualdad y la Justicia

CO-ORGANIZADO POR

FUNDAMENTACIÓN

En un contexto de marcado crecimiento de la población que vive en ciudades, el ejercicio pleno de los Derechos Humanos está cada vez más vinculado al acceso al hábitat urbano y sus oportunidades económicas, sociales, políticas y culturales. Dentro de las ciudades, la forma en la que se distribuyen sus funciones y población genera estructuras que habilitan o limitan las oportunidades de usufructo de los bienes, infraestructuras y servicios urbanos (laborales, sanitarios, educativos, recreativos, asistenciales, culturales, etc.).

En el año 2015 se anunció la creación de la Secretaría de Integración Social y Urbana, destinada específicamente a la urbanización de Villa 31. Por su parte, durante el año 2016, el Instituto de la Vivienda de la Ciudad de Buenos Aires (IVC) anunció el inicio de tres procesos de reurbanización para las Villas 20, Rodrigo Bueno y Playón de Chacarita, que comenzaron a llevarse adelante y que continúan en el presente. Los cuatro proyectos, cada uno con una ley específica que dictamina su urbanización, contemplan el involucramiento vecinal en todas las instancias de toma de decisiones: construcción de vivienda nueva, mejoramiento de las viviendas preexistentes, canjes de vivienda, apertura de calles, espongamiento, provisión de servicios públicos adecuados y de equipamiento urbano destinado a la población que allí reside. Por ello, y pese a que la situación habitacional no presenta datos alentadores, estamos ante un contexto en el que se abren oportunidades para canalizar los reclamos históricos de la población de villas.

En virtud de este contexto, el presente curso se propone **potenciar las estrategias y capacidades que son articuladas por referentes barriales en el marco de los procesos de reurbanización**, entendiendo que el conocimiento de la estructura de sus derechos y el uso del derecho como forma de legitimación de sus reclamos pueden contribuir a la construcción de perfiles de liderazgos territoriales que logren incidir de manera más efectiva en el diseño e implementación de las políticas públicas que los/as afectan.

Las instancias de capacitación y formación constituyen una herramienta fundamental para el empoderamiento jurídico y la adquisición de conocimientos de interés vecinal, tanto en barrios donde hay procesos en curso como en aquellos donde aún no se han anunciado. Por todo ello, constituir un espacio de intercambio de conocimientos, experiencias y de entrecruzamiento de saberes (técnicos, académicos, comunitarios) resulta imprescindible para la reflexión, defensa, difusión y efectivización de los Derechos Humanos en dichos contextos.

OBJETIVOS GENERALES

El programa de formación tendrá por objetivo promover el conocimiento de la comunidad acerca de la estructura de los derechos garantizados por nuestro sistema legal y su vinculación con las condiciones en las que viven. Asimismo, se buscará que los/as destinatarios/as adquieran conocimientos básicos sobre el derecho a la ciudad y planificación urbana desde una perspectiva de derechos que les permita fortalecer la organización vecinal y su participación ante procesos de mejoras barriales o reurbanización en villas. Por último, se propondrán estrategias que pueden ser de utilidad para la construcción y fortalecimiento de las capacidades comunitarias.

Se espera que al finalizar la capacitación:

- » Hayas adquirido habilidades y conocimientos básicos sobre los Derechos Humanos fundamentales y el Derecho a la Ciudad, para poder así actuar ulteriormente en la defensa, promoción y difusión de los mismos.
- » Puedas realizar un diagnóstico participativo de las principales problemáticas de la comunidad, colectivo o grupo y generar propuestas.
- » Estés en condiciones de promover entornos de diálogo, organización y fortalecimiento comunitario, y que repliques en tu comunidad acciones de empoderamiento.
- » Conozcas y puedas difundir los mecanismos y procedimientos que permiten la defensa ante la violación y vulneración de los derechos, para poder así construir colectivamente herramientas y estrategias para su ejercicio efectivo.
- » Cuentas con las herramientas necesarias para la elaboración y desarrollo de pedidos de acceso a la información pública, mapeos participativos relevantes y temáticos y guías de acceso a recursos locales.
- » Amplíes tus conocimientos para pensar y proponer estrategias de transformación comunitaria a partir de nuevas herramientas.